

هكذا من الإعلام

Radio-Télévision

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14738 - 6 F

DIMANCHE 14 - LUNDI 15 JUIN 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les Khmers rouges contre l'ONU

Quelques heures du début de la deuxième phase du plan de paix de l'ONU, qui prévoit le désarmement de 70 % des combattants cambodgiens, les Khmers rouges ont jeté le masque. Et leur attitude, désormais ouvertement hostile aux accords de Paris qu'ils avaient pourtant acceptés, pose un dilemme majeur aux Nations unies. C'est ce qu'a reconnu, vendredi 12 juin, le Conseil de sécurité, dans une déclaration reflétant la vive préoccupation du secrétaire général, M. Boutros-Ghali.

Certaines actions, ces derniers mois, du « Parti du Kampuchéa démocratique », comme se dénomment les Khmers rouges, ont fait naître de graves soupçons sur ses intentions : violations répétées du cessez-le-feu depuis janvier ; tir contre des représentants de l'Autorité provisoire de l'ONU (APRONUC) ; obstacles au déploiement de « casques bleus » ; obstruction, il y a quelques jours, à un déplacement autour de Pailin, à la frontière thaïlandaise, de M. Yasushi Akashi, représentant personnel de M. Boutros-Ghali.

Le bénéfice du doute était pourtant encore accordé ici et là. Certes, la signature donnée par les anciens bourreaux de leur propre pays était suspecte. Mais on faisait crédit à leur pragmatisme : ne devaient-ils pas tenir compte du caractère désormais légal des alliances - en particulier celle des Chinois - qui avaient contribué à leurs succès contre les Américains puis contre les Vietnamiens ?

Aujourd'hui, les amis de M. Pol Pot défilent ouvertement la communauté internationale, garante des accords de paix. Lors de la dernière réunion, le 10 juin, du Conseil national suprême, M. Khieu Samphan avait refusé le déploiement de l'APRONUC dans les zones des Khmers rouges. Le 12 juin, le même dirigeant a annoncé qu'il n'assisterait pas, le 22 juin, à la réunion de Tokyo où trente-deux pays doivent élaborer un plan d'aide à la reconstruction du Cambodge.

La motif l'ONU ne serait pas impartiale. Elle s'appuierait trop sur le gouvernement de Phnom-Penh - et, partant, sur la faction républicaine communiste vietnamienne. Et, surtout, elle n'aurait pas vérifié le départ effectif de tous les soldats vietnamiens, dont le dernier a, officiellement, évacué le pays en 1989. Jamais, pourtant, les Khmers rouges n'ont apporté aux Nations unies des preuves convaincantes de leurs assertions.

Pour l'ONU, c'est en quel- que sorte, désormais, qu'il s'agit de la première réaction du Conseil de sécurité à été modérée. Sa tactique semble être de démontrer l'impartialité de l'APRONUC en commençant bien à la date prévue, le 13 juin, le cantonnement des combattants, des « libéraux démocrates boudhistes » (ex-FNLPK) et des gouvernements ex-communistes.

Un délai de quelques jours, jusqu'à la conférence de Tokyo, pourrait être accordé aux amis de M. Pol Pot pour accepter le même regroupement contrôlé de leurs hommes, tandis que l'on mettrait sur pied un programme de rééducation - qui, par parenthèse, impliquerait une Thaïlande dont les généraux ont été jusqu'à bien complaisants envers les Khmers rouges. Mais ceux-ci ne sont pas gens devant qui on puisse demeurer désarmé. Suffit-il, dès lors, à l'APRONUC, forte aujourd'hui de 11 000 hommes, de « monter en puissance » jusqu'à son effectif prévu de 16 000 hommes pour amener les Khmers rouges à résipiscence ?

M0148 - 0815 0 - 6.00 F.

An Sommet de la Terre de Rio

M. Bush propose une nouvelle conférence sur la lutte contre l'effet de serre

Ouvert vendredi 12 juin à Rio par le président brésilien Fernando Collor, le Sommet de la Terre a vu défiler à la tribune une soixantaine de chefs d'Etat et de gouvernement. Le président Bush a demandé la réunion, d'ici au 1^{er} janvier 1993, des pays qui s'engagent à lutter contre l'effet de serre.

Le premier ministre britannique, M. John Major, a proposé, pour sa part, de réunir un nouveau forum des Organisations non gouvernementales en juin 1993, afin de dresser un premier bilan du programme d'action de l'Agenda 21. M. François Mitterrand devait prendre la parole, samedi 13 juin, jour de clôture du Sommet officiel.

Lire page 8 Article de DENIS HAUTIN-GUIRAUT et FALAIN ROLLAT

La Serbie étouffée par l'embargo

Les difficultés matérielles et l'isolement aiguissent les oppositions au régime de M. Milosevic

BELGRADE

de notre correspondant

En quelques jours, les grandes artères de la capitale de l'ex-Yougoslavie se sont vidées. Les Belgradois ont abandonné leurs voitures au profit des autobus, bondés, ou bien ils marchent. Les premiers tickets de rationnement permettant l'achat de 20 litres d'essence par mois ont été distribués, mais les prix ont triplé depuis le début du mois et rares sont ceux qui peuvent encore se permettre ce luxe.

L'Europe du sang

La Fédération française des donneurs de sang bénévoles a annoncé, vendredi 12 juin à Toulouse, lors du congrès de la Société nationale de transfusion sanguine, le lancement d'une pétition nationale réclamant la modification d'une directive européenne de 1989 qui interdit les produits dérivés du sang à des médicaments et autorise leur commercialisation dans l'ensemble des pays de la CEE.

page 13

Euro 92 : la discrétion des favoris

Difficiles vainqueurs, vendredi 12 juin, d'une équipe écossaise très limitée (1-0), les Pays-Bas, tenants du titre, ont pris la tête du groupe 2. Autre favori de la compétition, l'Allemagne, championne du monde, a été tenue en échec par la CEI (1-1), ne réussissant l'égalisation qu'à l'ultime minute.

page 12



Arriérés du forfait d'externat et statut des personnels

L'Etat et l'enseignement catholique signent un accord apurant leur contentieux

M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, et le Père Max Cloupet, secrétaire général de l'enseignement catholique, ont signé, samedi 13 juin, un protocole d'accord destiné à apurer « durablement » le contentieux entre l'Etat et l'enseignement privé placé sous contrat d'association. L'accord, jugé

« historique » par les signataires, entérine le remboursement - sur six ans - aux établissements privés de 1,8 milliard de francs d'arriérés. Il fixe aussi de nouvelles modalités de participation de l'Etat aux dépenses de fonctionnement du secteur sous contrat et établit la parité avec le public pour les personnels.

par Jean-Michel Dumoy

Par l'accord signé le samedi 13 juin avec le secrétaire général de l'enseignement catholique, le ministre de l'éducation nationale désamorce une bombe politique qui menaçait d'exploser dès la rentrée prochaine.

Depuis huit mois, le ton n'avait cessé de monter chez les responsables de l'enseignement privé. Les rassemblements régionaux étaient multipliés, tout comme les déclarations d'évêques, d'enseignants, de députés ou de parents

d'élèves (le Monde du 14 mai). Elu en mai, le nouveau président de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), M. Philippe Toussaint, n'avait pas attendu sa prise de fonctions en septembre pour lancer un ultimatum au gouvernement et donner au ministre « quatre semaines pour prendre des décisions ». De quoi irriter passablement le secrétaire général de l'enseignement catholique, le Père Max Cloupet, qui avait auparavant participé aux

négociations ouvertes, dès le 29 avril, par M. Jack Lang, soucieux, lui, de trouver des solutions « dans les deux mois ».

En prenant rapidement position sur l'ensemble des revendications de l'enseignement catholique, M. Lang espère donc créer « un choc psychologique qui permette de dénouer durablement une situation historiquement conflictuelle » entre l'Etat et l'enseignement privé, où se mêlent conflits idéologiques et, depuis trente ans, contentieux financiers.

Lire la suite page 9

Silence radio au RPR

M. Chirac invite les membres de son parti à s'abstenir de toute déclaration sur le référendum

par Thomas Ferenzi

Que le chef d'un des principaux partis politiques français, candidat déclaré à l'élection présidentielle, annonce qu'il a décidé de se taire sur la grande affaire du moment et d'inviter ses amis à en faire autant est pour le moins insolite. La déclaration de M. Chirac confirme, de ce point de vue, s'il en était besoin, l'extrême embarras dans lequel se trouve l'ancien premier ministre à l'égard du futur référendum sur le traité de Maastricht, la difficulté qu'il éprouve à définir sa position, avouant tout

uniment qu'il a besoin « d'y voir plus clair », et surtout son incapacité à « tenir » son parti, déchiré entre les partisans du « oui » et les partisans du « non ».

Son appel à une « attitude de réserve » est, bien sûr, pour M. Chirac une manière d'apaiser provisoirement les querelles dans son propre camp et de tenter de sortir du piège dans lequel il s'est laissé enfermer, pour avoir sous-estimé l'importance du débat. Mais la décision du président du RPR apparaît aussi comme une triple réponse à ses opposants.

Lire la suite et ses informations page 6

LOIN DES CAPITALES

Liège, chantier médiatique

Lire page 4 Article de JEAN DE LA GUÉRIÈRE

HEURES LOCALES

Euro Disney deux mois après

Le parc d'attraction de Marne-la-Vallée semble faire le plein de visiteurs au cours des week-ends, mais pas en semaine. La société américaine reste optimiste sur l'avenir de cet équipement de loisirs, même si ses responsables constatent que les Européens se laissent peu tenter par l'achat de souvenirs.

« Amiens réconcilie ses polices » Le troisième Salon de l'implantation d'entreprises « Menton ou le réveil de la « belle endormie » » L'avenir de la région Ile-de-France pages 9 à 12

CHRONIQUE DES MARCHÉS

« Devises et or » Marché monétaire et obligataire « Matières premières » Marché international des capitaux page 19

M^{me} Elisabeth Guigou

invitée du « Grand Jury RTL-le Monde »

Mme Elisabeth Guigou, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, invitée de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 14 mai à 18 h 30.

Le sommaire complet se trouve page 20.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUËRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-99
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-99
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 201.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Michel Cus, directeur général

Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue de Colonne-Pierre-Avin

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-99

Tél. : 206.806 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

Tél. : 201.311 F

DATES

Il y a trente-cinq ans

Khrouchtchev face au « groupe antiparti »



Kaganovitch, Molotov, Malenkov : l'échec d'une conjuration.

Ce fut un drôle de 18 juin, celui de l'année 1957 à Moscou. À l'exception des quelques acteurs du drame, personne n'imaginait dans la ville et dans le monde qu'à ce moment sept membres de la direction suprême - le bureau politique, alors appelé présidium - commençaient à écrire le brouillon manqué des révolutions de palais. Même le numéro un de la partie, Krouchtchev, semblait pris au dépourvu. Les conspirateurs avaient mis au point le dispositif pendant que le premier secrétaire faisait un voyage en Finlande, en compagnie de celui qui passait alors pour son complice mais qui s'était rallié à ses adversaires, Boulguine, chef du gouvernement.

Revenu d'Helsinki le 15 juin, Krouchtchev n'avait pas de raisons particulières d'être inquiet, comme il l'avait été l'automne et l'hiver précédents. En 1956, son rapport secret sur les crimes de Staline avait en effet dans le camp socialiste les conséquences que les conservateurs anticonstitutionnels et réactionnaires. Après les drames de Pologne et de Hongrie, le premier secrétaire soviétique n'en menait pas large. Il ne se déplaçait pas sans être accompagné - et surveillé - par un de ses collègues plus orthodoxes. Lui-même allait à l'école des milieux du dictateur qu'il accusait un semestre plus tôt. La rumeur moscovite disait qu'il allait être obligé de troquer la direction du parti pour un poste de ministre de l'Agriculture : ne passait-il pas déjà une part de son temps à enseigner aux paysans la manière de planter les choux ?

On ne donnait pas cher de ses chances lorsque le chef du gouvernement chinois vint voir, à la fin de 1956, ce qui se passait dans cette Europe communiste en proie aux turbulences. Au départ de Zhou, il était tout résigné. Comme à la fin de l'été, il avait été conseillé à ses camarades de ne pas changer d'attelage. Alors Krouchtchev retrouva sa superbe. Il se remit à tenir le crayon dans les réceptions sans se soucier apparemment du qu'en-dira-Molotov. Le 14, au tour de l'Union soviétique, il fit approuver par le comité central un projet de réforme complète de la direction de l'économie : les ministères chargés de gérer l'industrie allaient être remplacés par des administrations régionales (les sovnarkhozy). Tombait aux oubliettes la grande commission économique présidée par Pervouchine, créée deux mois plus tôt lorsque le premier secrétaire était en position de grande faiblesse. Un « détail » illustre le retour en force du patron : le projet de réforme fut présenté dans la presse sous le titre de « Thèses Krouchtchev ». Le triomphe paraissait complet en mai, lorsque le Soviet suprême ratifia la réforme.

Convoqué par téléphone

Ce fut précisément ce triomphe, avec ses conséquences prévisibles, qui faillit provoquer sa perte. Vingt ans après l'événement Veljko Micanovic, l'ancien ambassadeur de Yougoslavie à Moscou, qui fut en cette période des confidentiels de M. « K », a publié son journal (1). Dans une lettre adressée à Tito le 5 juillet 1957, le diplomate rend compte d'un long entretien qu'il eut en ce même jour avec Krouchtchev. Le premier secrétaire avait remarqué pendant le voyage en Finlande que l'attitude de Boulguine n'était pas normale, mais il n'y avait pas attaché d'importance particulière. L'ambassadeur ajoute : « C'est après leur retour à Moscou que ses impressions se sont précisées. Un jour, après midi, Boulguine lui annonça par téléphone que le présidium du comité central devait se réunir de toute urgence. Krouchtchev se trouvait chez lui, et Boulguine était au Kremlin (il y a une salle à manger réservée aux membres du comité central. Ils y dînent entre treize et quatorze heures le jour où ils ont du travail assésé après la pause). Krouchtchev a répondu que la date de la réunion avait été déjà arrêtée par ses soins et qu'il ne voyait absolument pas pourquoi on convoquait le présidium le 18 juin. « Vous m'avez dit », a répondu Boulguine, « que le présidium n'existait pas, mais que le comité central de « groupe de déjeuner » et que, pour la réunion, on devait donc s'en tenir à la date prévue. Mais Boulguine insistait tellement que Krouchtchev a décidé de se rendre au Kremlin. »

Dès son arrivée, Krouchtchev comprit qu'il a été pris au piège. Il sait depuis longtemps que trois membres du présidium ne le portent pas dans leur cœur : Molotov et Kaganovitch, les conservateurs les plus marqués, puis Malenkov, l'an-

ciën, chef du gouvernement rétrogradé et privé peu à peu de sa clientèle par les manœuvres du premier secrétaire. Vieux dirigeants du régime et associés à la politique stalinienne, ils n'ont guère apprécié, c'est le moins qu'on puisse dire, la condamnation des crimes de la période du « culte de la personnalité ». Le maréchal Vorouchov, chef de l'Etat, est dans la même situation. Le premier secrétaire, ce jour-là, découvre aussi parmi ses adversaires Boulguine et Pervouchine (assez représentatif des techniciens). Il a encore l'espoir de rallier à sa cause le dernier représentant des techniciens, Sabourov, absent de Moscou au début de cette orgueilleuse session. Illusion : entré en scène, Sabourov prend le parti de Boulguine et de Pervouchine. Une majorité plutôt disparate s'est constituée : son « programme commun », c'était l'hostilité à la dernière réforme économique et à la décentralisation industrielle.

De l'autre côté, les krouchtcheviens n'étaient plus que quatre. Encore n'étaient-ils pas tous d'une solidité à toute épreuve. A part lui-même, le premier secrétaire n'était vraiment sûr que de Kiritchenko. Soslovski réduisait les aventures, et Kiritchenko pour le statut quo. Leur résolution aurait-elle résisté aux sautes de vent ? On peut en douter.

Malgré consolation pour l'accusé : les membres suppléants du présidium étaient à ses côtés. Ils assistaient aux débats, pouvaient même intervenir mais n'avaient pas droit de vote. Un seul fit défaut. Chepilov, ancien ministre des affaires étrangères, il était en 1957 secrétaire du comité central chargé des affaires culturelles et idéologiques. Il devait au premier secrétaire sa brillante et rapide carrière, mais il se mit à parler comme les conjurés lorsqu'il vit qu'il était la majorité, puis changea, parait-il, son fusil d'épaule. Cet abandon ne lui sera pas pardonné. Il ne sera plus désigné dans la presse que par cette formule : « Chepilov primkouchitch » (celui qui s'est joint à).

Joukov à la rescousse

La cause paraissait entendue : Krouchtchev allait être remplacé à la tête du parti par Molotov et il pourrait se consacrer à sa discipline en s'occupant d'agriculture. Boulguine conservait - provisoirement ? - la présidence du conseil des ministères, il est vraisemblable que ce renouveau serait entré dans les faits si les adversaires de M. « K » avaient su ou pu annoncer leurs décisions le jour même. Mais la victime gardait des ressources inépuisables. « Vous violez nos statuts, dit-il à ceux qui voulaient le renverser. Vous vous emparez frauduleusement des pouvoirs du comité central. C'est cet organisme qui m'a nommé. C'est lui seul qui peut éventuellement mettre fin à mes fonctions. »

La discussion ainsi engagée, il fallait tenir le plus longtemps possible. Les suppléants krouchtcheviens parlaient. Pendant ce temps, le maréchal Joukov, autre suppléant, faisait venir à Moscou dans des avions militaires les membres du comité central. Serov, chef du KGB, faisait le même travail. Une première délégarion arrivée dans la capitale fit en vain le siège de la majorité. Quand le flot grossit, il devint impossible de s'y opposer. Normalement, le comité central est convoqué par le présidium. Mais il peut l'être aussi selon une procédure plus exceptionnelle quand un nombre important de ses membres le demandent. Ce fut le

cas, le 22 juin : 83 membres du comité central réclamaient cette session.

Le vent avait complètement tourné. Jusqu'à la glasnost, le récit de l'ambassadeur Micanovic établi d'après les confidences de Krouchtchev était le témoignage le plus complet de cette session décisive. Krouchtchev lui-même dans ses Mémoires ne fait pas de nouvelles révélations. Maintenant, d'autres acteurs brisent le secret, et livrent leurs souvenirs. Voici par exemple ce qu'en dit Mouchkine, qui était alors premier secrétaire du PC d'Ouzbékistan et membre suppléant du présidium du comité central (2) : « La crise se produisit à un moment où je me trouvais dans la montagne, chez les bergers de Fergana. L'ordre parvint soudain de venir immédiatement à Moscou. Je me rendis directement de l'aéroport au Kremlin où avait lieu une session du présidium du CC du PCUS. Cette session dura presque trois jours. Grâce au soutien de ses partisans, Krouchtchev en sortit vainqueur. »

On peut dire que les discussions tournaient autour de quatre questions. Les membres du groupe Molotov exigeaient avant tout de limiter l'application des décisions du 20 congrès car leurs noms, en tant que conjurés des répressions, commençaient déjà à apparaître dans la presse et à la radio. On commençait à voir des documents concernant des arrestations et qui portaient leur signature.

Deuxième exigence, il fallait réduire le rôle du parti et de son comité central. Cette instance, disaient-ils, doit s'occuper des affaires intérieures du parti, de l'idéologie et de la culture, mais la direction de tous les secteurs de la vie et de l'activité du pays devrait être confiée au gouvernement. Ce n'est pas par hasard qu'un membre de ce groupe : tous ses membres travaillaient au

Conseil des ministres et dans ses organismes.

« La troisième question découlait, en partie, de la deuxième. On critiquait Krouchtchev pour avoir sollicité tous abandonnés aux républiques, limitant par là même les pouvoirs du centre. »

« On l'accusait enfin de ne pas toujours se comporter comme il convient à un chef du parti et du pays, d'avoir un penchant pour les boissons alcoolisées et de se permettre des expressions non châtiées. »

Le brouillon sera repris en 1964

Ces sessions d'une durée et d'une intensité exceptionnelles se terminèrent le 29 juin. Les opposants sont sanctionnés pour avoir considéré un « groupe antiparti » (ce qui d'ailleurs ne les empêcha pas de rester longtemps encore membres du parti). Tous, sauf Molotov, ont reconnu leurs fautes. Il faut attendre le 9 juillet pour que Krouchtchev, vice-ministre des affaires étrangères, convoque les ambassadeurs des pays du bloc et leur dise ce qui s'est passé. Puis un communiqué annonce au pays et au monde ébranlé la défaite - et par là même l'existence - d'un groupe antiparti. Quatre dirigeants destinés à être démis de leurs fonctions, Kaganovitch et « celui qui s'est joint », Chepilov. Sans explications, Sabourov disparaît du présidium et Pervouchine est rétrogradé parmi les suppléants. Sans doute pour ne pas trop attirer l'attention sur la force que représentaient les conjurés, Boulguine et Vorouchov ne sont pas mentionnés. C'est seulement l'année suivante que le premier perd la présidence du Conseil puis sa place au présidium, et en 1960 que Vorouchov sera mis à la retraite.

La révolution de palais a échoué. Le brouillon sera repris, corrigé, en 1964. Le limogeage manqué sera révisé sept ans plus tard, par les krouchtcheviens de 1957. Cette fois

les nouveaux conjurés avaient mis de leur côté le comité central. Mais c'est déjà une autre histoire.

BERNARD FÉRON

Conjuration bretonne

Plusieurs lecteurs nous signalent que ce n'est pas le marquis de La Houlière, chef de la conjuration bretonne de 1782, qui a inspiré le cinéaste Bertrand Tavernier dans *Que la fête commence*, mais l'authentique marquis de Pontalégar, chef d'une conjuration visant à éliminer le régent, Philippe d'Orléans.

M. Francis Consoin, de Seyssins, précise : « Arrêté dans le presbytère de l'église de Lignol (près de Guémené-sur-Scorff, Morbihan) et condamné à mort, le marquis de Pontalégar fut décapité sur la place du Bouffay, à Nantes, le 28 mars 1720. Dans le film de Bertrand Tavernier, tandis que le voir hors champ annonçait le verdict et l'exécution, Gilles Servat chantait en breton la complainte Marv Pontalégar. »

"GRAND JURY" RTL-Le Monde



EXCEPTIONNELLEMENT 19H

Les Serbes de
ont annoncé un co

La Serbie
étouffée par l'ennemi

Le vote sur la Constitution
crystallise le brouillon d'idées

Les élections à Serbie
ont été marquées par
une victoire de la
coalition de gauche
qui a permis à
Milosevic de devenir
président de la
République. Cette
victoire a été
saluée par les
opposants à son
régime, mais elle
a aussi été
critiquée pour
avoir été obtenue
grâce à des
manœuvres électorales.

Le vote sur la
Constitution a
été l'occasion
pour les
opposants de
faire valoir
leurs arguments
contre le régime
de Milosevic. Ils
ont souligné les
violations des
droits de l'homme
et la corruption
qui règne dans
le pays. Ils ont
demandé des
réformes
profondes et
une nouvelle
constitution.

ÉTRANGER

Sept mille morts en deux mois

Les Serbes de Bosnie-Herzégovine ont annoncé un cessez-le-feu unilatéral

Un cessez-le-feu unilatéral annoncé, vendredi, par M. Radovan Karadzic, dirigeant du Parti démocratique serbe (PDS, nationaliste) de Bosnie-Herzégovine, devait entrer en vigueur lundi 15 juin à 6 heures dans l'ensemble de cette République, selon l'agence Tanjug. Le dirigeant serbe a déclaré au cours d'une conférence de presse à Belgrade qu'il apportait son « soutien aux efforts visant à la réouverture de l'aéroport de Sarajevo pour l'acheminement de l'aide humanitaire à la ville ».

M. Karadzic a proposé à la Force de protection des Nations unies d'occuper des positions tenues par les milices serbes et a souligné que « la partie serbe est sincère dans ses efforts visant à mettre fin au conflit ethnique en Bosnie-Herzégovine ». Des combats se poursuivaient néanmoins, vendredi, à Sarajevo, faisant au moins onze morts. En deux mois, la

guerre civile en Bosnie a fait au moins 7 000 morts et plus de 22 000 blessés, selon le Comité de crise pour la santé cité par Radio-Sarajevo. On apprend d'autre part que trois journalistes ont été blessés au cours des derniers jours. Alfonso Rojo, l'envoyé spécial du quotidien espagnol El Mundo, a été blessé, mercredi, lorsque sa voiture s'est renversée après avoir été prise sous le feu de franc-tireurs. Il était

accompagné du photographe de l'AFP, Georges Gobet, qui a également été blessé. Par ailleurs, une journaliste britannique, Desha Trevisan, en reportage pour le Times, a été touchée à la main, à Belgrade, par une balle provenant, sans doute, d'un fusil à air comprimé. Elle a ensuite reçu un appel d'une mystérieuse « Ligue des anciens combattants » revendiquant cette agression. — (Reuters, AFP)

La Serbie étouffée par l'embargo

Suite de la première page

Mais les répercussions des sanctions prises par le Conseil de sécurité de l'ONU, le 30 mai, contre la Serbie et le Monténégro sont aussi plus profondes. Le blocus touche pour la première fois une économie européenne profondément dépendante de l'étranger, une société ouverte sur l'Occident, qui se sent brusquement « exclue du monde moderne ». « Nous sommes devenus des parias au centre de l'Europe », explique Ivan Vojvoda, jeune membre de l'Institut d'études européennes.

Le blocus engendre un malaise particulier chez les intellectuels, comme les chercheurs de l'Institut de physique de Belgrade dont les ordinateurs n'ont plus accès depuis début juin aux banques de données indispensables à leurs travaux, ou comme cet historien archéologue qui ne pourra pas aller présenter au CNRS les résultats de deux ans de recherche sur les Celtes.

Trois ou quatre mois de serbie

Privés désormais de films, de journaux, de livres étrangers, touchés par la restriction des importations par les effets de la guerre en Bosnie et en Croatie, les intellectuels belgradites, qui n'avaient pas encore élevé la voix contre la politique expansionniste de M. Milosevic, à l'exception d'une minorité gravitant autour des mouvements pacifistes, prennent conscience de l'urgence d'un changement de régime en Serbie.

Alors que des ouvriers et les petits employés endurent dans l'immobilisme cette nouvelle aggravation de la crise économique, l'élite intellectuelle prend le devant de la contestation. Académiciens, chercheurs, comédiens, compositeurs, « économistes », continuent à l'unisson celui qui, à leurs yeux, a isolé et humilié la Serbie. Ils ont avec eux l'Eglise, les étudiants, les chefs d'entreprise.

Membre du Parti socialiste (ex-communiste) au pouvoir en Serbie, Vojislav Djordjevic, PDG de Soko-Stark, la plus grosse biscuiterie de Serbie, ne cache pas son désaccord avec « une politique qui a mené à la guerre ». Comme la plupart des responsables du patronat public et privé, il raisonne désormais exclusivement en termes économiques : la Serbie ne survivra pas plus de trois ou quatre mois à l'embargo, il faut donc arrêter immédiatement la guerre et répondre aux exigences de la communauté internationale pour obtenir la levée des sanctions.

Si M. Djordjevic a été prévoyant, en important suffisamment de matières premières pour assurer la production pendant plusieurs mois, son entreprise risque d'être contrainte à fermer ses portes par manque de pétrole et de gaz, de pesticides et d'emballages. Preuve oblige, Soko-Stark ne se résigne pas à vendre ses produits dans des sacs en plastique. « Nous sommes en Europe et nous n'acceptons pas de sacrifier nos normes de fabrication », explique M. Djordjevic, qui, comme la majorité des chefs d'entreprise de Serbie, refuse la logique

de l'économie d'autarcie. Pour beaucoup cette dernière est synonyme de renforcement du pouvoir politique sur l'économie, et implique un régime autoritaire. Dans ce sens l'embargo aura des effets pervers. Certains soulignent d'autre part que le blocus peut servir d'alibi au gouvernement pour décharger toute responsabilité quant à la situation catastrophique du pays.

Selon Dimitrije Borov, de l'hebdomadaire Vreme, l'économie serbe aurait été réduite en six mois sans embargo, avec les sanctions elle sera en six semaines. La production nationale, qui avait chuté de plus de 40 % par rapport à l'année précédente, devrait baisser de 30 % du fait de la fermeture imminente de nombreuses entreprises, dans le textile et de nombreuses branches de l'industrie, notamment celles dépendant de l'importation des produits chimiques. Matrova, la très importante usine de papier de Serbie, a annoncé cette semaine l'arrêt de la production. La presse risque aussi d'en pâtir. Le rédacteur en chef de l'hebdomadaire Vreme, inquiet pour les journaux d'opposition, s'est adressé à l'ONU afin que soit autorisée l'importation de papier « pour préserver la santé mentale du peuple serbe ».

Comme un château de cartes

L'absence de produits chimiques a secoué les pérorées de médiocrités qui sévissaient déjà. Avant le blocus, le gouvernement, qui a dû prendre en charge depuis près d'un an des milliers de blessés de guerre soignés dans les hôpitaux de Serbie, prévoit un plan de rationnement de la consommation de médicaments et du matériel sani-

taire. Comme un château de cartes, l'économie yougoslave s'écroule petit à petit. « Nous en arriverons très vite à une économie de troc », souligne M. Popovic, le directeur de l'Institut des sciences économiques. L'inflation atteignait déjà en mai un rythme annuel de 122 000 %. La rampe va être telle dans les mois à venir qu'elle pourrait en quelque sorte « disparaître » avec le passage à une économie non monétaire. Les pénuries de liquidités se ressentent déjà dans les banques, qui distribuent au compte-gouttes de gros billets de 5 000 dinars équivalant à peine à 20 francs.

Exportatrice de viande et de céréales, la Serbie ne devrait pas connaître la famine. Toutefois les économistes s'accordent à penser que les paysans vont bientôt hésiter à vendre leurs produits pour de l'argent qui ne vaut rien et que des pénuries devraient en résulter. Celles qui existent déjà sont pour l'instant provoquées par la population urbaine, qui fait des stocks. La psychologie d'une éventuelle guerre civile en Serbie d'une intervention militaire étrangère, les images de la Bosnie où des centaines de milliers de personnes sont au bord de la famine, ont poussé les gens à faire des provisions de farine, d'huile, de sucre, de pâtes-alimentaires et de toutes sortes de conserves.

D'ici au 1^{er} juillet, les experts estiment que plus d'un tiers de la population active sera « en congé obligatoire ». La Serbie risque d'exiger alors davantage que les vagues promesses d'un gouvernement mis au ban de la communauté internationale.

FLORENCE HARTMANN

TCHÉCOSLOVAQUIE : l'avenir de la Fédération

Le dirigeant slovaque Vladimir Meciar affirme qu'il ne veut pas « briser l'Etat commun »

M. Vladimir Meciar, vainqueur des élections en Slovaquie, s'est prononcé, vendredi 12 juin à Bratislava, en faveur d'une cohabitation entre Tchèques et Slovaques au sein d'une Confédération, et s'est fait l'avocat d'un référendum sur l'avenir de la Tchécoslovaquie.

PRAGUE

(correspondance)

Rompant le silence qui observait depuis le début des négociations avec le Parti civique démocratique (ODS) de M. Vaclav Klaus, M. Vladimir Meciar, le président du Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS), a déclaré que « nous ne sommes pas venus négocier à Brno et à Prague pour briser l'Etat commun, nous sommes simplement pour une forme de cohabitation favorable aux intérêts communs des Tchèques et des Slovaques ».

Au cours d'une conférence de presse à Bratislava, à laquelle n'avaient pas été invités des journaux tchèques professionnels, que M. Meciar « soupçonne de malice et de vouloir désinformer le public », le dirigeant slovaque a précisé que le projet du HZDS avait pour objectif une confédération tchécoslovaque avec « un marché et une monnaie unifiés ainsi que des organes communs chargés de la défense et du respect des droits de l'homme » dans les deux Républiques. M. Meciar s'est défendu de vouloir réduire la coopération souhaitée par son mouvement à une « union en ce qui concerne la défense et l'économie », affirmant qu'il s'agissait là d'une « interprétation de l'ODS ».

Le chef de file du HZDS se voulait rassurant. « Ni l'ODS ni le HZDS n'ont reçu de mandat pour une rupture de la Fédération. » Il se

voit aussi positif, rappelant que M. Vaclav Klaus s'était montré « constructif », que les deux hommes avaient pu s'entendre au sujet de la réforme économique. Il précisait par là même que la première vague de privatisations, par coupons, lancée par M. Klaus continuerait et se terminerait « comme prévu », ajoutant néanmoins que « l'actualité politique économique pourrait, si elle continuait à être appliquée à la Slovaquie, conduire à sa destruction ».

En attendant un référendum qui constituerait « une décision à long terme » pour la Tchécoslovaquie et qui devrait intervenir avant la fin de l'année ou au cours du premier trimestre de l'année prochaine, M. Meciar a souligné que « sur le principe, l'ODS et le HZDS sont d'accord quant à la structure du gouvernement et du Parlement fédéraux ». La partie slovaque propose de réduire de 50 % le nombre des ministères (ramenés de seize à huit) et de deux tiers les structures administratives de l'Etat. MM. Klaus et Meciar devaient se rencontrer, dimanche, pour de nouveaux entretiens.

CATHERINE MONROY

Le cardinal Tomasek hospitalisé. — Le cardinal Frantisek Tomasek, ancien archevêque de Prague, a été hospitalisé, jeudi 11 juin, ont annoncé, vendredi, les autorités ecclésiastiques. L'état de santé du prélat, âgé de quatre-vingt-deux ans, est jugé « satisfaisant », a rapporté l'agence CTK. Ardent défenseur de l'Eglise persécutée par les autorités communistes, le cardinal, en retraite depuis l'an dernier, avait ouvertement apporté son soutien au dissident Vaclav Havel en novembre 1989, juste avant la révolution de velours. — (Reuters, AFP)

La fin de la visite de la reine d'Angleterre en France.

A Bordeaux, la noblesse du « claret » a rendu hommage à Elizabeth II

La reine Elizabeth a quitté Bordeaux, où s'achevait sa visite officielle en France, vendredi 12 juin. La veille, elle avait offert à bord du yacht royal Britannia, un dîner en l'honneur de M. François Mitterrand, auquel étaient notamment conviés MM. Jacques Chaban-Delmas, Jack Lang, Roland Dumas, Jean François-Poncet.

BORDEAUX

de notre correspondant

« Vive la reine : les Bordelais n'ont pas ménagé leurs bravos, vendredi, sur le passage de la souveraine, en voiture décapotable, dans le centre de la ville interdit à toute autre circulation. Cet élan de royale popularité avait été brimé, la veille, les spectateurs n'ayant pu accéder aux quais auxquels était amarré le Britannia. Ils avaient dû se contenter d'admirer de loin un feu d'artifice tiré dans la rade de Bordeaux. C'était la première visite de la reine d'Angleterre dans la plus anglaise des villes de France. Depuis plus de huit siècles, Bordeaux exporte son « claret », son vin, sur les bords de la

Tarnaise, et des familles britanniques ont fait souche dans le quartier des Chartrons, berceau du négoce des vins. Le mariage d'Aliénor avec Henri II Plantagenêt, en 1154, plaça le duché d'Aquitaine sous domination anglaise pendant trois siècles.

Toutes ces bonnes raisons conduisent un Britannique à « se sentir chez soi ici », ainsi que l'a fait remarquer la souveraine. « Aujourd'hui encore, a noté de son côté M. Jacques Chaban-Delmas, nous Bordeaux, conservons quelque chose d'un comportement faisant que, gens du Sud-Ouest, nous ne sommes pas gens du Midi et que nous protégeons avec une détermination particulière des sports intels sur les prairies et les gazons anglais ».

La reine s'est ensuite rendue à pied de la cathédrale à l'hôtel de ville où l'attendaient les deux mille invités de la garden-party municipale. Un majestueux parterre de jurats des confréries vénéennes de Bordeaux, vêtus d'hermine, de pourpre et d'or, occupait le chœur. En somme, toute la noblesse du « claret » s'était réunie pour rendre hommage à Sa Majesté la reine d'Angleterre.

GINETTE DE MATHA

Dix ans après la fin de la guerre

M^{me} Thatcher en pèlerinage aux Malouines

Dans l'hypothèse où le gouvernement de M. John Major serait tenté de négocier, par voie diplomatique, la souveraineté britannique sur les Iles Malouines, comme le gouvernement argentin l'y invite, l'ancien premier ministre, M^{me} Margaret Thatcher, est venue à Port Stanley, vendredi 13 juin, regonfler le moral des troupes (deux mille soldats, soit autant que d'habitants dans cet archipel).

M^{me} Thatcher, qui avait pris la décision d'envoyer un corps expéditionnaire pour reprendre les Malouines envahies en avril 1982 par les soldats argentins, s'est

déclarée « très émue » par cette visite de cinq jours sur les lieux des combats, à l'occasion du dixième anniversaire de la fin de la guerre. L'émotion était tout autre à Buenos-Aires, dont le conseil municipal a déclaré M^{me} Thatcher persona non grata et a estimé que ce voyage aux « Malvinas » constituait « un acte imprudent et inhumain ». Tandis que l'opposition radicale criait à « l'affront », le ministre des affaires étrangères, M. Guido Di Tella, s'est contenté de qualifier M^{me} Thatcher de « figure du passé ». — (AFP, Reuters)

ALLEMAGNE : test électoral pour la CDU dans l'ex-RDA

Le vote sur la Constitution du Brandebourg cristallise le besoin d'identité des Allemands de l'Est

Les électeurs du Brandebourg, Land de 2,6 millions d'habitants et cœur de l'ancienne Prusse, sont appelés à voter, dimanche 14 juin, pour leur nouvelle Constitution régionale, dont l'élaboration a été fortement influencée par les aspirations libérales des anciens opposants au régime communiste. Ce vote est considéré comme une affirmation de l'identité est-allemande et un plébiscite en faveur du ministre-président du Land, M. Manfred Stolpe, mis en cause pour ses rapports avec la Stasi lorsqu'il était l'un des dirigeants de l'Eglise protestante de l'ex-RDA.

BERLIN

de notre correspondant

Suivi de peu par celui de Saxe, le Parlement du Brandebourg avait été le premier à approuver, en avril dernier, son nouveau projet de Constitution, dont l'élaboration a nécessité de deux ans d'intenses discussions. Le préambule de la Constitution souligne qu'elle se base sur « la tradition de justice, de tolérance et de solidarité du Land de Brandebourg », qu'elle s'inspire de l'esprit « des changements pacifiques de l'automne 1989 ».

Selon la nouvelle Constitution, l'Etat doit œuvrer de façon à ce que chaque citoyen puisse avoir un emploi, un logement, une sécurité sociale et un environnement protégé. Dans le contexte actuel de l'ancienne RDA, où le chômage est particulièrement fort et où les problèmes de logement sont très

importants, ces objectifs peuvent paraître des vœux pieux. D'inspiration nettement libérale, la Constitution s'efforce de conserver des acquis dans lesquels se reconnaît la société est-allemande et qui apparaissent progressivement par rapport à certaines régions de l'Ouest de l'Allemagne.

Elle défend ainsi le droit des femmes à disposer de leur libre arbitre en matière d'avortement, leurs droits à disposer de places pour leurs enfants dans les crèches, et met sur un pied d'égalité les

couples mariés et non mariés. Son point le plus controversé est l'institution d'une possibilité de contrôle du gouvernement régional par voie de référendum ou d'initiative populaire.

La défense des « Ossis »

Cette possibilité, qui s'inspire du modèle suisse, existe déjà dans la Constitution du « Sud-Ouest allemand ». L'initiative des Brandebourgeois, qui a été suivie par les Saxons, a

cependant eu pour effet de relancer le débat en Allemagne sur la possibilité de prévoir un recours au référendum dans la nouvelle Constitution fédérale qui doit, elle aussi, voir le jour pour adapter l'ancienne loi fondamentale de la RFA aux impératifs de la réunification.

Le débat parlementaire sur ce projet a cristallisé au sein du Parti chrétien-démocrate du Brandebourg une crise appelée à avoir d'importantes répercussions sur l'avenir de la CDU dans l'est de l'Allemagne. La décision du nouveau président de la CDU régionale, M. Ulrich Fink (un Allemand de l'Ouest) d'appeler à voter contre la Constitution a illustré le conflit qui l'opposait au chef de son groupe parlementaire, M. Peter-Michael Diestel, ancien ministre de l'Intérieur dans le dernier gouvernement de l'ex-Allemagne de l'Est ; ce dernier avait pris la défense du ministre-président social-démocrate du Land, M. Manfred Stolpe, dans la campagne électorale qui lui par les médias de l'Ouest pour ses anciens contacts avec la Stasi.

M. Diestel a démissionné avec fracas de ses fonctions au sein du groupe parlementaire et menace de fonder son propre parti avec tous ceux qui veulent défendre le droit des « Ossis » à affirmer leur propre identité dans le processus de réunification. Il mise délibérément sur une victoire écrasante du « oui » au référendum de dimanche sur la Constitution pour obliger les dirigeants de la CDU, en perte de vitesse générale à l'Est, à composer avec lui.

HENRI DE BRESSON

ESPAGNE : pour raison de santé

Le ministre des affaires étrangères a présenté sa démission

MADRID

de notre correspondant

Le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, a décidé la semaine prochaine, après son retour d'un voyage en Amérique latine, du remplacement de son ministre des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordonez. Ce dernier a demandé à être relevé de ses fonctions « pour cause de maladie ». M. Ordonez avait dû réduire ses activités et rester à son domicile depuis le 1^{er} juin après un voyage au Chili et en Argentine, à la suite duquel il était rentré « extrêmement fatigué ».

Le porte-parole du gouvernement, M^{me} Rosa Conde, a indiqué, vendredi 12 juin, que M. Ordonez avait exprimé le désir d'être relevé de ses fonctions mais que la décision ne serait prise qu'après un entretien avec M. Gonzalez. Agé

de soixante-deux ans, cet ami personnel du président du gouvernement avait déjà dû interrompre ses activités pendant plus d'un mois à la fin de l'année dernière en raison, officiellement, de calculs rénaux.

M. Ordonez, qui a passé sept années à la tête de la diplomatie espagnole, avait précédemment indiqué que « son statut idéal » pourrait être M. Carlos Westendorp, actuel secrétaire d'Etat à la Communauté européenne. D'autres noms circulent, notamment celui de M. Francisco Villar, secrétaire général de politique extérieure, ou encore celui de M. Enrique Baron, ancien président du Parlement européen.

MICHEL BOLE-RICHARD

EUROPE

CEI : le conflit du Dniestr

« La Russie ignore les réalités et l'Histoire »

nous déclare le ministre moldave des affaires étrangères

Dans un effort visant à apaiser le conflit du Dniestr qui oppose Moldaves et russophones, le Parlement, siégeant dans la capitale moldave Chisinau, a prévu de débattre « prochainement » du statut de la Transnistrie, dans le cadre d'une loi de réforme administrative. Les députés, russophones et moldaves, ont voté, jeudi

11 juin, la création d'une commission mixte pour le désengagement des forces militaires, le retrait de la 14^e armée russe de Transnistrie, le rétablissement des « forces légales » sur la rive gauche du Dniestr, le retour des réfugiés.

Les récentes déclarations du ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozirev

« n'excluent pas » que la Transnistrie revienne, à l'avenir, à la Russie (le Monde daté 7-8 juin) ont provoqué l'indignation des Moldaves.

Leur ministre des affaires étrangères, M. Nicolae Th., dans un entretien téléphonique au Monde, vendredi 12 juin, a réfuté les argu-

BUCAREST

de notre correspondant

« M. Kozirev a proposé, pour la Transnistrie, un statut politique et juridique à part, pour l'instant au sein de la Moldavie », estimant que « par la suite, il peut y avoir diverses solutions ». Qu'en pensez-vous ?

Les positions de M. Kozirev ne constituent pas pour moi une surprise. C'est la confirmation d'une politique consistant de cercles politiques de Moscou — et maintenant du gouvernement de la Fédération de Russie — d'intervention brutale dans les affaires intérieures de la Moldavie, un État souverain et indépen-

dant. Ignorant les réalités, M. Kozirev nous donne des leçons d'histoire et de politique et se permet, de plus, d'établir une « solution », quelques jours avant la séance du Parlement moldave qui devait débattre de ce problème. (...) Il donne des instructions claires aux députés de Transnistrie (NDR : capitale de la République autonome russe de Transnistrie).

Pour quelles raisons êtes-vous opposé à ce qu'un jour la Transnistrie puisse devenir russe ?

M. Kozirev parle d'histoire mais il oublie de dire que les troupes russes basées ne sont arrivées sur la rive gauche du Dniestr (NDR : Transnistrie) qu'en 1979. Il parle de

démographie, ignorant que les Moldaves, avec 40 % de la population de la rive gauche du Dniestr, y constituent le groupe ethnique le plus nombreux, malgré la politique de déstabilisation forcée et de génocide conduite par l'empire russe puis soviétique. Et que les Russes représentent 23 %, occupant le troisième rang, après les Ukrainiens, avec 28 %.

Mais les russophones sont majoritaires ?

Il n'existe pas de nationalité « russophone ».

Le Parlement n'a pas pu trouver, jeudi, une solution au statut de la Transnistrie. Pourquoi ?

Avant de discuter du statut, il

fallait d'abord désengager les forces. Je voudrais souligner que le problème de l'autonomie de la Transnistrie n'est pas une question de droit international mais de droit intérieur. Et puis, à qui donne-t-on l'autonomie, aux 40 % de Moldaves ou aux 23 % de Russes ?

Et quel statut envisagez-vous pour la zone sud, peuplée de Gagauzes ?

Une forme d'administration va être débattue au Parlement, dans quelques jours, dans le cadre de la réforme territoriale et administrative.

Propos recueillis par JEAN-BAPTISTE NAUDET

M. Eltsine reconnaît que des soldats américains étaient détenus en URSS durant la guerre froide

Le président Boris Eltsine a reconnu, dans une lettre remise, vendredi 12 juin, à des sénateurs américains, que neuf avions américains avaient été abattus au-dessus de l'URSS dans les années 50 et que douze pilotes ont été détenus dans des prisons et hôpitaux psychiatriques. Le seul cas reconnu par les deux parties était jusqu'à présent celui de Gary Powers, abattu en 1960 aux commandes d'un avion espion U-2.

La lettre précise que, selon les archives soviétiques, des décrets de la guerre du Vietnam ont été « transférés clandestinement » du Japon en URSS mais ne seraient restés en URSS que « peu de temps ».

LOIN DES CAPITALES

Nouvelles révélations sur les activités du PCUS

A compter du mardi 17 juin, le public pourra consulter des documents du PCUS, dont la liste — avec titres et dates — a été présentée, jeudi, aux journalistes à Moscou par le président de la commission des « archives présidentielles » de Russie, le ministre de l'Information, M. Mikhaïl Poltoranine.

Ce dernier avait alerté la presse une semaine auparavant sur les « bombes » que renfermaient ces documents, quant au caractère « criminel » de certaines activités du PCUS, y compris durant la période où M. Gorbatchev le dirigeait. Un premier lot de textes, exposés derrière des vitrines, n'abordait que des thèmes connus.

Mais bien sûr avec des précisions éloquentes sur les dimensions spectaculaires de ce parti-Etat-organisation, ses ramifications internationales, et sur son souci du « secret » concernant des questions telles que les vacances des dirigeants et les sommes (dans un cas, 1 000 roubles) qu'ils étaient autorisés à changer en devises.

Les documents exposés portaient pour l'essentiel sur l'ère Khrouchchev et les plus récents sur le financement de la campagne électorale du Parti communiste polonais en 1989, les crises du Caucase et des pays baltes ou les activités industrielles et économiques des « organes de parti » — un rapport en date du 11 juin 1991. — (AFP.)

Liège chantier médiatique

LIÈGE

de notre envoyé spécial

Ci, le jeune Simonon, alors débutant à la Gazette de Liège, s'apprête à prendre un verre avec les limiers du commissariat voisin. Sur la place du Marché, on se dispute les places aux terrasses des cafés-restaurants en ce printemps ensoleillé où les Belges, ces méditerranéens du septentrion, vivent dans une chaleur et une luminosité accordées à leur vraie nature.

Un jeune architecte liégeois raconte à son collègue étranger ses débuts à Hongkong. Qui dit Liège dit le trépidant territoire insulaire une si durable nostalgie à cet enfant de l'Indo-Chine Walloon ? « Fascinant, ce monde asiatique. Tout y va si vite. Tout y est si simple, sans pesanteurs bureaucratiques. »

Association d'idées, comparaison. On n'était pas vraiment sorti du sujet : ce chantier de la place Saint-Lambert voisine qui bée hideusement devant le palais des Princes-Evêques depuis tant d'années à cause du manque de moyens et de l'impéritie administrative. Deux journalistes locaux ont reconnu l'architecte et l'ont courtoisement invité à la curiosité de son invité. L'homme de l'art revient après son après-midi avec les pousins de calepins. « Excusez-moi. Chaque fois que je mets les pieds ici, vos collègues m'accrochent et me demandent où en sont les projets de monsieur Strabellé. C'est le chantier le plus médiatique de Belgique. »

Des Flandres à la province du Luxembourg, une partie du royaume se passionne pour le long combat du patron de notre intervieweur : Claude Strabellé, enfant d'une famille bruxelloise riche en artistes, diplômé des Beaux-Arts de Paris, bourlingueur de l'ancien Congo belge, qui a laissé des traces de son passage jusqu'à Lubumbashi, l'ancienne Elizabethville. Parce que, rentré au pays, il avait fait pour la modernisation de l'Université de Liège un travail fort apprécié, il a été choisi pour défendre une cause longtemps considérée comme désespérée et incertaine maintenant tous les espoirs des commerçants, riverains et édiles municipaux réunis dans le « Comité d'accompagnement pour le développement de la place Saint-Lambert ».

Dans son atelier, sur les hauteurs boisées de la cité ardente, Claude Strabellé illustre par des diapositives une histoire qui mûle de façon exponentielle le béton, la cupidité et l'urgence d'une nouvelle sensibilité chez des citadins bruyamment décidés à arrêter la saignée de leur environnement. Tout commence par être à Maastricht, la ville — néerlandaise et voisine — du fameux traité, dont l'évêque Lambert, à une époque où il n'était pas question d'abolition

des frontières puisqu'elles n'existaient pas, reproche un jour ses amours éducatrices à un puissant. Cela se passe, en l'an 706, par son assassinat sur le site de la cathédrale liégeoise qui porte son nom.

« La ci-devant cathédrale »

Afflux de pèlerins, en des siècles où la foi était le fondement de l'Europe, essor accru de la ville. Mais, en 1789, la Révolution française s'étendit jusqu'au bord de la Meuse, où la population avait des comptes à régler avec les princes-évêques. L'édifice religieux souffrit fort de ces turbulences. En 1795, une affiche de l'administration révolutionnaire invita les personnes compétentes à achever la besogne et à offrir leurs services pour démolir « la grande tour de la ci-devant cathédrale ».

Commentant alors le pillage du site, et la récupération des pierres pour de vulgaires travaux de terrassement jusqu'au milieu du vingtième siècle. Au début des années 50, Liège a deviné le siège de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Elle croit en la civilisation automobile et se dote d'autoroutes urbaines qui coupent irrémédiablement les quartiers historiques en deux.



Qu'importe ! Le site naturel est trop petit pour contenir l'explosion démographique. Les jeunes générations quittent les appartements pour s'installer dans des pavillons à la périphérie. Cinquante mille personnes prennent tous les jours des autobus qui les débarrassent à l'endroit le plus commode, celui qu'occupait la cathédrale.

Transformée en gigantesque gare routière, la place Saint-Lambert est encore plus dévastée par un projet d'extension du palais de Justice. Soumis à des procédures d'expropriation, les

quartiers voisins sont rasés. C'est pire que la guerre, observe Claude Strabellé. Après un bombardement, on retrouve assez vite les anciennes structures de vie. Là, il faudra tout reconstruire. Pendant plus de dix ans, on détruit, on creuse, on creuse du béton sur quatre niveaux souterrains destinés à abriter des parkings et un centre de tri d'autobus.

Puis, en 1982, les écologistes entrent au conseil municipal. L'air du temps change. Les trois grandes formations traditionnelles — socialistes, sociaux-chrétiens, libéraux — prennent conscience de l'exaspération de leurs électeurs violents dans leur attachement au patrimoine culturel de la ville. Claude Strabellé doit présenter trois projets successifs de réaménagement de la place Saint-Lambert, mais on l'écoute.

Le plus dur n'est pas la conception du projet architectural mais la coordination des démarches administratives pour le financement. A l'heure où l'Europe des Douze rabâche l'antienne de la décentralisation et du pouvoir régional, on se dit, devant les gâchis liés, que l'Eux jacobin a du bon. Pour que le monarque chrétien soit réhabilité d'ici à 1995, il faut discuter pied à pied avec le ministre national de la justice pour l'aménagement de l'annexe du palais de Justice, avec la société régionale de transports en commun (pour les autobus), avec les différents « ministères » de la région wallonne (pour l'équipement et les infrastructures). Sans parler de la ville, qui a des idées sur la question mais qui est endettée jusqu'au cou. Tout le monde veut que les doigts de fée de l'architecte Strabellé « recousent le tissu urbain ». Il y a même une surenchère intégriste dans le culte des vieilles pierres. Cette opération de « dégarage » n'était pas agréable à commander, mais elle fut tout de même plus aisée que celle de 1985, quand gendarmes et pompiers durent encadrer une manifestation spontanée de la population décidée à en finir avec deux tours de béton, édifiées pour servir de cages d'ascenseurs à un bâtiment jamais achevé, qui dominait le site de leur pesante inutilité pendant dix ans.

Le feu fut mis à des gravats par les plus résolus et on vit à bout des deux monstres avec le concours des autorités. Mais il n'est pas question de démolir les quatre niveaux de parkings construits pendant les années de folie et qui sont restés vides et déserts depuis. On les aménagera et on les utilisera dans la partie souterraine du projet Strabellé. En attendant, les tiges de fer armant le béton armé et poussant vers le ciel comme une mauvaise herbe entre les pieds des archéologues, qui se seraient bien passés de cette strate-là.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

PROCHE-ORIENT

SYRIE : après la levée des dernières restrictions

Les juifs s'interrogent sur le choix de l'émigration

DAMAS

de notre envoyée spéciale

Un mois et demi après la levée des dernières restrictions qui pesaient sur eux, ce qui leur permet d'aller à l'étranger en famille et leur donne implicitement le droit d'émigrer, les quelque quatre mille juifs syriens sont en proie au doute et s'interrogent sur la décision à prendre. Si, plus de deux ans, ils ont été, selon un responsable de la communauté, déjà fait des demandes pour « voyager », beaucoup hésitent encore à faire le choix d'un départ définitif qui signifie souvent un saut dans l'inconnu.

« Je ne donne aucun conseil dans un sens ou dans un autre », affirme le grand rabbin Ibrahim Hamra. Quand les gens viennent me demander mon avis, je me contente de leur dire que je prierais pour qu'ils leur fasse prendre la bonne décision. Dans la même famille, les avis divergent », confie, pour sa part, une mère qui a décidé de partir, sans retour, pour faciliter l'avenir de ses enfants. « Vous savez, ajoute-t-elle, depuis un mois tout le monde est perturbé, on ne dort plus la nuit, on ne sait plus que faire. » Je vais sans doute envoyer mes garçons, mais moi, je resterai », avoue un ingénieur d'une cinquantaine d'années. « Tous mes biens sont ici, je connais tout le monde et tout le monde me connaît. Qu'est-ce que je pourrais faire aux Etats-Unis maintenant ? »

Pour ceux qui ont de la famille à l'étranger, notamment à Brooklyn où se trouve l'immense majorité de la communauté juive syrienne émigrée, le problème est peut-être moins difficile, mais pour les autres, c'est l'incertitude. Dans une des rues du vieux quartier juif de Damas où les boucheries caennaises voisinent avec les échoppes des artisans du cuivre et de l'argent, une des spécialités des juifs syriens, Nassim déclare : « Vous vous imaginez tous ces biens perdus dans les rues de New-York, que vont-ils devenir ? » A tous se pose, en outre, la question des biens, dans la mesure où la loi syrienne interdit à chaque citoyen d'exporter plus de 2 000 dollars. Problème important pour une grande partie de la communauté qui appartient à une classe aisée. Jusqu'à maintenant, aucune vente n'a eu lieu.

Face à ces interrogations, les juifs syriens ont, toutefois, peur de laisser passer « l'occasion » et les assurances que leur donnent leurs représentants sur la pérennité d'une mesure prise par le président Hafez Al Assad lui-même ne les convaincent pas encore tout à fait. « C'est affaire de confiance, dit l'un d'eux, et là, il faut du temps. Cela fait quarante-cinq ans que nous attendons cette autorisation, alors le choix est difficile. » Et assure-t-il, on est bien obligé d'imaginer l'après-Assad. Que deviendront-nous alors ? Les communautés juives à l'étranger encouragent les départs, avec l'appui de l'administration américaine — même s'il ne s'agit pas d'une politique officielle —, en

agissant, par exemple, pour une délivrance rapide des visas. Deux cent cinquante ont déjà été accordés et certains officiels syriens ne se privent pas de faire remarquer qu'il est rare d'obtenir un visa de tourisme pour les Etats-Unis en deux ou trois semaines.

« C'est notre pays »

Depuis l'annonce officielle de la décision (le Monde du 27 avril), consécutive à une entrevue « historique », souligne le rabbin Hamra, avec le président Assad, 170 membres de la communauté, dont une vingtaine de familles, ont quitté la Syrie, tous vers les Etats-Unis. Chef de l'émigration et des passeports, le général Mohammad Mahfouz Kayyal affirme avoir satisfait jusqu'au début de la semaine, les 244 demandes de passeport qu'il a reçues et délivré 183 visas de sortie. Reste, toutefois, qu'avant d'arriver à cette étape, comme environ quatre-vingt-cinq citoyens, les juifs syriens doivent obtenir l'autorisation auprès du responsable des services de sécurité chargés de leur communauté.

Or si les deux premières semaines, 160 visas de sortie ont été délivrés très rapidement, il y a eu ensuite une interruption d'environ deux semaines. « Mais, souligne un membre de la communauté, dans les 45 visas environ délivrés depuis, il n'y a pas beaucoup de familles. » Ces deux accords ont bien évidemment accru la méfiance et, affirme ce responsable, « si au départ, seuls les pauvres et les gens des classes moyennes avaient fait des demandes, aujourd'hui, même les riches réfléchissent ».

Toutefois, affirme le docteur Hasbani, membre du conseil communautaire, « je suis optimiste et je fais toute confiance au gouvernement et surtout au président Assad. Je pense qu'avec un peu de temps, tout va s'arranger et se dérouler normalement ». « La décision du président est définitive et il n'y a pas lieu de s'inquiéter », rassure, pour sa part, le grand rabbin, qui ajoute : « Nous jouissons maintenant de tous les droits des citoyens et, en cas de problème, nous savons que nous pourrions aller frapper aux portes des responsables. »

Riches hommes d'affaires, Abraham, lui, n'hésite pas à partir et soutient ces propositions qu'on vient lui faire pour racheter ses magasins, à plus ou moins bas prix. « Pour l'instant, tout le monde s'interroge, dit-il, mais il suffirait qu'une famille revienne pour frayer le départ des autres. Si nous pouvons vraiment partir et revenir facilement, pourquoi quitter la Syrie, c'est notre pays. » Reste, souligne-t-il quand même, que si tout le monde s'en va, s'il n'y a plus d'école par manque d'élèves, plus de vie communautaire, il deviendra impossible de rester. Dans un an, on verra, mais à ce stade, je refuse d'envisager l'après. »

FRANÇOISE CHIPHAUX

ISRAËL : les déclarations d'un rabbin d'origine libanaise

Les sépharades ne seraient-ils pas aptes au pouvoir ?

Avant les élections législatives du 23 juin, les partis religieux ultra-orthodoxes sont déchirés par une vive querelle entre juifs originaires d'Europe de l'Est et juifs orientaux, entre ashkénazes et sépharades.

Le rabbin d'origine libanaise Eliezer Schach, considéré comme la plus haute autorité spirituelle par beaucoup d'ultra-orthodoxes de toutes obédiences, a affirmé, jeudi 11 juin, que les « sépharades ne sont pas encore parvenus à un niveau suffisant pour leur permettre de prendre la direction de l'Etat et de la religion ». « Ils

progressent mais ont encore beaucoup à apprendre », a-t-il ajouté.

Le rabbin Schach reproche au parti Shas d'avoir pris trop d'autonomie par rapport à son autorité en créant son propre réseau de yeshivot (écoles talmudiques). Les dirigeants de cette formation sépharade sont réunis, vendredi, mais aucun communiqué n'a été publié. Un militant a, cependant, déclaré « être choqué par les propos d'un rabbin aussi important qui ne peuvent que diviser le peuple juif et déboucher sur une guerre civile ». — (AFP.)

LIBAN : accrochage entre le Hezbollah et l'armée israélienne. Deux combattants du Hezbollah libanais ont été tués et deux militaires israéliens légèrement blessés, vendredi 12 juin, au Sud-Liban, a annoncé un porte-parole en Israël. L'accrochage entre les « fedayins » du Hezbollah et une patrouille israélienne a eu lieu près du village de Beit-Lil, dans le secteur occidental de la « zone de sécurité » créée par l'Etat hébreu au Liban, le long de la frontière entre les deux pays. — (AFP.)

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 46-62-72-24 et 46-62-72-97

PROCHE-ORIENT

Les palestiniens interrogés sur le rôle de l'émigration

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : une campagne présidentielle atypique

«Politique spectacle» contre vrai débat public

L'entrée en scène du milliardaire texan Ross Perot, toujours officiellement candidat indépendant à la Maison Blanche, avait déjà contribué à rendre «atypique» la campagne présidentielle 1992. L'accent est mis plus que jamais sur la «politique spectacle». La stratégie médiatique des candidats vise clairement à privilégier le «parasite» lors de shows populaires pour éviter les débats de fond devant des journalistes politiques.

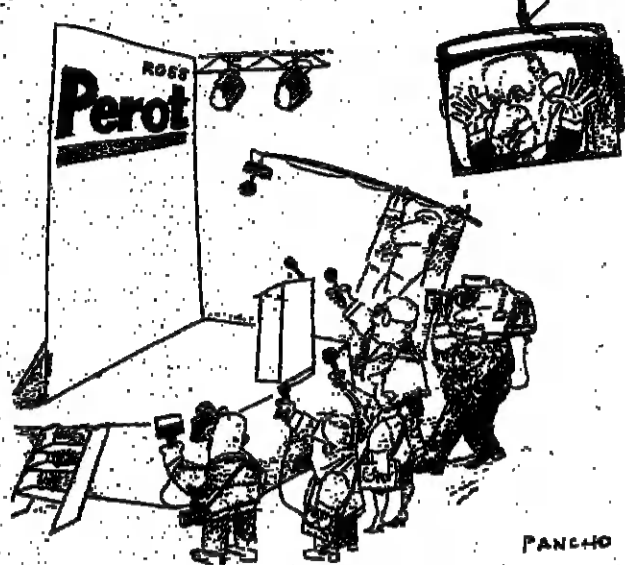
WASHINGTON

de notre correspondant

L'arène politique se transforme. Le «show-biz» concurrence les théâtres traditionnels du débat public médiatique. L'animateur remplace le journaliste ; l'émission de variétés chasse le journal (télévisé) ou l'interview. Bref, l'examen de passage obligé que la presse faisait passer à tout candidat à l'élection présidentielle est en train de changer.

Cette année, où tout est, décidément, assez inhabituel, les candidats adoptent une «stratégie média» très simple : faire les journaux politiques. Il s'agit de déléguer les tribunes habituelles que sont le journal télévisé ou les émissions politiques, pour échapper aux questions gênantes, et de se précipiter dans ces grands «shows» populaires de l'après-midi, habituellement consacrés à des faits divers les plus graves, mais qui accueillent volontiers les «vedettes» de la politique que sont les candidats.

On a vu l'indépendant Ross Perot passer devant les publics complaisants et sélectionnés de



PANCHO

ces plateaux ; on a vu le chef de file des démocrates, M. Bill Clinton, lunettes noires et veston croisé, jouer (plutôt bien) du saxophone chez «Arsenio», un des plus populaires «talk-shows» de variétés. Cette image a été plus diffusée et commentée que bien des étapes de la campagne de M. Clinton. Elle a vraisemblablement plus compté pour faire connaître dans le grand public un candidat encore assez méconnu.

Haro sur l'élite culturelle

Les grandes émissions politiques du dimanche matin, où certains des meilleurs journalistes mettaient les candidats sur le «grill», sont détrônées. L'aristocratie des commentateurs, peut-

être un tantinet arrogante mais presque toujours pertinente, est remplacée par les bateleurs des variétés, évidemment souriants mais la plupart du temps obscurs.

Dernièrement, et toujours pour échapper à l'espèce maudite du journaliste politique, les candidats se sont prêtés à de nouvelles émissions où les téléspectateurs peuvent les interroger «en direct». Après M. Clinton, M. Perot s'y est essayé cette semaine sur NBC, avec un résultat pour le moins médiocre. Les téléspectateurs n'ayant pas de «droit de suite», celui d'insister pour obtenir des réponses plus précises, deux longues heures d'émission n'ont guère permis d'en apprendre plus sur les intentions et le programme du milliardaire texan. Exemple : le déficit budgétaire ? Il faudra attendre les «dépenses inutiles» (on ne saura pas lesquelles). La politique étrangère ? Pas de question. Les aspects les plus controversés du caractère et des affaires de M. Perot ? Pas de question non plus : «Le public n'ose pas. Contrairement aux reporters, les gens sont polis», écrit le New York Times.

Newsweek parle d'une perte d'influence des médias traditionnels, en l'espèce des commentateurs politiques de la presse et de la télévision : «Cette année sera peut-être celle où l'habitude de la presse politique aura perdu le contrôle du débat public. L'hebdomadaire du New York Times dit haut et fort tout le mal qu'il pense de la presse : «Ce que le New York Times publie à la une» n'a aucune importance. Certains voient le reflet de l'humeur d'une opinion mal disposée à l'égard de toutes les élites du pays - la presse de la côte Est étant l'une de ces élites.

Ultraconservateur et bien décidé à ancrer cet électoral-là chez les républicains, à l'heure où il pourrait être tenté par M. Perot, le vice-président, M. Dan Quayle, multiplie les discours contre ce qu'il appelle «l'élite médiatique» ou «l'élite culturelle», qu'il accuse d'avoir perverti les «valeurs» de la famille. C'est toujours un peu la même idée : jouer l'opposition contre la presse. L'«élite médiatique» rappelle que les diatribes antérieures de M. Quayle rappellent fort celles que lançait Spiro Agnew, le premier vice-président de Richard Nixon. Sous le coup d'un scandale financier au début des années 70, Spiro Agnew fut forcé à une honteuse démission.

ALAIN FRACHON

A TRAVERS LE MONDE

INDONÉSIE

Le parti gouvernemental a remporté plus des deux tiers des suffrages aux élections législatives

Selon les derniers résultats connus des élections législatives indonésiennes du 9 juin, le parti au pouvoir Golkar (Groupe fonctionnaire) a obtenu 68 % des suffrages, contre 73 % en 1987. Le parti musulman PPP arrive en deuxième position avec 17,5 % (contre 16 %), et le Parti démocratique (PDI, nationaliste chrétien) obtient 15 % des suffrages (contre 11 %). Plus de 90 % des quelque 107 millions d'électeurs de cet archipel de 180 millions d'habitants ont participé à ce scrutin, destiné à élire 400 des 500 membres de la Chambre des représentants. Les 100 autres sont nommés par le président Suharto pour représenter les militaires.

EN BREF

○ RUSSIE : état d'urgence en Ossétie du Nord. - Le Parlement de Russie a confirmé, vendredi 12 juin, l'instauration de l'état d'urgence en Ossétie du Nord, après l'attaque contre un dépôt d'armes à Vladikavkaz, menée par les partisans d'un soutien armé aux Ossètes du Sud encerclés par des milices géorgiennes. Le premier ministre d'Ossétie du Sud, M. Oleg Tzieviev, a été arrêté à Vladikavkaz et a été accusé d'avoir participé à cette attaque qui aurait fait quatre morts parmi les assaillants. - (AFP)

○ Le métropolitain Philaret destitué. - Un concile à huis clos de l'Eglise orthodoxe russe a confirmé, vendredi 12 juin, la destitution du métropolitain de Kiev Philaret. Il avait été dénoncé pour sa collaboration très étroite avec le KGB et une vie «non canonique», avant de se ranger aux côtés des indépendantistes ukrainiens et de l'Eglise orthodoxe ukrainienne autocéphale. - (AFP, AP)

○ POLOGNE : réélection du président de Solidarité. - M. Marian Krzaklewski a été élu président de Solidarité, vendredi 12 juin, pour un second mandat par les délégués du syndicat réunis en congrès à Gdansk. Cet ancien ingénieur de

MALAWI

Démission du chef d'état-major de l'armée

Le quotidien gouvernemental Daily Times a annoncé, vendredi 12 juin, la démission, «pour des raisons de santé», du chef d'état-major de l'armée, le général Melvin Khanga. Ce départ devrait renforcer la position du ministre d'Etat au bureau de la présidence, M. John Tembo, considéré comme le probable successeur du président à vie Kamuzu Banda, en cas de disparition de ce dernier. Des sources diplomatiques, on indique que le général Khanga n'était pas opposé à une tentative du chef de l'Etat de nommer M. Tembo vice-président.

L'absence du général Khanga de toutes les cérémonies officielles, depuis le début du mois de mai, avait suscité des rumeurs, selon lesquelles le régime l'avait «réduit au silence» pour non-alignement à quarante-deux ans, originaire de Silésie, avait pris la tête de Solidarité en 1991, après l'élection à la présidence de M. Lech Walesa. - (Reuters)

○ RWANDA : le président Habyarimana promet des élections avant avril 1993. - Le président Juvenal Habyarimana a estimé souhaitable, vendredi 12 juin, la tenue d'élections pluralistes, d'ici à avril 1993. Les maquisards du Front patriotique rwandais (FPR) «veulent le pouvoir, mais ils ne l'obtiendront pas par les armes. Ce sont les gens qui décideront, dans l'isolement, de ce qu'ils veulent», a précisé le chef de l'Etat, au pouvoir depuis 1973. - (Reuters)

○ SRI-LANKA : l'armée s'est emparée d'une zone côtière stratégique. - Les forces armées du Sri Lanka se sont emparées vendredi 12 juin du petit port de Senthankulam, dans l'extrême nord de l'île. Face aux séparatistes des Tigres libérateurs, de l'Eelam tamoul (LTTE), qui administrent de facto la quasi-totalité de la péninsule septentrionale de Jaffna, les gouvernements continuent à présent une bande d'environ 10 kilomètres, dans ce bastion traditionnel des séparatistes. - (AFP)

M. Tembo. Le président Banda avait finalement annoncé, début juin, que le général Khanga était malade et suivait un traitement médical en Afrique du Sud. - (AFP)

NIGERIA

Nouvelle vague d'arrestations parmi les opposants

Un groupe de militants de l'opposition, dont le président de l'Association nationale des étudiants nigériens (NANS, interdite depuis plus de cinq ans), M. Mayegun Olusegun, a été arrêté, jeudi 11 juin, sur la campus de l'université de Lagos, et on a appris auprès du Comité nigérien des droits de l'homme (CDHR). Depuis la mi-mai, plusieurs opposants ont été emprisonnés, parmi lesquels le président du CDHR, le Dr Bako Ransome-Kuti, et deux avocats, M. Gani Fawehinmi et M. Femi Falana.

On ne connaît pas les motifs officiels de cette nouvelle vague d'arrestations. Tout porte à croire qu'elle est liée, comme le précédent, aux émeutes qui avaient éclaté dans la capitale, les 13 et 14 mai, faisant sept morts, selon le bilan de la police. M. Mayegun et ses compagnons pourraient être accusés de «complot», par le ministre de la justice, contre les personnalités de l'opposition déjà arrêtées. Les syndicats étudiants de Lagos et Ile-Ife ont menacé, vendredi, le gouvernement d'une «épreuve de force sans précédent», si leurs dirigeants n'étaient pas libérés d'ici une semaine. - (AFP)

VENEZUELA

Le président Perez a remanié son gouvernement

Au lendemain de la démission de deux ministres du Parti démocrate-chrétien (le Monde du 13 juin), le président Carlos Andrés Perez, de plus en plus isolé, n'a laissé aucun espoir, dans un discours à la nation prononcé vendredi 13 juin, à ceux qui réclament son départ ou, à tout le moins, la réduction de la durée de son mandat. Il s'est montré une nouvelle fois déterminé à poursui-

vre sa politique néolibérale, tout en promettant de renforcer la lutte contre la corruption.

Pour combler les postes vacants, M. Perez a confié au général Fernando Ochoa, ministre de la défense, la portefeuille des affaires étrangères, qui n'avait jamais été occupé par un militaire depuis la fin de la dictature, en 1958. Le général Ochoa sera remplacé à la défense par le général Yvan Jimenez Sanchez, actuel chef de l'état-major des forces armées. Cette présence de deux généraux (au lieu d'un) au sein du gouvernement devrait renforcer l'appui des militaires au chef de l'Etat. - (AFP, Reuters, AP)

HAÏTI

La répression frappe durement les journalistes

Le nouveau premier ministre

haïtien, M. Marc Bazin, qui a commencé à former son gouvernement en choisissant des adversaires au président renversé Jean-Bertrand Aristide, a annoncé, vendredi 12 juin, la mise en place d'un plan économique d'urgence. Il a fait part de son intention de reprendre les négociations interrompues avec l'Organisation des Etats américains pour trouver une solution à la crise politique qui soit «acceptable» pour toutes les parties. Le premier ministre conservateur a par ailleurs promis d'agir pour la réouverture des médias fermés dans le cadre de la très rude répression qui n'a cessé de frapper la presse, depuis le coup d'Etat du 30 septembre.

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

«On essaye de survivre en prenant des précautions. Ici, c'est la force qui prime. Le plém a remplacé le dialogue.» M. Guy Jean, le directeur de Tropic FM, s'interrompt pour scruter la rue, en contournant de son bureau. Un véhicule vient de freiner brutalement et - routine quotidienne - la station a encore reçu deux appels téléphoniques de menaces dans la nuit. Depuis le coup d'Etat militaire qui a renversé le président Aristide en septembre, Tropic FM, très découragée, est la seule station à continuer de fonctionner, abandonnant la nuit dans les rues de Port-au-Prince et des manifestations de lycéens.

«Toutes les demi-heures, nous diffusons un bulletin de nouvelles brèves. Pas d'éditorial, pas de commentaires, l'information brute», explique M. Jean, resté de New York. Il y a un peu plus d'un an pour lancer cette station. Le talent de «Master J», son disc-jockey, ne parvient à faire oublier le chaos et la violence qui règnent dans le pays. A plusieurs reprises, les menaces, trop précises, ont fait taire l'information sur les ondes de Tropic.

A la mi-avril, un jeune reporter de la station, M. Sony Esteus, a été arrêté devant la cathédrale de Port-au-Prince. Les soldats l'ont roué de coups, lui cassant les deux bras et plusieurs phalanges. Discrettement alerté par un militaire, le rédacteur en chef de Tropic FM, M. Henri Alphonse, a pu se réfugier in extremis en République dominicaine. «J'étais condamné à subir le sort de Felix Lamy, le directeur de Radio Galaxie, disparu depuis le mois de décembre et dont on pense qu'il a été torturé puis éliminé», explique M. Alphonse. Il a dû fran-

chir la frontière à dos de mulet, poursuivi par des soldats.

Depuis le coup d'Etat, trois journalistes au moins ont été tués par des militaires ou des civils armés. Des dizaines d'autres ont été frappés ou menacés. M. Paul Jean-Marie, vingt-cinq ans, était le correspondant de Radio-Antilles, une station détruite par les militaires, à Grand-Goâve, une ville côtière à 50 kilomètres au sud de la capitale. Arrêté dix jours après le putsch, il a passé près de six mois en prison, où il a été sévèrement battu, avant d'être libéré grâce à une campagne internationale. «Après ma sortie de prison, des militaires et des «autriches», hommes de main des autorités, ont menacé les membres de ma famille, qui ont dû, comme moi, prendre le maquis», raconte le jeune journaliste, qui sursauta alors qu'une rafale claqua non loin de sa cachette.

Signe des temps : la biographie du dictateur François Duvalier en bandes dessinées est vendue à la criée dans les rues de Port-au-Prince. Mais les petits vendeurs brandissent aussi les hebdomadaires d'opposition édités aux Etats-Unis. Haiti-Progress, propriété de M. Ben Dupuy, l'un des proches conseillers du Père Aristide, est diffusé librement au dépit de ses critiques au régime contre les autorités de fait. «La presse écrite n'inquiète pas le régime dans ce pays, où plus de 80 % de la population est analphabète. Ce sont les radios qui sont dans le collimateur», explique un journaliste.

La presse étrangère n'est pas épargnée

«Le pays a perdu sa voix. En réduisant au silence les correspondants locaux des radios, les autorités ont coupé du monde les paysans, qui ne peuvent plus protester contre les persécutions dont ils sont victimes», affirme M. Jean-Claude Bajoux, directeur du Centre économique des droits de l'homme.

Les organes de presse étrangers ne sont pas à l'abri. Le correspondant de l'Agence France-Presse, Dominique Levanti, a été soumis à de fortes pressions de la part des autorités, qui l'ont menacé d'expulsion s'il n'adoptait pas une ligne plus compréhensive à l'égard du «processus de rectification démocratique». C'est ainsi que la radio nationale qualifie le coup d'Etat.

Il y a quinze jours, Guy Delva, le jeune correspondant de La Voix de l'Amérique, a été frappé à coups de crosse alors qu'il couvrait une manifestation de lycéennes. D'autres journalistes tentent de fuir. Ce n'est pas facile quand les Etats-Unis, la France ou le Canada ne délivrent plus de visa aux Haïtiens. Certains hésitent pas à s'embarquer à bord de voiliers de fortune en direction de la Floride.

JEAN-MICHEL CAROIT

Franchement, Antoine de Caunes, c'est d'abord une voix, non ?

ÉCOUTEZ "RAPIDO" D'ANTOINE DE CAUNES DU LUNDI AU VENDREDI À 18H30 SUR EUROPE 2



TOUTES LES FRÉQUENCES SUR 36.15 EUROPE 2, À PARIS SUR 103.5

POLITIQUE

Le débat sur la construction de l'Union européenne

M. Chirac demande à son parti d'adopter une « attitude de réserve » sur Maastricht

M. Jacques Chirac, président du RPR, a publié, vendredi 12 juin, le communiqué suivant :

« Le débat sur le traité de Maastricht a été mal engagé ; il est entiché, du fait du gouvernement, de considérations de politique intérieure.

« Pour moi, ce qui doit nous déterminer dans cette affaire, c'est l'intérêt de notre pays. J'ai déjà dit, à plusieurs reprises, pourquoi j'étais attaché à la poursuite nécessaire de la construction européenne et de ce que je pensais du traité de Maastricht.

« Je constate cependant que les incertitudes vont croissant : quelles conséquences y a-t-il tiré du vote du Danemark ? Quelle est la validité du traité signé à douze et applicable à onze ? Comment va voter l'Irlande ? Quel compte le gouvernement a-t-il l'intention de tenir des propositions du Sénat sur la réforme de la Constitution ? A quelles conclusions va aboutir le prochain sommet de Lisbonne où les Douze doivent décider s'il y a lieu de compléter le Traité de Maastricht, c'est-à-dire, soyons

clairs, de le modifier ? Quel sort sera réservé aux propositions du gouvernement britannique tendant à préciser les compétences des organes communautaires, afin d'éviter des empiètements injustifiés sur les prérogatives nationales ? Comment le gouvernement allemand envisage-t-il de répondre aux exigences des dirigeants des Pays-Bas ? Comment le gouvernement anglais compte-t-il faire face aux réticences accrues du Parlement britannique ? Quelle sera, en ce qui concerne la France, l'issue de la réforme constitutionnelle en cours et le calendrier des opérations référendaires annoncées par le président de la République ?

« Chacun peut comprendre qu'il est prématuré, pour le mouvement que je préside, de prendre une décision définitive alors que les choses évoluent sous nos yeux dans les jours ou dans les semaines qui viennent.

« Aussi ai-je décidé, pour ce qui me concerne, de demeurer silencieux sur cette affaire, le temps d'y voir plus clair. Je souhaite que la même attitude de réserve soit adop-

tée par tous les membres du Rassemblement pour la République, car rien ne me paraît plus dommageable que d'accroître le trouble dans l'esprit des Français qui nous font confiance.

« Enfin, tout ce débat doit être remis à sa véritable place. Ce n'est pas du tout le traité de Maastricht qui dépend l'avenir de la France. Le gouvernement même, à cette occasion, de toute évidence, une entreprise de diversion. Alors que le débat européen monopolise la scène, les Français ont le sentiment que rien n'est fait pour résoudre leurs problèmes quotidiens : le chômage, l'insécurité, l'échec scolaire, les déficits publics, l'immigration incontrôlée, la crise du monde rural.

« Nous devons remettre le débat sur Maastricht à sa véritable place, et entreprendre sans tarder de répondre aux Français quels sont les enjeux de leur avenir politique, économique et social, et quelles sont les réponses que l'opposition entend y apporter. »

tée M. Mitterrand en 1972, même si, à l'époque, les gaullistes avaient stigmatisé le recours à un tel procédé. Le RPR peut en particulier faire valoir que s'il a bien « existé » un référendum, c'était sur la révision constitutionnelle, non sur la ratification.

Toutefois, l'ancien premier ministre semble attendre, avant de trancher, de pouvoir prendre la mesure de ce que l'humanité du 13 juin appelle, dans son titre de « une », « dynamique du non » — au risque de donner raison à M. François Léotard qui, s'exprimant dans le *Figaro* du même jour sur sa participation, samedi, à une réunion publique sur Maastricht avec M. Pierre Bérégovoy, dénonce l'« égarée progression à la médiocrité ou à l'aveuglement que manifeste, généralement dans les grandes occasions, la classe politique française ».

THOMAS FERENCZI

Silence radio au RPR

Suite de la première page

Cette réponse de M. Chirac à ses opposants d'abord à ceux qui, dans son parti, ont mené au Parlement le combat contre la révision constitutionnelle. M. Philippe Séguin étant, à l'évidence, irréprochable, c'est M. Charles Pasqua qui est ici le premier visé. Le président du groupe RPR du Sénat était en effet l'invité de « l'Heure de vérité », dimanche 14 juin, sur Antenne 2, et on ne pouvait exclure qu'il annonçât, à cette occasion, sa résolution de faire campagne pour le « non ».

M. Pasqua a jusqu'à présent affiché son opposition au projet de réforme de la Constitution, mais au cours de la discussion ouverte au palais du Luxembourg il s'est déclaré favorable à la ratification du traité. Le « non » danois ayant, selon lui, rendu celui-ci « caduc » et le gouvernement français n'envisageant pas de le renégocier, le sénateur des Hauts-de-Seine a durci le ton.

M. Chirac avait donc toute raison de craindre qu'il ne franchisse le pas en profitant de la tribune que lui offrait la télévision. Sa mise en garde a pour but de parer à cette éventualité ou, si celle-ci ne peut être évitée, à faire porter sur M. Pasqua la responsabilité d'une rupture.

Le deuxième destinataire du message est évidemment l'UDF. Au lendemain de la mise en demeure adressée par le RPR à ses partenaires de l'opposition pour que ceux-ci s'abstiennent de participer, aux côtés de dirigeants socialistes, aux réunions publiques du Mouvement européen, les divers porte-parole de l'UDF avaient demandé à M. Chirac de clarifier rapidement la position de son parti. Le président du RPR oppose à ses alliés la même fin de non-recevoir que ceux-ci avaient

présentée à sa propre demande. L'union de l'opposition ne sortira pas renforcée de cette nouvelle passe d'armes.

Enfin, M. Chirac répond, par son attitude dilatoire, à celle qu'il prête à M. Mitterrand, qui a su faire de ses silences une tactique efficace. Le président de la République a longtemps attendu avant de faire savoir que la ratification du traité serait soumise à un référendum, et il a donné peu d'indications sur la question qui sera posée et sur la date à laquelle aura lieu la consultation.

Il est vrai que les incertitudes nées du refus danois ne permettent pas de répondre à toutes les interrogations, mais si celles-ci justifient le comportement du chef de l'Etat, M. Chirac est fondé à penser qu'elles justifient aussi le sien. Le président du RPR tente donc de reprendre l'avantage en accusant le gouvernement de conduire « une entreprise de diversion » et en mettant l'accent, à neuf mois des élections législatives, sur les enjeux économiques et sociaux : chômage, insécurité, échec scolaire, immigration, etc. Pour M. Chirac, une diversion en vaut bien une autre.

Alternative entre le « oui » et l'abstention

Cette nouvelle péripétie ne permet pas encore de prévoir le choix définitif du RPR sur la ratification de Maastricht. Si un non semble improbable après les déclarations répétées de M. Chirac selon lesquelles le traité constitue, comme il l'a dit le 28 avril devant le conseil national de son parti, « un petit pas dans une direction souhaitable », l'alternative est entre le « oui » et l'abstention.

Plusieurs dirigeants du mouvement semblent tentés par cette dernière solution, qu'avait adop-

Le Mouvement européen lance un « appel urgent » à la poursuite du processus de ratification. Réuni à Potsdam, vendredi 12 juin, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, le Mouvement européen a lancé « un appel urgent aux Parlements et aux gouvernements afin que les procédures de ratification du traité de Maastricht se poursuivent sans délai ». Il demande au Conseil européen de « définir clairement les conditions qui permettraient effectivement à tous les pays ayant ratifié le traité de Maastricht de mettre en application ses dispositions » et de se prononcer « sur la situation des Etats membres qui refuseraient définitivement les nouvelles étapes — aujourd'hui et demain — de la construction européenne ».

M. Barre : « Une démocratie civilisée ». M. Raymond Barre, député (app. UDC) du Rhône, a confirmé, vendredi 12 juin, sur Europe 1, qu'il participerait, le 3 juillet à Lille, à une réunion publique organisée par le Mouvement européen sur le traité de

Maastricht, aux côtés de MM. Pierre Mauroy et Jacques Delors. « Nous sommes dans une démocratie pluraliste et, je l'espère, civilisée », a-t-il dit. Je ne vois pas pourquoi je refuserais un tel débat. (...) Cessons d'envisager tous les problèmes en termes électoralistes et politiciens ».

M. Millon (UDF) : « Un certain trouble ». M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a estimé, mercredi 10 juin, sur FR 3, qu'il y a « un certain trouble dans l'opposition et dans l'opinion publique parce que le RPR n'a pas encore fait connaître officiellement sa position » sur Maastricht. M. Millon a ajouté que même si le RPR prenait une position différente de celle de l'UDF, il ne pensait pas que « cela ait des conséquences irréversibles pour les élections de 1993 ». Il s'est déclaré « tout à fait opposé à une interférence entre la politique européenne et la politique intérieure », en affirmant que « le référendum échouera si on interfère ces deux domaines ».

Toujours est-il qu'il est plus intéressant que jamais, en cette période de mutation accentuée, de sonder la réalité environnementale avant de s'engager dans des

A Caen, M^{me} Veil et M. Fabius ont plaidé pour une Europe plus proche des citoyens

M^{me} Simone Veil et M. Laurent Fabius ont participé, vendredi 12 juin à Caen (Calvados), à la deuxième réunion publique organisée par le Mouvement européen dans le cadre de sa campagne d'information sur le traité de Maastricht. Dans une atmosphère moins crispée que lors de la réunion de Sélestat (Bas-Rhin), mardi 9 juin, ils ont tous deux plaidé pour une Europe moins bureaucratique et plus proche des citoyens.

CAEN

de notre envoyé spécial

Le calendrier aurait pu être plus heureux. La fête de la science, préparée de longue date, infligeait à Maastricht une rude concurrence. Mais l'Europe mobilise plus qu'on ne le croit souvent. L'été symbolique choisi par le Mouvement européen, le Mémorial de Caen, érigé en hommage à la paix et aux droits de l'homme, a attiré complet, vendredi soir. Environ mille deux cent personnes s'y sont pressées pour tenter de percer, en compagnie de M^{me} Veil et M. Fabius, les mystères du traité de Maastricht. La salle était trop chaude, les retardataires ont été conviés à suivre les débats sur écran vidéo.

De Sélestat à Caen, la fièvre avait eu le temps de retomber. L'ancienne président du Parlement européen et le premier secrétaire du PS n'ont rien trouvé de compromettant à se serrer la main sous les flashs. « Nous sommes conscients du mini-cyclone que nos réunions provoquent mais ceux qui y voient je ne sais quelle opération de politique intérieure en seront pour leurs frais », a d'emblée avoué M. Jean François-Poncet, président de la branche française du Mouvement européen, en prenant bien soin de préciser que la réunion revêtait un caractère « contradictoire ». Mais tant de précautions n'avaient visiblement pas levé les préventions de la droite départementale, dominée par le Parti

républicain, qui a préféré boudier l'événement, à l'exception notable de M. Jean-Marie Girault, sénateur, maire PR de Caen. Européen convaincu, celui-ci n'était aucunement embarrassé de se trouver en compagnie de MM. Louis Mexandeu et Olivier Stin, pour la simple raison que, selon lui, « la recomposition du paysage politique, c'est une faiblesse ».

L'air du temps étant donc au « débat contradictoire », M^{me} Veil et M. Fabius ont longuement insisté sur le fait que le traité de Maastricht n'était qu'un cadre. « On définit un modèle institutionnel sachant que nous nous battons ensuite sur les dossiers », a souligné M^{me} Veil. C'est un peu comme la Constitution de la 1^{re} République. « On peut approcher ce cadre sans renier ses convictions », a ajouté M. Fabius pour qui Maastricht « n'est ni de droite, ni de gauche ». En tant que socialiste, il lui reprocherait même d'être « loin du compte » en matière sociale, fiscale et industrielle. Mais il est vrai, a-t-il précisé, que le gouvernement conservateur britannique a trouvé « la partie sociale du traité trop avancée ».

Jugement critique de certaines réglementations

En fait, si un seul enseignement devait être retiré de la soirée, c'est bien cette volonté commune des deux orateurs de ne pas verser dans une euphorie béate et consensuelle qui pourrait faire apparaître l'Europe comme le dernier grand dessein d'élites coupées des réalités. M^{me} Veil attribue ainsi le rejet du traité de Maastricht par les Danois au fait que « les gens se sentent exclus du processus, comme si quelque chose se tramait contre eux » alors que l'Europe, selon elle, « s'adresse aux plus vulnérables et non aux plus forts ». Conscient de cette « distance », M. Fabius ne veut surtout pas que l'on donne le sentiment que ce qui fait la chair et les traditions d'un

pays ne doit pas être dépossédé par les avancées européennes. « Si les Français ont le sentiment que plus d'Europe signifie moins de France, a-t-il poursuivi, alors nous aurons peut-être de mauvaises surprises ».

D'où le jugement critique qu'ils peuvent émettre sur certains dysfonctionnements des institutions communautaires. M^{me} Veil s'est dit parfois « irritée » par l'infatigable de textes et a estimé qu'il ne faut pas chercher à harmoniser trop systématiquement ce qui relève de la vie quotidienne. « Je crains que Bruxelles adopte sur certains dossiers une réglementation trop tatillonne », a acquiescé M. Fabius, qui trouve parfois « abominable » de débiter sur « la largeur des épaules ».

Ce tour d'horizon, où les professions de foi pro-européennes ont alterné avec une appréciation critique du bilan de la CEE, a comblé d'aise le public qui a souvent applaudi, notamment lorsque M. Fabius a exhumé une citation de Thomas Mann sur les rapports entre l'Allemagne et l'Europe : « Il faut que l'Allemagne soit européenne pour que l'Europe ne soit pas allemande ». Il est vrai que l'assistance semblait acquiesce à l'idée européenne. Les sifflets qui ont convergé vers un spectateur hostile au droit de vote des ressortissants communautaires, en ont témoigné.

Telles sont bien les limites de l'exercice. Cette réunion n'a guère revêtu le caractère « contradictoire » que souhaitaient ses organisateurs pour tenter de s'ajuster au « mini-cyclone » évoqué par M. Poncelet. Il s'agissait d'un meeting de facture classique où des orateurs acquis à une cause approuvaient en arguments un auditoire qui ne demande qu'à être convaincu. Mais n'est-ce pas là, tout simplement, la loi du genre ?

FRÉDÉRIC BOBIN

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

L'ORSQU'IL arrive, l'attendu ne surprend pas moins que l'inattendu. Si inscrite qu'il était dans les faits, les mœurs, l'histoire, parfois depuis longtemps, il n'en dérange pas moins l'ordre établi, les manières de penser, les repères habituels, quand, sous sa pression, la réalité environnante change brutalement, ou s'apprête à le faire. On le mesure bien, en ce moment, en France.

L'équilibre du monde s'est modifié avec l'affondrement de l'empire soviétique, la carte de l'Europe se redessine, l'Allemagne prend une nouvelle dimension, la fin d'un système de domination fermé sur lui-même donne libre cours, à nos portes, à de grandes espérances et à de cruels déceptions. Comme d'autres pays concernés, la France est secouée, comme d'autres, elle cherche sa voie dans la nouvelle donne, qu'elle ne discerne pas clairement.

Du coup, elle renoue avec de vieux réflexes que l'on croyait dépassés, alors qu'elle paraissait se détacher de références encore prégnantes bien qu'usées par l'histoire. Aujourd'hui, l'opposition entre les tenants de l'unité nationale et les partisans de la fusion européenne semble prendre le pas sur le clivage gauche-droite et laisse augurer une éventuelle recomposition de l'échiquier politique. Ce n'est pas impossible, encore que la prudence s'impose dans ce genre de projection politique. Les bases culturelles et sociologiques de ces divisions symboliques s'estompent ou se réactivent au gré des évolutions historiques et sociales plus qu'elles ne disparaissent ou s'animent.

Toujours est-il qu'il est plus intéressant que jamais, en cette période de mutation accentuée, de sonder la réalité environnementale avant de s'engager dans des

Bilan de santé

débats qui, souvent, s'en éloignent trop. Le quatrième édition de *l'Etat de la France* parvient à ce besoin d'information solide, à ce besoin de se référer à des données établies et fiables. Comme pour les éditions précédentes, ce bilan prospectif de 1992 est une œuvre collective rassemblant nombre de spécialistes et s'appuyant sur un suivi statistique ainsi que sur l'illustration graphique. Pour ce volume, les Editions de La Découverte ont noué une étroite collaboration avec le Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC), dans ses domaines de prédilection : aspirations et conditions de vie, consommation, évaluation de l'action publique.

Impossible de rendre compte dans le détail du foisonnement d'informations, d'observations et de jugements que contiennent les articles d'un ouvrage aussi dense. Les éditeurs indiquent que « les évolutions conjoncturelles sont systématiquement étayées par l'analyse des tendances de moyen terme, faisant de cet ouvrage un véritable observatoire du pays ». On note la place qu'occupe dans le volume la réalité régionale, avec un tour de France des régions, et celle qui continue de prendre le chemin, examiné sous plusieurs angles dans diverses notices.

Pour revenir au point de départ de cette chronique, on s'arrêtera sur deux articles, l'un traitant du rang de la France, l'autre de son poids économique. Dans ce dernier, Pierre Rella, du Commissariat du Plan, relève que la productivité de la France est comparable à celle des autres pays développés et qu'il faut chercher ailleurs les

raisons de la dégradation de ses performances à l'exportation (lesquelles se redressent depuis quelques mois). Notamment dans le fait que la capacité d'innovation et l'efficacité de la recherche restent insuffisantes.

S'agissant de la place de la France dans le monde, Alfredo G. A. Valleda observe qu'avec le fin de la guerre froide et de l'affrontement Est-Ouest la diplomatie française a perdu un peu de son originalité et un espace d'autonomie. La levée de la menace venant de l'Est a dévalué l'arme nucléaire et la police des conflits régionaux, comme en Irak, a radicalement réduit le rôle de la diplomatie française. Les choix européens n'ont pas une compensation équivalente dans la mesure où l'Allemagne n'a plus de raison de laisser à la France une quelconque primauté politique. L'auteur constate encore la précarité de l'influence française dans le monde arabe et son effacement dans les anciennes colonies où elle se portait garante d'un ordre politique et économique de plus en plus contesté. Puissance moyenne en voie de déclassement, la France est, estime-t-il, sommée à son tour, après l'Allemagne et le Royaume-Uni « de tirer enfin les conséquences de la seconde guerre mondiale ».

La même type d'analyse se retrouve dans un autre ouvrage collectif sur *l'Etat politique de la France* établi sous la direction de Dominique Chagnolleud. Jean-Jacques Roche s'interroge sur « une politique étrangère malmenée par l'histoire ». L'auteur revient sur les événements qui ont fait taquer le monde et note que le pré-

sident Mitterrand a réagi, le plus souvent, en se référant à l'histoire, celle qui a marqué sa culture et sa vie personnelle, au risque de céder à la tentation du conservatisme et de commettre des erreurs d'appréciation (il ne fut pas le seul). « La carence la plus évidente de la politique française » lui paraît résider dans le déficit démocratique de la diplomatie en général et de la construction européenne en particulier. Les nécessités de l'action face à l'événement, le souci du réalisme politique, inclinaient, comme c'est souvent le cas en période de crise, à une maîtrise plus personnelle de la conduite des affaires, là où les processus démocratiques peinent par leur lenteur et leurs contradictions.

Selon Jean-Jacques Roche, cette pratique ne saurait tenir lieu de règle permanente. « La politique étrangère, écrit-il, n'est pas de nature distincte de la politique intérieure. Elle ne peut prétendre être plus rationnelle ni plus raisonnable et échapper sous ces fausses justifications au contrôle démocratique ». C'est l'omnipotence présidentielle — qui ne date pas de M. Mitterrand — qui se trouve ainsi mise en cause. Il est temps que tous les Français et tous les Européens interviennent directement, ou par l'intermédiaire de leurs représentants, comme ils y sont exceptionnellement conviés, dans la conduite de cette part de la politique internationale appelée à devenir leur politique intérieure.

► *l'Etat de la France 1992*. La Découverte-CREDOC, 635 pages, 149 F.

► *Etat politique de la France*, sous la direction de Dominique Chagnolleud. Quai Voltaire, 223 pages, 100 F.

La France « écolo »

V. — Une « maison européenne » peu commune

**M. Veil et M. Fabius ont plaidé
Europe plus proche des citoyens**

Après avoir étudié les ramifications du mouvement écologique français, la vivacité de son implantation en Alsace, les nombreuses associations qu'il a suscitées et son impact sur les cloïx économiques (*Le Monde* des 10, 11, 12 et 13 juin), nous achevons notre enquête par un tour d'horizon de l'implantation des Verts dans les pays européens.

par Yves-Michel Riols

Qu'y a-t-il de commun entre M. Daniel Cohn-Bendit, adjoint au maire de Francfort, et le sénateur belge, Germain Dufour, moine capucin de Liège? Ou bien encore entre les Verts hongrois qui cherchent leur salut dans « l'harmonisation de l'âme et de l'univers » et une fraction des écologistes roumains qui s'associent à des organisations d'inspiration marxiste? Le label écologiste recouvre une multitude de facettes.

La « maison » européenne des écologistes n'a de communes que son nom. Apparue au début des années 80, la sensibilité « écolo » épouse des formes bien distinctes : rebelle en Allemagne, mais institutionnalisées aux Pays-Bas et en Europe du Nord, où, depuis près de vingt ans, les gouvernements, quels qu'ils soient et sans seulement sous la pression des Verts, font de la défense de l'environnement l'un de leurs priorités. Aux Pays-Bas et vicieusement aux européens en Suède, en Norvège et au Danemark, les Verts en Grèce se lient aux libéraux alors qu'au Portugal certains d'entre eux flirtent avec le PC.

C'est dans les vieilles démocraties européennes que le courant Vert s'est d'abord manifesté, à la faveur d'une lassitude à l'égard du discours politique traditionnel. Mais leur assise y est encore fragile. Aux élections européennes de juin 1989, seuls six des douze pays de la CEE ont pu présenter des listes nationales écologistes. Et parmi les vingt-sept membres du

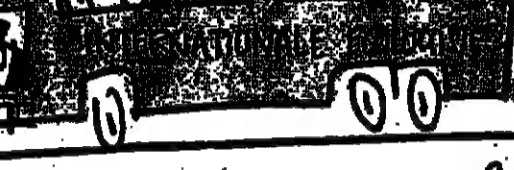
groupe Vert au Parlement de Strasbourg, la majorité vient du « Nord ».

En Europe occidentale, les Verts sont généralement les mieux représentés dans les plus industrialisés. Aux dernières élections européennes, les deux formations écologistes belges ont battu tous les records en recueillant 25,7 % des voix. En revanche, vers la Méditerranée, leur score est généralement faible (moins de 1 % en Grèce). Même au Portugal, où ils sont rassemblés depuis six ans au sein d'un groupement national sans succès électoral, les Verts revendiquent moins de cinq mille adhérents.

L'occupation de questions strictement liées à la protection de la nature, le Quercus a peu de contacts avec le PPSD et d'autres groupes verts, plus politiques, dont les deux derniers ont été élus sur des listes patronnées par le PC portu-

Ce conflit entre les « conservateurs ruraux » et les « politiques » a également été au centre des querelles des Verts d'Europe du Nord, apparus plus tôt sur le devant de la scène. Pourtant, même les « Grünen » allemands, qui ont été à la pointe de ce combat, sont aujourd'hui à la recherche d'un second souffle. Pris de court par un processus de réunification, ils ont été accueilli avec scepticisme, ils ont été balayés du Bundestag après les élections du 4 décembre 1990. Or leur entrée au Parlement fédéral en 1983, en pleine vague pacifiste, avait été précédée de nombreuses années de déchirements entre « fondamentalistes », refusant tout compromis avec les autres formations politiques, et « pragmatiques », tenants d'une ligne plus souple. Éliminés du Bundestag, les Verts disparaissent néanmoins d'une scène nationale. Ils sont aujourd'hui présents dans trois coalitions gouvernementales locales : avec les sociaux-démocrates dans la Hesse et en Basse-Saxe, et avec les sociaux-démocrates et les libéraux à Brême. En revanche, dans l'ex-RDA, l'alliance « Bündnis 90 » regroupe toujours embryonnairement une poignée de militants, prove nant des mouvements écologiques qui avaient déstabilisé l'ancien communisme.

VOS DÉCHETS
VOUS LES TRAITÉZ
COMMENT? ON LES
MANGE!



PESLIN

La fin des années 80 a vu une poussée des Verts dans les pays d'Europe où les questions telles que la sûreté nucléaire (en Suède notamment), la protection de la nature et des consommateurs sont plus qu'ailleurs prises en compte par les grandes formations politiques. Même si l'« éternel » a été la vente de machines à laver, l'impact de ce thème « froid » a été important. Les Verts ont néanmoins bousculé les équilibres traditionnels et remporté des succès inattendus en faisant élire vingt députés suédois en 1988 (mais totalement évincés trois ans plus tard) et en obtenant près de 15 % des voix lors des élections européennes de 1989 en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas.

Les anciens Etats socialistes d'Europe présentent un autre cas de figure. L'échiquier politique de ces pays est trop jeune et fragile pour que les Verts aient pu bénéficier d'une quelconque réaction de rejet. Peu représentatifs aujourd'hui, les écologistes n'ont pourtant pas été absents de la scène politique. En fait, ils ont souvent joué un rôle pionnier dans la contestation en utilisant la défense de l'environnement comme bannière de l'opposition anticommuniste. La première collecte de signatures contre le barrage hydro-électrique du Nagymaros, en Hongrie, remonte à 1984. Au même moment, le réseau est-allemand Arc-en-Ciel commencent à se mobiliser contre la pollution.

Le « modèle » néerlandais

Contrairement à leur voisin allemand, les Néerlandais ne disposent pas d'un « vert » au sens strict du terme, car la protection de l'environnement a été récupérée par l'ensemble de la classe politique. Dès le début des années 70, les Pays-Bas se sont dotés d'un ministère de l'environnement. La coalition de centre-droit au pouvoir (dépassée en 1985) s'est donnée l'ambition de provoquer, en une génération, un changement radical des modes de production et de consommation. Mais cette politique a été très heurtée et les Néerlandais ont dû affronter son collègue de l'environnement à propos de l'introduction d'une «écotaxe» sur la consommation d'énergie, dans une mesure pour la compétence des entreprises, au détriment des finances publiques, de retarder le prélevement afin de limiter la pression fiscale.

Mais le modèle néerlandais d'une école "institutionnalisée" n'est pas l'école au Benelux. En Belgique, rivalités communautaires obligent, il existe deux formations Vertes : Ecole chez les francophones et AGALVE chez les Flamands. Avant leurs dix-sept députés, ils ont fait construire une structure d'appoint lors des tractations laborieuses pour la formation d'un nouveau gouvernement après les élections de novembre. Toutefois, ces deux partis ont des figures nationales ou de grandes figures régionales, mais plutôt des personnalités diverses souvent hautes en couleur : à Liège, Ecole a fait élire au Sénat un moine carme, Germain Dufour ; à Gand, AGALVE a élu ses sénateurs compte aussi parmi ses sénateurs un ancien ouvrier socialiste, Jean Uylburgh, ancien député socialiste au Parlement européen. De façon générale, les Verts belges sont plus actifs dans les conseils régionaux et "journalistes" d'une réputation de sérieux, notamment chez les jeunes et les enseignants déçus par les socialistes.

Le vote sanction, comme en Allemagne et en Suède, a pour l'instant épargné les pays de l'Europe du Sud. Ecraints par les partis traditionnels, divisés en groupuscules, ils n'ont pas réussi à passer dans la vie politique nationale. Même si l'Autriche est l'une des villes la plus polluées d'Europe, les écologistes grecs sont totalement marginalisés et s'entrechoquent avec les autonomes et les libéraux avec lesquels ils ont formé une Fédération des écologistes alternatifs qui n'a recueilli que 0,77 % des suffrages aux législatives d'avril 1990.

de Budapest est irrespirable, les rivières polonaises polluent, la Tchécoslovaquie, dont les forêts sont ravagées par les pluies acides causées par le feu toujours dans l'ombre de la catastrophe de Tchernobyl. L'ensemble des anciens pays satellites sont équipés de réacteurs nucléaires soviétiques vétustes. Et en Bulgarie la centrale de Kozlevo doit terroriser les autorités : danger potentiel permanent, elle produit près de la moitié des besoins énergétiques du pays et, faute de moyens pour la remplacer, le gouvernement est condamné à «faire avec».

L'échec de la reconversion hongroise et bulgare

Le sort des écologistes hongrois est peut-être symptomatique de l'évolution des Verts dans les anciens pays socialistes : en quatre ans, ils sont passés d'un mouvement de masse à un obscurantisme grougnusculaire. C'est en Hongrie

A l'évidence, les écologistes de chaque côté de l'ancien rideau de fer ne présentent pas de visage uni. La première rencontre Est-Ouest, organisée par la Coordination européenne des Verts en mars 1990 à Budapest, a révélé ces clivages.

Il faudra sans doute attendre longtemps avant que les problèmes de l'environnement, pourtant omniprésents à l'Est, figurent parmi les préoccupations majeures des habitants. Pour pertinents qu'ils soient, les discours sur la qualité de la vie, chers aux écologistes occidentaux, ne trouvent que peu d'échos dans des pays encore confrontés à des pénuries et où la soif du « quantitatif » est si forte après de nombreuses années de privations.

A l'Ouest, on s'en doute, les priorités ne sont pas les mêmes. Depuis au moins dix ans, le discours écologiste a été récupéré par l'ensemble de la classe politique pour devenir une référence incontournable. Après avoir remporté certains succès impressionnants mais souvent éphémères, les écologistes tentent de s'imposer comme une force politique à part entière, afin d'échapper à leur image de roue de secours pour des électeurs en mal de protestation.

(Avec les correspondants
du *Monde* en Europe)

ELN

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5801
HORIZONTALEMENT

4. Que le Diable l'emporte ! Il s'écrit l'accenton en ménageant ses effets.

II. Se tort facilement. Sont brisés ou pichés. En France. - II. Se blissent facilement rouler. Accueille des pirates, accueille parfois des vauriens.

IV. Sort de l'eau.

C'était une façon très incorrecte de laisser tomber les gens.

V. Paniers de pêches.

Mex à l'abri de qui a été fauché.

VI. Forme d'avoir. Qui n'ont pas transpiré.

Est soigné avec ce qui vient du ciel. Participe. - VII. Du mépris sous une forme concise. Symbole.

Revient périodiquement. - VIII. Pièce de vers. Il y a des barbeaux dans sa famille.

IX. Temps sans nuages. Est à plain comme un gât.

X. Vieillit très vite.

Rond ou carré. - XI. Dans le Val d'Aïe.

Abréviation. Est en « anne ». - XII. Sont rassurés après une consultation. Est engagé pour tourner. Grande réserve d'essence. - XIII. Titre abrévié. Couverture à carreaux. - XIV. Critique, il n'est pas tendre.

Cousses lentement dans une forêt. Portions de canards. - XV. Effets qui accompagnent la veste. Élément de sommeil rêvés.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I															
II															
III															
IV															
V															
VI															
VII															
VIII															
IX															
X															
XI															
XII															
XIII															
XIV															
XV															

de souplesse peut provoquer des entorses.

12. Est bien triste à l'heure de la retraite. D'un auxiliaire.

11. Circulant à Rome.

10. Paysans étrangers. Behut très ancien. - 12. Qui est plus proche du lieu de la rose. Fautait faire pleurer celles qui les aiment.

13. On la fit chanter autrefois.

14. Perche au bord d'un rivière.

15. Il lui avait de présenter sa sœur à une jeune fille trois mois.

16. Direction. Rend une attaque.

17. Directeurs.

18. Conjonction.

VERTICALEMENT

1. La multiplication des pains. Projection en relief. Préface. — 2. Outil. Une solution qui n'est pas très claire. — 3. A reçu du liquide à l'encensement. — 4. Alléluia au combat avec des canons. — 5. Font verser bien des larmes. — 6. Passé indéfini. Accueilli des princes. — 7. Première succédée à sa cotation. Manière d'aller. — 8. Ponger un usage. Pronom. — 7. Ancien style. On les offrait à la vinaigrette. — 8. Opération qui donne un reste. Se tort ou se gondole. Lettres d'accusation. — 9. Prend son temps en toutes circonstances. Qui ont reçu des cravates neuves. Son manque

Solution du problème n° 5800
Horizontalement

I. Emusiers. - II. UA. Salive. -
III. Thé. Rad. - IV. Houle. Eva. -
V. Amiens. REC. - VI. Nénis. SL. Ré.
- VII. Az. Vé l. - VIII. Sinistres.
IX. Isoleraï. - X. Emua. Nu.
XI. Essences.

Verticalement

1. Euthanasie. - 2. Mahomé
tisme. - 3. Eues. Nous. - 4. U
LN. Viles. - 5. Tarées. Sa. - 6. M
Litron. - 7. Eldes. Râ. - 8. RV. Ve
veine. - 9. Sébacées. Us.

GUY BROUT

GUY BROUTY

Avec **Le Monde** sur Minitel

Admissibilité :

POLYTECHNIQUE

36.15 LE MONDE

Tapez RES

De nouveau pour vos soirées

***Franchement,
c'est rassurant
de savoir le matin
ce qu'on peut rater le soir
à la télé, non ?***

**ÉCOUTEZ LE "CLIN D'ŒIL TÉLÉ"
DE PHILIPPE AUBERT
DU LUNDI AU VENDREDI À 8H30
SUR EUROPE 2**

PROGRAMME
Europe 2

TOUTES LES FRÉQUENCES SUR 36.15 EUROPE 2, À PARIS SUR 103.5

SOCIÉTÉ

Le Sommet de la Terre à Rio

M. Bush propose une réunion avant la fin de l'année sur les changements climatiques

Dans son discours, prononcé vendredi 12 juin, le président Bush a confirmé l'attitude ferme des États-Unis et assumé son isolement. Malgré sa proposition d'une réunion sur le réchauffement du climat, son intervention a été jugée décevante par de nombreuses délégations. A la veille de l'arrivée de M. Mitterrand, un membre de la délégation française la qualifiait même d'« arrogante ».

RIO-DE-JANEIRO

de nos envoyés spéciaux

« Si un homme triche avec la terre, la terre trichera avec l'homme... » En plaçant ce proverbe chinois en exergue de son allocution, pour pouvoir l'accommoder ensuite à son profit, M. George Bush a aussitôt exprimé sa intention de jouer franc-jeu avec son auditoire, vendredi après-midi 12 juin, au Sommet de la Terre. Placé en position d'accusé depuis le début de la conférence de l'ONU à la suite de son refus de signer la convention sur la biodiversité, relative à la protection des espèces animales et végétales, le président des États-Unis n'a nullement assumé sa position : « Je ne suis pas venu ici pour m'excuser, a-t-il dit d'emblée. Je tiens à dire que nos efforts pour protéger la

biodiversité dépasseront ce qu'exige le projet de convention, que l'on propose et celui-ci risque au contraire de retarder les choses. De toute façon, il ne marchera pas... »

M. Bush s'est même flatté de son isolement : « Il n'est jamais facile d'être seul pour des raisons de principe mais parfois le leadership exige qu'on le soit... » Et il n'a pas usé d'artifices pour faire comprendre au reste de la planète que les États-Unis n'acceptent pas les leçons des écologistes de la dernière heure : « Nous sommes fiers de ce que nous avons accompli, a-t-il souligné après avoir dressé un bilan de la part prise par son pays à la protection mondiale de l'environnement et au développement, et nous sommes résolus à étendre notre mouvement. Pour protéger l'environnement, il faut soutenir la croissance. Ce qui l'Amérique a fait, personne ne l'a égalé ».

Fidel Castro et la dette écologique

Le président des États-Unis a tranquillement poussé sa contre-offensive jusqu'à proposer aux autres pays une démarche parallèle à celle de l'ONU. Il s'est déclaré prêt à une discussion... sur la base de ses propres suggestions. Il a proposé que les signataires de la convention sur les changements climatiques se retrouvent avant le 1^{er} janvier 1993 pour débattre de ses modalités

nationales d'application. Mais il a été clair pour tout le monde qu'il ne s'agissait là que de clauses de style et que M. Bush était fermement décidé à assumer son cavalier seul.

La prestation du président des États-Unis a évidemment écopé toutes les autres par son impact politique. Pourtant, cette première des deux journées consacrées aux discours de la centaine de chefs d'État et de gouvernement invités à prendre la parole entre vendredi et samedi a aussi été marquée par l'intervention du chef d'État cubain. Intervenant aussitôt après un rappel à l'ordre du président brésilien, M. Fernando Collor de Mello, sur la nécessité de respecter un temps de parole limité à sept minutes, M. Fidel Castro, connu pour sa verve, a sans doute commis l'un des discours les plus brevis de sa carrière.

En moins de cinq minutes, il a dressé un réquisitoire très sévère de la colonisation en estimant qu'une importante espèce biologique court le risque de disparition, c'est l'homme. Nous prenons aujourd'hui conscience des dangers qui nous menacent alors qu'il est presque trop tard, a-t-il déclaré. Les sociétés de consommation nées de politiques néocolonialistes sont responsables. Avec seulement 20 % de la population mondiale, ces sociétés consomment les trois quarts de l'énergie mondiale. Le chef de

l'État cubain a conclu : « C'est la dette écologique qu'il faut payer, non la dette extérieure. C'est la faim qui doit disparaître et non l'homme. Les égoïsmes, l'hégémonisme, l'irresponsabilité, les impérialismes, l'insensibilité, le mensonge doivent cesser. »

Cette admonestation a été reprise par son homologue chinois, M. Li Peng, qui a exhorté la communauté internationale « à veiller à ce que le développement économique ne dépasse pas le seuil de tolérance de l'environnement » et « à déployer des efforts réels en vue d'aider les pays en développement à surmonter leurs difficultés en matière de dette, de commerce et de finances et à faire décoller leurs économies. »

Les premiers orateurs de la Communauté européenne se sont exprimés à l'unisson. Le premier ministre britannique s'est exprimé en soulignant « l'extraordinaire effort conduit à Rio-de-Janeiro pour définir les priorités à venir ». M. John Major a fait preuve d'un optimisme raisonné : « Nous n'obtiendrons pas tous les résultats escomptés à cette conférence. En ce qui concerne les forêts, nous devons nous contenter d'une déclaration de principes. Les deux conventions sur les changements climatiques et la biodiversité ne sont pas la fin du chemin, mais elles contiennent obligation de gérer nos ressources dans un intérêt com-

mun. » Il s'est engagé, pour sa part, à « lancer une initiative de type de celle de Darwin, c'est-à-dire un inventaire des habitats et des espèces les plus importants de la Terre » et à organiser « un grand forum global » d'organisations non gouvernementales en juin prochain à Londres.

Comme son homologue britannique, M. Helmut Kohl a regretté que le Sommet ne se soit pas clairement engagé sur la définition d'un cadre juridique international pour la protection des forêts. La déclaration de la conférence à ce sujet n'évoquera en effet qu'en termes vagues et sibyllins la possibilité d'une prochaine convention contraignante pour les États signataires. Le chancelier allemand a ajouté que son pays souhaite, comme la France, consacrer « le plus tôt possible » 0,7 % de son PNB à l'aide publique au développement, bien que, dans son esprit, cette aide doive inclure les pays de l'Est.

Les 20 milliards de francs de la CEE

C'est le premier ministre portugais, M. António Guterres, qui a présidé en exercice de la Communauté, qui a publiquement confirmé l'effort supplémentaire décidé par la CEE avec la création d'un nouveau fonds pour l'environnement et le développement d'un

montant de plus de 20 milliards de francs. Il a précisé que cette initiative avait été prise sur proposition initiale de la France, en soulignant toutefois que cette enveloppe mélangerait des subventions financières nouvelles à des sommes déjà existantes. « Il ne faut pas, de toute manière, considérer cette annonce comme une fin en soi, a-t-il affirmé un peu plus tard l'un des hauts fonctionnaires de la Communauté, mais plutôt comme un symbole représentatif de la volonté constructive des États de la communauté. »

L'arrivée de M. François Mitterrand n'étant prévue que samedi matin, et sa visite se caractérisant déjà par sa brièveté, la France est ainsi apparue quelque peu absente de cette première journée du Sommet des chefs d'État. Cette discrétion a d'ailleurs été remarquée à Paris même. Le ministre délégué à la coopération et au développement, M. Marcel Debarge, s'est donc employé à souligner la part importante prise par la délégation française dans les travaux préparatoires et dans les conclusions des négociations internes à la Communauté européenne. En débarquant à Rio-de-Janeiro, le président de la République subissait néanmoins le handicap de parler au moment où la messe semblait dite. La question était de savoir s'il parviendrait à la transformer en avantage.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT et ALAIN ROLLAT

ÉDUCATION

L'accord entre l'Etat et l'enseignement catholique

Suite de la première page

En ce sens, la large adhésion du Conseil national de l'enseignement catholique qui a approuvé ses propositions par trente-quatre voix - il y a eu un bulletin nul - le vendredi 12 juin, ne pourra que conforter le ministre dans sa volonté « d'enterrer la hache de la guerre scolaire ».

Pour ce faire, le protocole d'accord vise, d'une part, à apurer le contentieux relatif au forfait d'externat qui fixe la participation de l'État aux dépenses de fonctionnement des établissements privés et, d'autre part, à prendre en compte la série de revendications portant sur l'amélioration des situations des personnels travaillant dans le privé. Ces mesures « de bon sens », estime-on aujourd'hui au ministère de l'Éducation nationale, découlent directement de l'application du principe de parité avec l'enseignement public inscrit soit dans la lettre, soit dans l'esprit de la loi Debré de 1959, qui définit le cadre des contrats avec l'État.

Déjà, en décembre 1991, M. Lionel Jospin, alors ministre de l'Éducation nationale, avait décidé unilatéralement d'accorder à l'enseignement catholique 1,8 milliard de francs, état sur six ans, au titre des arriérés du forfait d'externat. La réalité de ces arriérés, accumulés entre 1982 et 1989, avait été constatée en octobre 1991 par le Conseil d'État. Or, dans sa démarche, M. Jospin, fort d'avoir accordé la plus importante somme jamais mise à disposition par un gouvernement à l'enseignement privé, avait délibérément écarté le « volet social » de ses revendications.

C'était oublier que ce volet avait conditionné, aux yeux des responsables de l'enseignement catholique, la réduction de leurs prétentions sur le montant total des arriérés, ceux-ci ayant été évalués à 4 ou 5 milliards de francs.

Aujourd'hui, M. Lang ne revient certes pas sur ce chiffre de 1,8 milliard, qu'il entend faire approuver par voie législative dans la présente session parlementaire (un projet de loi a été déposé en avril), mais il s'engage fermement sur le « volet social » des revendications.

Ainsi, le recrutement et la formation des maîtres du premier degré seront mis à parité avec le public dès 1992-1993. Les enseignants du privé pourront accéder aux échelles de rémunération du nouveau corps des professeurs des écoles à compter de 1993. Quant au recrutement et à la formation des maîtres du second degré, la

Rue de Grenelle s'engage à ouvrir des discussions en vue de l'organisation des concours de recrutement de 1994, mais place la balle dans le camp opposé : c'est à l'enseignement catholique d'« opérer une transformation en profondeur des modalités de recrutement des maîtres du privé du second degré ».

Contreparties du privé

En outre, quoi qu'il en soit, la législation ni jurisprudence n'a fait obligation, les documentalistes du privé verront leurs tâches reconnues par l'État et leur financement pris en charge progressivement sur trois ans à partir de janvier 1993. De même, toujours sous obligation, le gouvernement a décidé de prendre en charge progressivement sur cinq ans un système de décharges d'heures d'enseignement pour les directeurs des écoles privées, aligné sur celui en vigueur dans le public. Deux dispositions législatives doivent être bientôt proposées en ce sens. Enfin, l'État s'engage à payer sa part dans les retraites des enseignants du privé et à constituer un groupe de travail afin d'étudier plus généralement leurs conditions de retraite.

La fin de la guerre ?

par Jean-Michel Dumay

La solennité et le faste républicain de la rue de Grenelle, où vient d'être signé l'accord « historique » entre l'État et l'enseignement catholique, participent-ils eux aussi de l'« effet de choc » recherché par les deux institutions ? Célébrant conjointement « la victoire de la modération et du bon sens », le pacte conclu entre le Père Cloupet et M. Lang ne peut faire oublier, huit ans après la manifestation de 1984, le chemin parcouru.

En dix ans à peine, la gauche aura brandi le spectre du grand « service public unifié et laïque de l'éducation nationale », ravivé brutalement « la guerre des deux France », plongé plus d'un million de personnes dans la rue, puis cédé, avant de reconnaître aujourd'hui le droit et la reconnaissance de la contribution de l'enseignement privé au système éducatif. Le credo du pouvoir socialiste a cédé : hier l'entreprise, aujourd'hui l'enseignement privé.

En accordant, sans redigérer, le

En contrepartie de ces mesures dont le coût, « modeste » selon le ministère, est évalué à moins de 700 millions de francs, sur trois ans, M. Lang a obtenu des organisations de gestion de l'enseignement catholique (OGEC) qu'ils s'engagent à renoncer à toute action contentieuse relative aux arriérés du forfait d'externat et qu'ils entérinent les mesures prises par le gouvernement afin d'assurer à l'avenir les relations financières entre l'État et les établissements privés : le versement sur six ans de 1,8 milliard de francs pour « tirer un trait sur le passé », la définition d'un nouveau mode de calcul et l'actualisation triennale du forfait d'externat.

Du côté de l'enseignement catholique, on ne cache pas la satisfaction de voir aboutir le dossier. « Un dialogue s'est ouvert », constate le Père Cloupet. Un dialogue exigeant, qui nous pousse à formuler, nous aussi, des propositions. Je m'en réjouis. Subside encore, dans l'ombre du protocole, une autre pomme de discorde : la question du financement par les collectivités locales des investissements immobiliers des établissements privés symbolisée par l'antique loi Falloux. L'UNAPEL entendait bien, vendredi soir, ne pas céder dans les prochains mois sur ce terrain-là. Celui-là même sur lequel, à l'Assemblée nationale, les députés de l'opposition ont émis inlassablement à chaque session parlementaire.

J.-M. Dy.

Le palmarès du concours général

10 776 candidats se sont présentés cette année au concours général. 204 ont reçu un prix ou un accessit et 106 mentions régionales ont été décernées. La traditionnelle domination parisienne s'est sensiblement émolossée cette année puisque les lycées de la capitale n'ont obtenu que 39 récompenses (8 de moins que l'an dernier). L'académie de Versailles progresse rapidement (33 citations, soit deux fois plus qu'il y a deux ans). Si le lycée Louis-le-Grand (14 récompenses) reste en tête, Henri-IV (7 récompenses) est rejoint par le lycée international de Saint-Germain-en-Laye, le lycée La Martinière de Lyon et le lycée Carnot de Dijon.

Nous publions la liste des prix au concours général. La liste complète des prix, accessits et mentions régionales sera publiée dans le numéro de juillet-août du Monde de l'éducation.

Classes de première

COMPOSITION FRANÇAISE
1^{er} prix : Paul Egre (Fermat, Toulouse); 2^e prix : Marc Foglia (de Borda, Dax)
THEME LATIN
1^{er} prix : Gwendal Martin (Stanislas, Paris); 2^e prix : Ingrid Couep (Louis-le-Grand, Paris); 3^e prix : François-Xavier Lecluze (Stanislas, Paris)
VERSION GRECQUE
1^{er} prix : Sébastien Hauvespre (Janson-de-Sailly, Paris); 2^e prix : Thierry Boute (Saint-Croix-de-Neuilly, Neuilly-sur-Seine); 3^e prix : Vincent Lequena (lycée d'Angers, Angers)
VERSION LATINE
1^{er} prix : Julien Dufour (Rabelais, Meudon); 2^e prix : Jacques Begot (Edouard-Herriot, Lyon); 3^e prix : Vincent Homer (Bouchardon, Chamois)
GEOGRAPHIE
1^{er} prix : Emmanuelle Rosso (Daumie, Marseille); 2^e prix : Xavier Emery (C. de Marçay, Marçay-en-Barrois); 3^e prix : Christophe Psychogios (lycée St-Sigisbert, Nancy)
HISTOIRE
1^{er} prix : Paul Egre (Fermat, Toulouse); 2^e prix : Olivier Schmitt (Richelieu, Ruell-Malmaison); 3^e prix : Christophe Bourgeois (du Parc, Lyon)

Classe de terminale

ALLEMAND
1^{er} prix : Nora Vogel (lycée de Gaule, Bonn); 2^e prix : Antoine Frohler (lycée international, Ferny-Volmar); 3^e prix : Joëlle Guillard (lycée international, Saint-Germain-en-Laye)

ANGLAIS

1^{er} prix : Alexis Kharian (Louis-le-Grand, Paris); 2^e prix : Diane Langlume (École active bilingue, Paris); 3^e prix : Camille Coste (Montesquieu, Bordeaux)

ARABE

1^{er} prix : Nidhar Agoubi (Descartes, Rabat); 2^e prix : Malika Ech Cherif el Kettani (Descartes, Rabat); 3^e prix : Soumaya Lahman Benammi (Descartes, Rabat); 4^e prix : Omar Benjeloun (Descartes, Rabat)

CONSTRUCTION

1^{er} prix : Christophe Marty (St-Joseph, Rodez); 2^e prix : Benoît Degrois (Ozannan, Lille)

DISSERTATION PHILOSOPHIQUE (série A)

1^{er} prix : Sandrine Bolmont (Pégo, Valenciennes); 2^e prix : Jean-Christophe Holzer (Massena, Nice); 3^e prix : Laurence Lompine (Fermat, Toulouse)

DISSERTATION PHILOSOPHIQUE (série B, C, D, E)

1^{er} prix : Antoine Poussier (François 1^{er}, Le Havre); 2^e prix : David Bouchoucha (Louis-le-Grand, Paris)

ECONOMIE ET DROIT (série G)

1^{er} prix : Yanina Hamani (G. Fauriol, Poitiers); 2^e prix : Olivier Hédery (St-Etienne, Lyon); 3^e prix : Sophie Temporel (Notre-Dame, Villeneuve)

ESPAGNOL

1^{er} prix : Maria Sancho (lycée de Valence); 2^e prix : Patricia Aguerre (lycée de Barcelone); 3^e prix : Sandra Patino (Molière, Rio-de-Janeiro)

HEBREU

1^{er} prix : Nathalie Steinman (Louis-le-Grand, Paris)

ITALIEN

1^{er} prix : Ali Bortolan (St-Etienne, Lyon); 2^e prix : Gabrielle Godard (Henri-IV, Paris); 3^e prix : Joséphine Iannessi (Beauséjour, La Seyne-sur-Mer)

MATHÉMATIQUES (série C, E)

1^{er} prix : Olivier Schiffmann (Potholiers, Strasbourg); 2^e prix : Jean-Paul Mohsen (Falaris, Saintes); 3^e prix : Marc de Crisnoy (Louis-le-Grand, Paris)

PORTUGAIS

1^{er} prix : Arménia Reis (Branly, Nogent); 2^e prix : Christine Manata (Camille-Sée, Colmar); 3^e prix : Alexandre Gonçalves (Leprieux, Lisbonne)

RUSSIE

1^{er} prix : Gueorgui Brankov (Molière, Paris); 2^e prix : Agnès Stankovitch (Buffon, Paris)

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES (série B)

1^{er} prix : Didier Demaison (Le Corbusier, Poissy); 2^e prix : Aurélien Colson (Joffre, Montpellier)

SCIENCES NATURELLES (série D)

1^{er} prix : Claire Bernard (Berthollet, Nancy)

SCIENCES PHYSIQUES (série C, D, E)

1^{er} prix : Frédéric Caigny (Chatelet, Douai); 2^e prix : Philippe Naudet (Carnot, Dijon)

TECHNOLOGIE

1^{er} prix : Xavier Brenne (J. Leblou, Armentières); 2^e prix : Stéphane Campidelli (A. Varoquaux, Tomblaine); 3^e prix : Patrice Pelka (L. Vincent, Metz)

Construction mécanique

1^{er} prix : Cédric Monnet (lycée aux Lazaristes, Lyon); 2^e prix : Pierre Chénia (La Mache, Lyon); 3^e prix : Michaël Léger (E. Branly, Lyon)

Électronique

1^{er} prix : Thierry Barnaud (Lortz, Nancy); 2^e prix : Fabrice Corra (Lombards, Troyes); 3^e prix : Stéphane Bonnet (Lortz, Nancy)

Électronique

1^{er} prix : Christophe Borchichon (Pascal, Châteauneuf); 2^e prix : Gilbert Maout (J. Roustan, Villepinde)

Équipement technique du bâtiment

1^{er} prix : Benoît Cayzac (L. Vicat, Souillac)

Général

1^{er} prix : Eric Heintz (A. Perret, Hédery); 2^e prix : Michaël Mesure (St-Castres, Joux-les-Tours)

Option microtechnique

1^{er} prix : Laurent Tancet (J. Perrin, St-Ouen-L'Aumône); 2^e prix : Anthony Chevy (C. Poncet, Cluses); 3^e prix : Eric Lallement (R. Cassin, Noisiel)

Physique et électrotechnique

1^{er} prix : Philippe Rondeau (ENCPB, Paris)

Sciences médico-sociales

1^{er} prix : Virginie Maître (Bellevue, La Mulotière); 2^e prix : Christine Rodrigues (Feyder, Epinay-sur-Seine)

Sciences biologiques, option biochimie

1^{er} prix : Loïc Belbooch (Chaptal, Quimper); 2^e prix : Carole Marini (G. de la Tour, Metz)

Sciences biologiques, option biologie

1^{er} prix : Céline Bouquet (Uruguay France, Avon); 2^e prix : Frédéric Vermorel (La Martinière, Lyon); 3^e prix : Nathalie Roche (de La Plaine, Amberg-Weizburg)

Classes de première et terminale

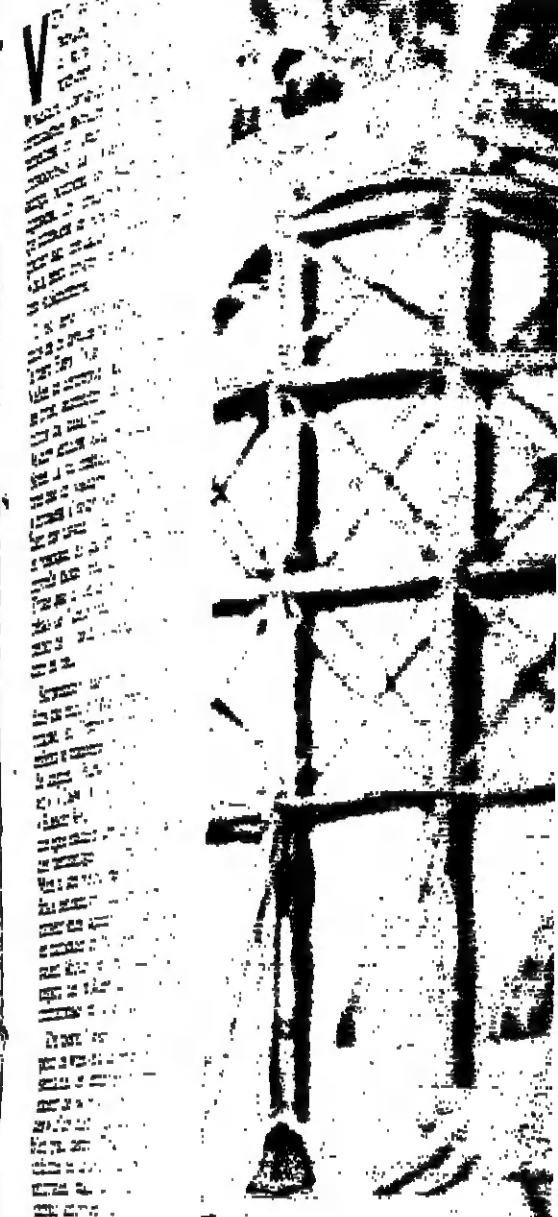
ARTS PLASTIQUES

1^{er} prix : Carine Pinguet (Descartes, Tours); 2^e prix : Loïc Le Piver (E. d'Orvè, Nice); 3^e prix : Jean-Luc Des Mond (G. Caspary, Aire-sur-Adour)

ÉDUCATION MUSICALE

1^{er} prix : Juliette Boubel (Poincaré, Nancy); 2^e prix : Estelle Hédery (François 1^{er}, Fontainebleau); 3^e prix : Cécile Tiborghien (J. Calvin, Noyon)

L'imperturbal



Amiens réconcilie ses polices



HEURES LOCALES

L'imperturbable sourire de Mickey

Deux mois après son ouverture, les jours fériés sont fastes pour le parc d'attractions de Marne-la-Vallée. Mais, en semaine, Euro Disney attire peu de visiteurs français

VENT de panique à Frontierland : le petit train de la mine est en arrêt au sommet de Big Thunder Mountain. Lorsque, au terme d'interminables minutes, les wagons se remettent en route, les voyageurs, immobilisés au sommet du roc orange, poussent un soupir de soulagement. Les centaines de familles qui attendent de pouvoir à leur tour goûter aux sensations fortes aussi. Voilà deux heures qu'elles patientent stoïquement.

Il est déjà vingt-deux heures, mais en ce dimanche de Pentecôte, le parc Euro Disney, à Marne-la-Vallée, ne désemplit pas. Ce jour-là, les bruits alarmistes sur la fréquentation du quatrième royaume de Mickey feraient sourire dans Main Street. La rue centrale est si encombrée que les voitures à chevaux qui circulent d'ordinaire sont restées dans leur hangar. Touristes en short et bottines de paille, l'ambiance rappelle moins celle de la Foire du Trône que la cohue polyglotte des relais de l'autoroute du Sud, un retour de 15 août. L'odeur du popcorn est plus.

Surprenante Babel européenne dans une enclave typiquement américaine. Ici l'émerveillement des enfants se manifeste en une dizaine de langues. « *Blanc-Neige* », « *Snow White* » et autres « *Blanche-Neige* », orient-ils avec une égale émotion lors de la parade des personnages du vieux Walt. Mais si une bonne partie de cette foule déboussolée vient de loin, la rumeur selon laquelle les Français, en particulier les Parisiens, bouderaient Mickey ne tient guère au regard des milliers de véhicules immatriculés en Ile-de-France.

Du moins l'observation vaut-elle pour ce week-end de Pentecôte. En semaine, les étrangers représentent de 60 % à 70 % des « invités » d'un parc d'attractions alors bien plus calme. C'est ce que l'on indique de source plus officielle informée, mais de toute façon jamais autorisée. La discrétion, pour ne pas dire l'obsession du secret, des responsables de la société américaine est désormais connue. Cependant, M. Robert Fitzpatrick, président-directeur général du groupe, a publié le 4 juin, que les éléments chiffrés. La baisse continue du titre Disney à la Bourse de Paris, depuis l'inauguration, le 11 avril, pourrait expliquer ce brusque souci de transparence.

Un million et demi de visiteurs en sept semaines

Selon le communiqué officiel, au cours des sept premières semaines de fonctionnement, plus d'un million et demi de visiteurs, soit une moyenne de trente mille personnes par jour, auraient « pris part à la magie d'Euro Disney ». Une affirmation suffisante pour que M. Fitzpatrick exprime sa satisfaction lors d'une visite à M. Pierre Bérégovoy. Mais sur une période trop courte pour « extrapoler d'une manière significative » sur les résultats à venir. L'objectif affiché demeure onze millions d'entrées par an (le Monde daté 12-13 avril). Au rythme actuel, il est encore accessible. Reste que les responsables d'Euro Disney semblent préoccupés par les fluctuations de la fréquentation des hôtels du parc.

Les gérants des chaînes hôtelières implantées à Marne-la-Vallée confirment ces variations saisonnières. Passé l'euphorie des vacances de Pâques, les touristes à la recherche d'une chambre meilleur marché que celles proposées dans le parc se sont fait

plus rares. Pourtant, dans ces établissements de la ville nouvelle, qui ne se privent pas de mettre en avant la proximité du territoire de Mickey, tous admettent que les visiteurs constituent, surtout le week-end, un complément à leur traditionnelle clientèle d'affaires.

Du côté des professionnels du tourisme, l'optimisme est de mise. Par exemple, chez Visit France, filiale d'Air Inter qui propose des séjours de trois jours, le commentaire est sans ambiguïté : « *Ça marche très bien* ». Havas-Voyages, qui a signé un accord avec les promoteurs de Donald, aurait déjà vendu des milliers de forfaits Disney-vacances ; en outre, les réservations s'étaleraient jusqu'à l'automne prochain. Les responsables de France-Tourisme assurent que la journée à Euro Disney, en autocar, est l'excursion la plus demandée depuis Paris. Il en est de même pour la visite de la capitale au départ de Marne-la-Vallée.

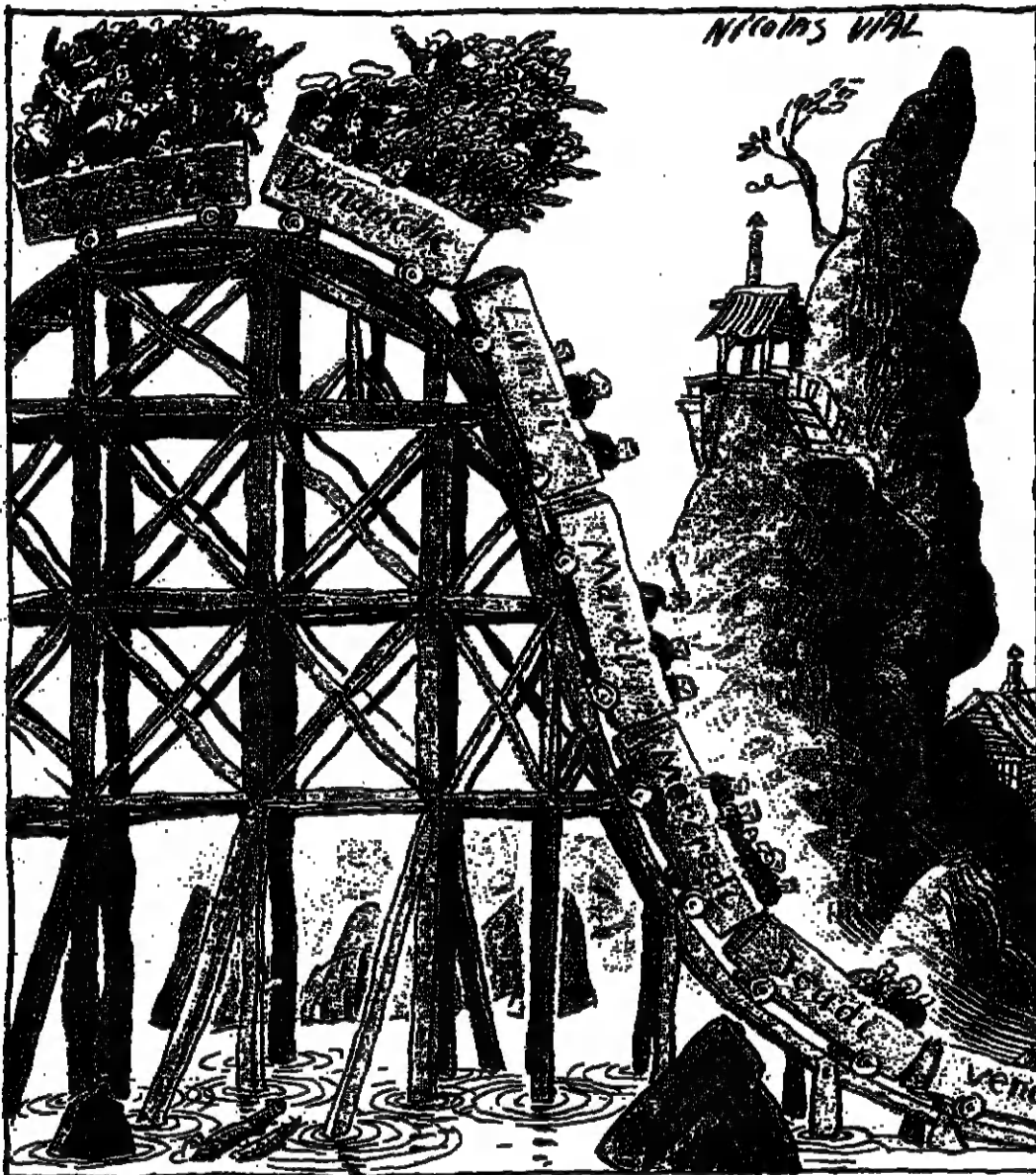
Un produit attractif donc, mais commercialisé dans des conditions qui sont loin de satisfaire les « partenaires » de la société américaine. Dès le mois de mai, le Syndicat des professionnels français du tourisme en autocar (SNET) faisait part ouvertement de son « mécontentement » face aux contraintes qui sont imposées à ses adhérents. « *Disney n'accepte pas les règles en usage sur le Vieux Continent. S'il le faut, nous pourrions conseiller à nos clients d'autres destinations* », envi-

sage M. Patrick Raynaud, secrétaire général du SNET, en précisant que « *la grogne est générale en Europe* ».

En attendant, les visiteurs se bousculent mais se montrent vigilants face aux tentations que propose un parc qui est aussi un centre commercial. Chaumière des Sept Nains, atelier du Brave Petit Tailleur : la moindre boutique prend ici des aspects oniriques. Intéressant, une trentaine de lieux de vente essaient de séduire enfants et adultes en mal de souvenirs. Et dans la liste des objets de convoitise les plus invraisemblables, la couronne plaquée or de la Belle au bois dormant, à 5 200 francs, figure en bonne place.

Les limites du rêve

La « magie Mickey » n'est pas inopérante. Quoique concurrencées par le chapeau de shérif, les célèbres oreilles noires et la casquette demi-tête de Donald se portent davantage que le tarbouche oriental vendu dans l'Adventureland Bazar. Les Européens résistent apparemment assez fermement. La majorité d'adultes présents dans le parc, le dimanche comme le mercredi, explique peut-être cette force de caractère. En ces temps incertains, le poncho en plastique jaune à l'effigie de la souris reste le seul article qui s'arrache.



Manger et boire font partie intégrante de la fête, ce n'est un secret pour personne, surtout pas pour l'équipe Disney. La part de la profusion semble cette fois être le bon. Lorsque les « invités » ne grignotent pas, ils s'assoient. Les concepteurs du parc se sont cantonnés dans ce qu'ils savent faire : cuisine américaine à tous les coins de rue. Ces saveurs n'ont plus grand-chose d'exotique, nul ne paraît déconcerté.

Le service et l'organisation des caisses se révèlent en revanche balbutiants. Comment pourrait-il en être autrement ? M. Fitzpatrick s'enorgueillit d'avoir recruté 16 000 cast members, à plein temps ou saisonniers, de 86 nationalités et parlant 34 langues. Oubliant de préciser qu'il s'agit d'un personnel jeune, souvent inexpérimenté, aux salaires peu encourageants (de 5 000 F à 6 000 F brut pour un emploi de serveur par exemple).

Bruno, fier d'être déjà formateur au bout de quelques mois de présence, ne tarit pas d'éloges à l'égard de son employeur. « *Disney te donne la chance, il ne te demande ni casier judiciaire ni les papiers militaires. Moi, j'ai quitté l'école à quatorze ans* », Bruno est venu du sud de la France pour devenir manager. Il a un moral d'acier. Représentatif ?

« *En avril, dans l'un des restaurants du parc, il était courant d'enregistrer huit démissions par jour* », témoigne une serveuse visiblement déprimée, qui rêve de retourner dans sa région natale. La disponibilité, l'amabilité exigée par Disney s'avèrent au-dessus de ses capacités. A l'entrée, une étudiante des Hauts-de-Seine, qui pensait jouer les caissières tout l'été, envisage aussi de jeter l'éponge d'ici fin juin. Quatre heures de transports quotidiens ont eu raison de sa détermination. Les contraintes vestimentaires si décrites ne sont plus guère évoquées. Ce sont les faibles rémunérations ou les conditions de vie qui marquent aujourd'hui les limites du rêve. Certes, dans les bourgs alentour, Disney a construit six cents appartements pour ses employés (deux cents supplémentaires devraient être livrés sous peu). Mais les trois-pièces abritent parfois quatre personnes, les studios pour célibataires, deux, et les loyers s'alignent sur ceux du marché d'Ile-de-France.

« *La clé de notre succès repose dans les mains de nos cast members* » réplique à l'envi M. Fitzpatrick. Il ne s'agit pas d'un slogan vain. Quelques manèges et attractions ne suffiront pas à aiguiller longtemps la curiosité des foules. Au pays de Mickey, tout repose sur un décor exceptionnel, un spectacle permanent, un accueil, un service de qualité, un savoir-faire qui ne s'acquiert qu'avec le temps.

Comment le groupe de loisirs parviendra-t-il à fidéliser un personnel jeune, plutôt mobile, où les Français seraient déjà minoritaires, compte tenu des conditions qu'il leur offre ? Voilà l'équipe Disney face à un défi à sa mesure.

MARTINE VALO

Des voisins attentifs

L'OUVERTURE d'Euro Disney, à Marne-la-Vallée, le 12 avril, devait entraîner les embouteillages du siècle. La foule et le bruit allaient submerger les communes alentour. Des prévisions par trop pessimistes. Aucune des nuisances annoncées n'a été au rendez-vous. Certes, la municipalité de Chessy se plaint des détonations du feu d'artifice qui illumine le château de la Belle au bois dormant. Et, selon la direction du vent, les habitants entendent siffler le petit train à vapeur.

Avec sa gare RER et son accès autoroutier, le parc d'attractions est parvenu à canaliser ses visiteurs sans troubler ses voisins. Mais ce ne sont pas les « invités » de Mickey qui suscitent aujourd'hui l'inquiétude des élus des cinq communes du Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN) des portes de la Seine. Les employés de Disney, en revanche, leur causent quelque souci.

Foyers-dortoirs et « ghettos de luxe »

Magny-le-Hongre est passé de 350 à 1 150 habitants. La majorité des 800 jeunes logés là, dans des appartements construits rapidement par le groupe de loisirs, ne parlent pas français. Ils sont accueillis, mais pas vraiment accueillis dans ce village qui manque de commerces de proximité, d'équipements et de dessertes de transports. Les bourgs du secteur IV de Marne-la-Vallée ne veulent pas se transformer en foyers-dortoirs pour jeunes travailleurs. Ni même, lorsque les cadres se seront à leur tour installés, en « ghettos de luxe », aussi difficiles à gérer, selon le président du SAN, que les grands ensembles déshérités.

Avec ses soixante-cinq hectares, le royaume de Mickey ne constitue que la partie visible de l'enclave Disney. La firme doit en effet construire, en trente ans, sur un territoire près de trente fois plus étendu, un centre commercial, des milliers de mètres carrés de bureaux, un deuxième parc sur le thème du cinéma, des logements... Les élus du SAN, eux, ne disposent pas d'autant de temps pour réagir, s'ils ne veulent pas se voir baptiser Disney-City.

Parce qu'ils admettent qu'ils ne passent pas l'été à face à la firme américaine, ils sont condamnés à présenter un front uni. Mais les ressources fiscales pourraient constituer une première source de discord. Entre les communes accueillant les zones d'activités et celles se contentant des logements, les revenus estimés à l'horizon 1998 s'étageraient, après péréquation, de un à dix.

M. V.

Amiens réconcilie ses polices

Fonctionnaires d'Etat et agents municipaux ont conclu un accord pour travailler ensemble

AMIENS
de notre envoyé spécial

HABITUELLEMENT, dans les grandes villes, la police de l'Etat et la police municipale coopèrent peu. L'accord qui a été conclu dans la capitale de la Somme bouleverse cette donne. Mais il ne doit rien au hasard. Non seulement le protocole d'Amiens était préparé depuis plus d'un an par le préfet de région et le maire de la ville, mais la police municipale paraît réunir toutes les conditions pour être élevée au rang de partenaire d'Etat.

« *Il est trop simple, quand on est maire d'une grande ville, de répondre que la sécurité ne dépend que de l'Etat*, explique M. Gilles de Robien

(UDF-PR), député de la Somme et premier magistrat d'Amiens. *Développer la police municipale est, pour moi, une étape dans la décentralisation de la mission de sécurité. Il serait absurde d'opposer les deux polices, nationale et municipale*. Après son élection en 1989, M. de Robien a créé une police municipale qui a pris tant d'embouppement - 63 fonctionnaires municipaux secondés par 10 auxiliaires, pour une enveloppe budgétaire annuelle de 13 millions de francs (1) - qu'elle peut difficilement être tenue pour quantité négligeable.

ERICH INCIYAN
Lire la suite page 11

(1) Le budget municipal s'élève à 1,2 milliard de francs.



CRÉDIT FONCIER

M. le maire, les grandes questions que vous vous posez, posez-les au Crédit Foncier.

M. le maire, le Crédit Foncier finance vos grands projets depuis 140 ans. 140 ans d'expérience et de réalisme. Ce qui vous assure la plus grande liberté de choix pour des financements adaptés à vos besoins à des conditions particulièrement intéressantes. M. le maire, si vous avez de grands projets pour votre ville, le Crédit Foncier aura de grands projets pour vous.

Crédit Foncier. Votre allié dans le temps.

HEURES LOCALES

Le troisième salon de l'implantation d'entreprises

Vichy soigne son visage

La ville de l'Allier rénove son centre et restaure son patrimoine pour attirer les industriels

VICHY

de notre envoyée spéciale

Pendant trois jours, du mardi 16 au jeudi 18 juin, les collectivités locales vont se présenter aux entreprises. A l'occasion de la troisième édition du salon S'implanter, qui a lieu au Parc des expositions de la porte de Versailles à Paris, villes et régions ont la possibilité de faire connaître les sites qu'elles aménagent et les politiques économiques qu'elles conduisent. Avec un objectif, comme les élus de Vichy dont nous présentons la démarche : convaincre les investisseurs de choisir leur territoire.

UNE image s'impose dans la ville d'eaux aujourd'hui bécotée de grès. Vichy se refait une santé, ou plutôt une beauté. Près de 1,5 milliard de francs investi dans une commune de 27 000 habitants ne passe pas inaperçu. Rénovation accélérée du parc hôtelier (la ville compte 5 000 chambres), des installations thermiques, transformation du centre-ville en zone piétonne originale, restauration du patrimoine immobilier et culturel, construction d'un futur centre de congrès. Sans oublier l'aménagement de parcs d'activités économiques.

Objectif : la renaissance de la cité. M. Claude Malhuret (UDF), maire depuis 1989, n'en fait pas mystère, la ville était sur le point de mourir. Avec plus de 14 % de chômeurs, dont près de la moitié de longue durée, Vichy est le bassin le plus touché du département. Sonnette d'alarme supplémentaire : le dernier recensement

de la population a montré que la ville, comme le département, était en train de se vider.

Vichy n'en est pas à sa première résurrection. L'ancienne capitale d'été de Napoléon III a perdu depuis longtemps ses fastes d'antan. Reconvertie en thermale populaire dans les années 60, elle a vu progressivement fondre le nombre de ses curistes. Elle se tourne aujourd'hui vers la « santé globale », destinée à attirer une clientèle plus jeune et plus fortunée. Une fois de plus, la ville s'appuie sur sa vocation traditionnelle pour trouver un nouveau souffle.

Devenir la capitale du cosmétique

Tout a commencé, en effet, en 1987, lors de la signature avec l'Etat d'un plan quinquennal de relance des activités liées aux eaux de source. L'exploitant du domaine thermal de Vichy, la Compagnie fermière, récemment encore filiale de la société Perrier, constitue d'ailleurs l'un des principaux investisseurs des grands chantiers actuels.

Mais cette fois pas question d'encourir les dangers de la monoactivité. Les industries de la beauté et de la forme sont invitées à venir s'installer et à bénéficier ainsi d'un environnement porteur, d'une renommée qu'il reste à acquérir. L'ouverture, en 1993, du Centre de santé globale des Célestins, complété au nouvel hôtel quatre étoiles du groupe allemand Steigenberger, devrait permettre de consolider cette image. L'Oréal fabrique déjà ici les produits qui ont hérité du nom de la ville. Quelques entreprises de sous-traitance, de la production de tubes en plastique à la fabrication de bouchons, voisinent cette usine moderne. Mais pas en nombre suffisant aux yeux de M. Bruno Pinard-Legry, directeur de l'Agence Vichy-Développement, qui espère voir la ville devenir la capitale du cosmétique. Reste à trouver des candidats.

Comme de nombreuses collectivités locales, la municipalité s'est dotée, en 1989, d'une structure chargée de prospecter et plus encore de soutenir l'activité éco-

nomique déjà existante. Cinq personnes, un budget annuel de 2 millions de francs, l'équipe de M. Bruno Pinard-Legry ne manque ni d'enthousiasme ni d'ambition. Pour quel bilan ? Certes, la création d'entreprises dans le bassin vichyssois s'approche désormais de la moyenne nationale, sans infériorité pour autant la courbe du chômage. Pour un peu, M. Pinard-Legry balancerait ce constat abrupt d'un revers de la main : « Il faut du temps pour que les chefs d'entreprise prennent la parole, pour que les élus se mobilisent, que les populations se réveillent, bref pour créer une culture locale du projet. Aujourd'hui, nous sommes prêts ! »

Changement des mentalités

Même écho de la part de M. Gilles Forissier, président départemental du Centre des jeunes dirigeants d'entreprises (CJD). Preuve du changement des mentalités, de l'avis du directeur administratif et financier du groupe de construction électrique Peintamelec : le dynamisme des

adhérents du CJD. Au moins dix d'entre eux, sur une cinquantaine, seraient sur le point d'agrandir leurs locaux ou de construire de nouvelles unités. « Si la relance économique se contente de frémir, Vichy a au moins franchi un grand pas », estime-t-il.

Les milieux économiques ont de quoi se féliciter. Car, et c'est là une spécificité locale, ce sont eux qui se sont mobilisés les premiers. En 1986, ils ont créé Vichy-Entreprendre, un club d'une quarantaine de chefs d'entreprise, pour « secourir Vichy ». Hormis l'expérience malheureuse d'une ligne aérienne d'affaires à destination de Paris, ils ont fait avancer bon nombre de dossiers. Le schéma directeur du bassin est aujourd'hui terminé, le désenclavement routier progresse, quinze communes ont uni leurs forces dans le domaine économique au sein d'un syndicat intercommunal à vocation unique. Mais ces pionniers ont surtout atteint leur objectif : obtenir des élus qu'ils prennent l'avenir du bassin en main.

M. V.

« Le département doit prospecter, la commune accueillir, la région planifier »

Spécialiste du développement local, Eric Woerth précise les conditions nécessaires pour attirer des entrepreneurs

« Les infrastructures sont-elles déterminantes pour attirer une entreprise ? »

« Une collectivité doit être désenclavée, grâce, surtout, aux routes, puis aux voies ferrées. Une récente étude, conduite auprès de plusieurs entrepreneurs par l'Institut Démoscopie, a mis en évidence l'importance des dessertes routières (le Monde daté 5-6 avril). Contrairement à ce que pensent beaucoup d'élus locaux, la desserte aérienne n'est pas un critère essentiel. La proximité d'un marché est plus importante que celle d'un lieu de

production : les élus qui ont tendance à prospecter systématiquement dans l'agro-alimentaire devraient y réfléchir à deux fois. La présence d'une main-d'œuvre qualifiée et la densité du tissu industriel jouent, enfin, un rôle non négligeable.

« Les aides financières sont-elles déterminantes ? »

« Les primes à la création d'emplois sont utiles, à condition qu'elles soient réservées à des entreprises qui existent depuis longtemps. Avant de distribuer ces aides, il faut donc se renseigner sur la santé de la société, s'assurer que

l'on n'a pas affaire à des chasseurs de primes. La collectivité ne doit pas se substituer à l'entrepreneur ou au banquier. Tout le monde doit prendre des risques.

« Doit-on accorder des aides indirectes ? »

« Il est bon, en effet, qu'un entrepreneur puisse disposer d'un terrain viabilisé, desservi par une route, d'un bâtiment en crédit-bail, d'une main-d'œuvre formée et, éventuellement, d'une exonération de taxe professionnelle. Les aides indirectes sont, d'ailleurs, souvent beaucoup plus importantes que les aides directes.

« Certaines collectivités sont-elles mieux préparées que d'autres au développement local ? »

« Toutes doivent avoir une politique volontariste en la matière, mais il n'est peut-être pas bon qu'elles interviennent en ordre dispersé, comme c'est le cas actuellement. Le département est le mieux placé pour la prospecter. Il possède en effet une taille critique, tout en étant proche du terrain. Trop grandes, les régions pourraient avoir à faire de délicats arbitrages. Elles doivent plutôt veiller à l'homogénéité des infrastructures. Les communes sont trop petites pour prospecter, même lorsqu'elles se regroupent. Elles doivent faire porter leur effort sur l'urbanisme.

Privilegier

un secteur économique

« Comment les collectivités doivent-elles prospecter ? »

« Il faut qu'elles s'intéressent à un secteur économique précis dans le secteur automobile, l'activité des équipementiers, par exemple - et qu'elles ciblent une zone géographique particulière. Rien ne sert de se disperser tous azimuts.

« Doivent-elles installer des représentations à l'étranger ? »

« Certaines grandes collectivités disposent, en effet, de permanences aux Etats-Unis ou au Japon. Ce dispositif est coûteux, et peut s'avérer décevant. De plus, la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) se charge déjà de prospecter à l'extérieur des frontières. Mieux vaut, dans ce cas, s'adresser à des consultants spécialisés dans un secteur industriel particulier.

« Les sous-préfets développent-ils un rôle actif sur le territoire ? »

« Ces sous-préfets, mis en place par M. Roger Fauroux, lorsqu'il était ministre de l'Industrie, sont souvent des gens de grande qualité. Mais ils n'ont pas beaucoup d'argent à leur disposition - moins de 400 000 francs par an, juste de quoi faire une étude et une plaquette. Surtout, ils ne restent pas

en poste assez longtemps pour mettre en place un dispositif de prospection efficace.

« Et les comités d'expansion ? »

« Certains comités d'expansion sont plutôt des services administratifs de développement économique. Dans l'ensemble, il n'y a aucune différence entre ces administrations et les agences de développement.

« De quelles compétences doivent faire preuve les animateurs de ces services ? »

« Les développeurs doivent posséder la culture du secteur public et celle du privé. Ils sont souvent issus du monde de l'entreprise, mais ils connaissent aussi les rouages des collectivités locales, et partagent les préoccupations des aménageurs. Ils possèdent des compétences en matière de relations publiques et de communication, ils ont une certaine culture financière, un peu de sens politique et beaucoup d'imagination.

Repenser la promotion

« Quel budget leur faut-il ? »

« Il est préférable d'avoir de petites équipes de professionnels très compétents. Les salaires vont de 20 000 à 35 000 francs bruts. Le budget de la structure doit permettre de sous-traiter certaines études et de faire de la promotion.

« Que pensez-vous des plaquettes éditées par les collectivités locales ? »

« Lorsque nous avons organisé le premier Salon S'implanter, nous nous sommes rendus compte que les collectivités locales étaient toutes au carrefour de l'Europe, et qu'elles offraient invariablement une certaine qualité de vie, grâce à leur terrain de golf.

« Pour prospecter, les collectivités doivent disposer d'outils plus professionnels que les traditionnelles quatre pages en quadrichromie. Il leur faut de véritables catalogues, décrivant précisément leurs structures d'accueil : terrain disponible, nature du sol, contraintes écologiques, voies de communication, entreprises situées à proximité, prix des logements vacants, formation de la main-d'œuvre, taux de chômage du bassin d'emploi, lycées internationaux... »

« Quant à la publicité grand public, elle n'est utile que si elle est répétée, ce qui coûte très cher. En direction des entreprises, le taux de retour est proche de zéro. »

Propos recueillis par RAFAËLE RIVAIS

DÉBAT

Aider le pays de Tulle

par Laurent Olléon et Pascal Tallon

AIDER un bassin d'emploi en difficulté, sur les versants du Massif central, dans une Corrèze si lointaine de Paris, n'est pas une tâche facile. C'est la mission que nous avons acceptée sur le terrain des politiques locales de promotion de l'emploi. A cette occasion, nous avons effectué un tour de France des comités d'expansion, des cellules de développement et des structures intercommunales à vocation économique.

Qu'avons-nous vu ? D'abord l'inegalité des moyens et des potentiels. Quel de commun entre Corrèze, Montpelliér d'une part, Vervins et Tulle d'autre part ? Partout, des responsables politiques, des chambres consulaires, des administrations très impliquées, qui déploient imagination et énergie dans cette lutte pour l'emploi. Mais si des régions attirent à elles des géants japonais, en concurrence avec les Länder allemands ou le Grand Londres, d'autres sont dans une situation plus délicate, avec des objectifs moins ambitieux se limitant aux PME et à quelques créations d'emplois.

Des élus mobilisés

En Corrèze, le bassin de Tulle affronte, comme il peut, une période de reconversion. Bien qu'elle soit la préfecture du département, la ville est moins favorisée que ses deux voisines : Brive-la-Gaillarde, ville commerçante et bien desservie, et Ussel, souvent présentée comme le vingt et unième arrondissement de Paris. Tulle, c'est avant tout la « Menu » (la Manufacture de l'armement terrestre), aujourd'hui rebaptisée GIAT, le plus gros employeur du département. Le bassin est ainsi marqué par une forte tradition militaire et par une compétence dans l'industrie mécanique. La main-d'œuvre y détient de solides qualifications. Mais Tulle entame tout juste la diversification de ses activités, rendue nécessaire par les incertitudes qui régissent dans l'industrie de l'armement.

Et pourtant, cet endroit nous a émus. Ce sens du travail bien fait, cet oubli du modernisme, cet écologisme avant les modes, cette topographie peu banale, ce côté « années 50 », tout cela mérite respect et solidarité. C'est parce que nous voulions faire partager ce sentiment que la préfecture de la Corrèze nous a confié une opération-pilote de développement local, une mission supervisée par la direction régionale de l'Industrie, de la recherche et de l'environnement du Limousin et qui intéresse la DATAR.

LA, dans le pays de Tulle, tous les élus et les responsables économiques sont mobilisés, du maire communiste au président chiraquien de la chambre de commerce et d'industrie, en passant par le député socialiste. Dans cette « cité », la volonté municipale d'aider les entreprises se place et s'en attache de nouvelles cristaux, de même que l'appui des collectivités locales, l'action concrète et énergique des chambres consulaires, la présence de l'Etat ou l'influence politique du député François Hollande en ce qui concerne l'avenir du GIAT, aidé depuis peu par René Teulade, nouveau ministre des affaires sociales.

Après une courte étude pour repenser les stratégies envisageables, nous avons fait le pari d'accueillir à Tulle une cinquantaine d'investisseurs potentiels, originaires ou non de la région. Un colloque doit être organisé le 9 octobre dans la ville, il sera coprésidé par René Teulade, maire d'Argentan (dans le sud du département), et Marcel Béranger, président de la chambre régionale de commerce et d'industrie Limousin-Poitou-Charentes et de la CCI de Tulle-Ussel. Des responsables locaux et nationaux doivent intervenir pour présenter les avantages d'un investissement dans le bassin.

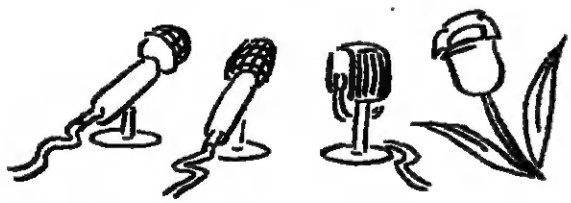
Et ils sont nombreux. Chacun s'accorde par exemple à reconnaître l'excellence d'une main-d'œuvre consciencieuse ainsi que la qualité de la vie dans ce « pays vert ». Le schéma autoroutier doit prochainement doter Tulle d'infrastructures performantes, le pipasit à l'intersection de l'A 89 (qui relie Clermont-Ferrand et Bordeaux) et de l'A 20 (aménagement de l'actuelle RN 20). Les soutiens accordés par l'Etat, mais aussi par l'Europe, sont puissants.

Nous nous proposons d'inviter à ce colloque tous les acteurs économiques qui, pour une raison ou pour une autre, entretiennent un attachement particulier à cette partie de la Corrèze et sont susceptibles d'ouvrir pour son développement. Nous prospectons d'ores et déjà des fichiers d'originaires du département, mais nous souhaitons élargir le champ de notre investigation.

Nous lançons donc ici un appel à tous ceux qui, par leurs fonctions dans le monde des affaires, peuvent nous aider à faire bouger les choses dans une ville qui veut montrer, une fois pour toutes, qu'elle n'a rien à envier aux autres en termes de dynamisme et de mobilisation pour l'emploi. Une cité qui doit réussir le pari de sortir de la mono-industrie d'armement et d'assurer une reconversion tranquille.

► Laurent Olléon et Pascal Tallon sont étudiants à HEC et organisateurs du Colloque de Tulle. Renseignements : (1) 39-67-83-07.

Changer d'air pour un nouveau souffle. Où en parler ?



Aux trois forums Datar du salon "S'implanter 92".

16 juin - 17 h 00 : PME/PMI, qu'attendre de l'Europe ?
17 juin - 15 h 30 : PME/PMI, quels avantages à la délocalisation ?
18 juin - 15 h 15 : Elus et chefs d'entreprises, quelle stratégie commune ?

Invitation et renseignements : Entreprises et Territoire (1) 45 79 35 78

du 16 au 18 juin
Parc des expositions
Porte de Versailles - B.T. 2

DATAR

DÉLÉGATION À L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET À L'ACTION RÉGIONALE

Le réveil d

HEURES LOCALES

L'avenir de la région Ile-de-France

Des projets immobiliers hors les murs

Les grands promoteurs s'arrêtent à l'autoroute A 86, mais l'influence parisienne déborde les frontières administratives

Les grands noms de l'immobilier n'aiment guère la géographie. Le Bassin parisien ? Pour eux, il n'y a pas de limite. Entre Paris et les villes lointaines du Nord (Lille), de l'Ouest (Rennes, Nantes), de l'Est (Strasbourg, Nancy, Metz) et du Sud-Est (Lyon, littoral méditerranéen), leur vision de l'Ile-de-France ne s'arrête pas à la limite administrative de la région.

Certes, sur le terrain, la tendance joue en faveur d'un accroissement du marché. Les programmes de logements, par exemple, s'éloignent de plus en plus des profondeurs de la Seine-et-Marne ou du Val-de-Marne, tandis que les locaux d'activité et les entrepôts poussent aux limites de la région. Pour preuve, le réseau de l'UPEC, la banque spécialisée dans les créances immobilières, a récemment implanté à Meaux.

Augmentation des prix

Mais la crise brouille un peu les chiffres d'affaires. Les promoteurs et les investisseurs ont vu leur activité sur des valeurs sûres, donc c'est la conjoncture qui a fait baisser les prix. Mais l'augmentation des prix est toujours là, elle est au cœur de la crise.

Peu séduisantes sont les campagnes de l'Ile-de-France qui vivent de moins en moins de l'extérieur. La logique qui a fait taire de moins en moins les campagnes de l'Ile-de-France, c'est la logique de la décentralisation.



Il s'agit de leur pavillon, raconte ce promoteur. Les sous-traitants ont dû attendre un peu, préemptant les terrains lorsque les clients ne semblent pas suffisamment solides.

Dans cette catégorie de « refoulés » d'Ile-de-France, mentionnons les maisons de la région de Sens (Yonne), par exemple, une dizaine d'opérations ont fleuri ces cinq dernières années : des pavillons de trois ou quatre pièces, des maisons de village, des maisons de campagne.

La qualité de vie d'abord

Mais les nouveaux habitants des départements limitrophes d'Ile-de-France ne sont pas des exclus. Ils ont des exigences, des exigences de qualité de vie, de qualité de vie d'abord.

Si l'on regarde les cartes, on voit que les départements limitrophes d'Ile-de-France ont des exigences de qualité de vie, de qualité de vie d'abord.

Poussée pavillonnaire

Même situation en Eure-et-Loir, le long des lignes RER Paris-Chartres et Paris-Normandie, ou encore dans le nord du Loiret. Agent immobilier et responsable départemental de la Fédération française des agents immobiliers (FFAI), Ghislain Lebreton regrette cette poussée pavillonnaire : il n'y a plus de place pour la restauration de l'ancien.

Pour lui, les coupables sont tout désignés. Ce sont les constructeurs de maisons individuelles, qui jouent sur la spéculation, qui vendent à crédit, qui vendent à crédit.

Quant au marché de la résidence secondaire, il a toujours été actif dans certains secteurs voisins de l'Ile-de-France (vallée de l'Yonne, Vexin français, Perche...). Une évolution s'est amorcée : la diminution du prix de la résidence principale et la maison secondaire devient de plus en plus attractive.

Entre Creil et Compiègne, les rôles sont bien déparagés. Creil, l'industrielle offre aussi bien un patrimoine ancien reconstruit par des investisseurs particuliers en locaux à louer (150 francs par mètre carré par an pour des ateliers, 300 francs à 400 francs par mètre carré par an pour du bureau) qu'un parc d'activités récent (350 francs par mètre

carré par an). Le parc d'activités récent a été construit par un promoteur privé.

Compiègne en revanche, a une réputation, plus récente, de dynamisme de son tissu industriel et de ses activités de services. C'est un axe économique, un axe de développement, un axe de développement.

Entre Creil et Compiègne, les rôles sont bien déparagés. Creil, l'industrielle offre aussi bien un patrimoine ancien reconstruit par des investisseurs particuliers en locaux à louer (150 francs par mètre carré par an pour des ateliers, 300 francs à 400 francs par mètre carré par an pour du bureau) qu'un parc d'activités récent (350 francs par mètre

carré par an). Le parc d'activités récent a été construit par un promoteur privé.

H. G.

Tous verts

L'environnement sera au centre des débats du conseil élu au mois de mars

Les Franciliens sont de plus en plus nombreux à se préoccuper de l'environnement. Ils ont voté, au mois de mars, pour un conseil régional qui devra se pencher sur les questions d'environnement.

Ce qui rend, depuis mars dernier, le conseil régional d'Ile-de-France difficilement gouvernable sans l'accord, du moins tacite, des trente-huit élus écologistes (la deuxième force politique en importance dans l'assemblée de 209 conseillers).

Dans ce document, M. Giraud présente d'abord le bilan de la mandature précédente. 2 milliards de francs ont été consacrés à l'environnement, 1 milliard à la politique de la ville, 1 milliard à la politique de la culture.

« Plan vert » et « plan bleu »

Le président du conseil régional écologiste, cependant, ne se contente pas de faire. La dépollution complète des rivières de la région est encore à faire. Les inondations catastrophiques qui ont frappé le nord de l'Ile-de-France, au début du mois de juin, ont souligné la nécessité d'une politique globale de l'eau.

Prêt à donner des pages de bonne volonté aux écologistes, M. Giraud propose donc ce qu'il appelle une « vision globale de l'action de la région, fondée sur une attitude de coopération avec la nature ».

La prévention des inondations. Les autres axes du plan s'attaquent aux déchets, à la pollution de l'air et au bruit, ainsi qu'à l'aménagement paysager. Il prévoit également des actions pour un « renouveau des transports collectifs » grâce aux liaisons entre six lignes de RER et au projet de ligne de RER en petite couronne.

« Arrêtons le délire automobile »

Autant de généreuses intentions, autant de difficultés. Les écologistes, en effet, ne disent pas tout. Ils ont voté, au mois de mars, pour un conseil régional qui devra se pencher sur les questions d'environnement.

Génération Écologie demande par exemple à M. Giraud (RPR) s'il est prêt à intervenir auprès du ministre de Paris (RPR), pour que celui-ci revienne sur ce que M. Simonnet appelle la « politique absurde des axes rapides ».

Les écologistes remettent surtout en cause le choix, par les pouvoirs publics et la majorité du conseil régional, du développement de l'Ile-de-France. Qu'il soit « maîtrisé » comme l'indiquera le prochain rapport de l'Agence de l'Eau, ou « durable » comme le souhaite M. Giraud, tout développement risque, selon eux, d'entraîner une aggravation des nuisances : « Il faut mettre la priorité sur la déconcentration des activités en dehors de l'Ile-de-France. Il faut limiter les extensions de la zone d'habitat et de l'habitat individuel », explique M. Le Pont. « Abandonnons l'idée de plan d'excellence et diffusons les activités en dehors de l'Ile-de-France. Gardons la zone de Roissy, mais favorisons le développement de la région d'Amiens, comme celui des zones de Paris », ajoute M. Simonnet.

Un programme auquel M. Giraud ne semble pas prêt à souscrire : « Qui paiera les infrastructures, les équipements, l'amélioration des transports en commun ? L'Ile-de-France n'est pas compétitive pour accueillir les grandes entreprises européennes ? Toute diffusion des emplois et de l'habitat n'est-elle pas contradictoire avec la réduction de l'empreinte de la voiture individuelle ? Comment peut-on imaginer un maillage raisonnable de l'Ile-de-France en transports collectifs si on empêche la constitution de grands pôles de développement ? »

CHRISTOPHE DE CHENAY

Deux millions de ménages pourraient prétendre à un logement en HLM

EN Ile-de-France, une résidence principale sur cinq est en HLM, soit une proportion comparable à celle des grandes agglomérations de 100 000 à 2 millions d'habitants. Le parc, situé pour l'essentiel en petite couronne, est confortable : 68 mètres carrés en moyenne (68 mètres carrés en moyenne), 2,4 chambre (2,4 chambre en moyenne), 1,5 salle de bain (1,5 salle de bain en moyenne), 1,5 salle de bain (1,5 salle de bain en moyenne), 1,5 salle de bain (1,5 salle de bain en moyenne).

Qui prétendrait à un logement en HLM en Ile-de-France ? Il y a quelques mois, l'IAURIF (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France) a posé la question de savoir quel était le nombre de ménages qui satisfaisaient, dans l'idéal, aux conditions de logement en HLM.

L'équation est simple : 867 900 HLM pour 1 934 000 ménages (47 % des Franciliens) ayant des revenus inférieurs aux plafonds de vigueur pour espérer y entrer. A titre de comparaison, 62 % des ménages provinciaux ont des revenus inférieurs aux plafonds de vigueur pour espérer y entrer.

Il y a dix ans, il y avait beaucoup plus de ménages qui pouvaient prétendre à un HLM (72 % des Franciliens et 84 % en province), mais les pouvoirs publics ont limité les révaluations des plafonds : ceux-ci n'ont progressé que de 42 % entre 1980 et 1990 alors que les revenus

La proportion d'ayants droit croît avec la taille des ménages : 70 % des familles de 3 personnes et plus. Mais, ils sont également nombreux (58 %) dans les ménages d'une seule personne : jeunes seuls et personnes âgées. En outre, 77 % des ménages franciliens dont la personne de référence est un homme ont

des ressources inférieures aux plafonds (71 % pour ceux de la nationale française).

Finalement, 35 % des ménages franciliens dont les revenus sont inférieurs aux limites instituées pour loger en HLM. Ils y occupent les deux tiers du parc. Mais la proportion d'habitants en HLM dont le revenu dépasse les plafonds est plus importante en Ile-de-France (31 %) qu'en province (18 %). Signe de la spéculation immobilière dans le système : 37 % des Franciliens occupent leur HLM depuis plus de dix ans, alors que 21 % seulement des provinciaux sont dans ce cas.

Bien évidemment, c'est parmi eux que se recrutent les occupants dépassant les plafonds (37 %).

Le phénomène n'est pas nouveau : en 1975, 34 % des locataires HLM de l'agglomération parisienne avaient des revenus supérieurs aux plafonds (18 % en province).

Plus pénalisés que les provinciaux

38 % des ménages qui pourraient prétendre à un HLM n'y arrivent pas. Pourquoi ? Une solution : le parc locatif privé. Ils sont infiniment plus pénalisés que les provinciaux. D'où les difficultés pour certains ménages qui, bien qu'ayant des revenus supérieurs aux plafonds, ont des ressources insuffisantes pour louer un logement libre.

Logés, ils sont donc condamnés à rester dans leur habitation qu'elle leur convienne ou non. D'autant que la propriété privée ne cesse de se réduire, les difficultés d'accès à la propriété (envoies des prix, crédit rare et cher), ne peuvent donc que s'aggraver.

FRANÇOISE VAYSSÉ

(1) Il ne s'agit pas dans l'étude de l'IAURIF d'analyser les conditions d'attribution de ces logements et encore moins d'en déduire d'éventuels abus.

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

S'opposant à directive européenne

Les donneurs français vont lancer une pétition contre la commercialisation du sang

M. Jean-Marie Habouzit, président de la Fédération française des donneurs de sang bénévoles, a annoncé, vendredi 12 juin, au congrès de la Société nationale de transfusion sanguine à Toulouse, le lancement d'une pétition nationale réclamant la modification d'une directive européenne de 1989. Cette directive assimile notamment les produits dérivés du sang à des médicaments et autorise leur commercialisation dans l'ensemble de la CEE. Lors de ce congrès, M. Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, a pour sa part, assuré que l'Agence française du sang sera en place dès le fin du mois de juin.

TOULOUSE

de nos envoyés spéciaux

Quelques jours avant la comparution devant la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris de quatre anciens responsables de la transfusion sanguine et de la transfusion publique inculpés dans le cadre de la contamination des hépatites françaises par le virus du sida, le congrès de la Société française de transfusion sanguine se déroulait, contrairement aux attentes, à des expositions techniques et scientifiques. Au-delà du trouble manifesté par la plupart des transfuseurs présents, du message prononcé par quelques responsables et des protestations contre des membres du gouvernement, le 14 juin 1992, l'importante réunion fut l'occasion pour M. Kouchner d'exposer, pour la première fois, devant les professionnels de la transfusion sanguine la réforme de leur cadre d'activité (Le Monde du 28 mai).

Cette réunion fut l'occasion pour d'abord un exposé de M. Kouchner, président de l'Agence française du sang, de 1993, pourrait rapidement prendre son origine dans l'adoption, le 14 juin 1989, par les douze pays de la CEE, d'une directive (89/391) qualifiant le sang et ses dérivés de « médicaments » et leur dérivés de « médicaments ». Cette formulation impose aux firmes fabriquant le plasma humain afin de fabriquer des substances thérapeutiques (albumine, immunoglobulines, facteurs de coagulation etc.) de respecter les procédures pharmaceutiques, c'est-à-dire de soumettre leurs produits à des autorisations de mise sur le marché. Ce dernier point peut être interprété de manière positive en matière de sécurité transfusionnelle, il ne saurait masquer les dangers d'une dérivation des circuits commerciaux de l'industrie pharmaceutique du marché.

Une grande confusion

La formulation de cette directive, qui avait, en 1989, été adoptée sans la moindre opposition des milieux transfusionnels — donne aujourd'hui lieu à différentes lectures. Selon M. Lévy, avocat à Paris et spécialiste des questions de transfusion sanguine, « ce texte proclame à la fois que les produits dérivés du sang sont considérés comme des médicaments à compter du 1^{er} janvier 1993 et, dans le même temps, il se réfère aux principes éthiques définis par le Conseil de l'Europe en 1986. Il s'agit d'une grande confusion ; et une grande liberté accordée aux États membres dans l'interprétation de ce texte. La seule solution serait ici d'adopter, à propos des produits dérivés du sang, un règlement de manière à assurer une uniformisation de leur définition à l'échelon communautaire. Un règlement est en effet plus contraignant qu'une directive ne laissant aucune marge de manœuvre aux États membres dans la mesure où il s'agit de fait aux dispositions nationales existantes ».

Les responsables de la Fédération française des donneurs de sang, qui groupe environ huit cent mille personnes (sur deux millions de donneurs annuels) ont décidé de lancer une pétition nationale pour soutenir la position de la France concernant la directive européenne de 1989. Selon M. Jean-Marie Habouzit, président de cette fédération, « cette directive, dans sa rédaction actuelle, manquera pas, dans notre pays, à déclencher une forte opposition dans l'opinion publique ». M. Kouchner a publié, lors de notre récent congrès, organisé à Paris, qu'il allait en demander une ré-

manière à faire figurer, aux côtés des principes de sécurité et de qualité des substances dérivées du sang, les principes éthiques. Nous sommes une telle démarche. Envisageant la prochaine pétition, il estime « être très rapidement entre un million et deux millions de signatures », et si rien n'était fait pour interdire la commercialisation en France des produits dérivés du sang obtenus à partir de donneurs rémunérés, les donneurs de la fédération s'opposeraient à la mise en œuvre de cette directive selon des modalités non définies.

L'enjeu de la réforme

« Personne depuis 1965 n'a contesté le fait que les produits dérivés du sang devaient être considérés comme des médicaments », soutient à Toulouse un représentant de la CEE. On comprendrait mal que l'on puisse s'opposer à un texte qui garantit la sécurité et la qualité des produits à usage thérapeutique. Mais, en toute hypothèse, un État membre doit transposer juridiquement une directive comme celle de 1989. S'il ne le fait pas, il s'expose à des poursuites devant la Cour de justice de Luxembourg ».

Certains spécialistes de la transfusion expliquent clairement les difficultés que créera dans les prochains mois l'application en France de la directive. « Il faut savoir par exemple que, à qualité égale, l'albumine est à 8 francs le gramme sur le marché mondial et à 18 francs le

gramme actuellement en France, explique le docteur Bernard Genet. Il est clair que, dès l'an prochain, les responsables des établissements hospitaliers publics ou privés qui auront à choisir entre les deux types de produits seront amenés à choisir les moins chers. Or, ces derniers proviennent le plus souvent, comme en Allemagne, de pays où les donneurs sont rémunérés, voire — via le marché international du plasma — de pays comme le Brésil où l'on « saigne » véritablement les donneurs. C'est pourquoi il importe que la directive ne se limite pas à encourager le don de sang bénévole et gratuit mais qu'elle le

L'enjeu de la réforme du système transfusionnel apparaît aujourd'hui beaucoup plus clairement. Il s'agit en effet, tout en conservant l'éthique traditionnelle du don, de dépasser la seule autosuffisance nationale pour obtenir des produits de qualité et de coût équivalents à ceux du marché international. Seul cet objectif atteinte permettra de bloquer l'entrée sur le marché français de substances thérapeutiques qui proviennent de systèmes, à la différence de ce que soutient le projet de loi gouvernemental de bioéthique, le corps humain n'est nullement maintenu hors du commerce, réalisant, comme l'explique le professeur Georges David, ancien président du Comité national d'éthique, « une nouvelle forme d'exploitation ».

JEAN-YVES NAU
et FRANCK NOUCHI

FAITS DIVERS

La disparition de deux enfants à Mantes-la-Jolie

« Ça pourrait être mon frère »

De démons de HLM, ils ne se sont pas, subitement transformés en anges de banlieue, mais leur élan du cœur mérite d'être connu : une trentaine de jeunes du Val-Fourré, immense ZUP (25 000 habitants) de Mantes-la-Jolie (Yvelines), participent aux recherches déclenchées depuis mercredi pour tenter de retrouver deux enfants malades, disparus dans cette périphérie de la ville. Omar N'Diaye, garçonnet de trois ans et demi, et Diaristou Kamara, fillette de deux ans, ont été vus pour la dernière fois, selon les témoignages, plus sérieux, le 11 juin vers 11 heures, traversant main dans la main la RN 13, à quelques centaines de mètres de leur domicile.

Ces jeunes, qui savent être « durs » à l'occasion, ont offert spontanément leur aide aux autorités : quand on connaît l'immensité qui peut régner ici entre les bandes de jeunes et les policiers, la démarche n'était pas évidente. Mais, comme le dit Sekou, douze ans, « Omar et Dia, ça pourrait être mon frère ou ma sœur ».

Même si certains avaient l'impression, comme l'avouait un autre gamin, d'être sur « la piste de Xapatom » (le télévisé), il y avait quelque chose d'à la fois incongru et réconfortant à voir côte à côte ce jeune loubard et le policier qui avait intercepté deux jours plus tôt pour tentative de vol. Des policiers, en même temps surpris et satisfaits par « le civisme », ont le mot de M. Claude Baland, sous-préfet de Mantes-la-Jolie. « Et puis, confie un inspecteur en civil, ces jeunes nous donnent aussi, dans la mesure où ils nous servent de caution pour pénétrer dans les immeubles et interroger les gens ». Sans résultat, toutefois, jusqu'à présent.

PARIS

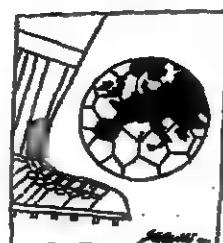
Le ministre des affaires étrangères a déclaré, le 14 juin, que le ministre des affaires étrangères, Jean-Marie Dehousse, a annoncé, vendredi 12 juin, la « manifestation » de la Ville de Paris en matière de logements sociaux, à propos de l'affaire des familles africaines qui campent depuis le 11 mai sur l'esplanade du château de Vincennes. En réponse, M. Jean Tiberi, premier adjoint au maire de Paris, s'est dit « stupéfait » d'une telle déclaration, ajoutant

« Aucun » et toutes les hypothèses », reconnaissent, vendredi soir, M. Baland et M. Ange Mancini, chef de la police judiciaire de Versailles, chargé de l'enquête. Des moyens exceptionnels ont été mis en œuvre pour retrouver les deux enfants : un peu plus de deux cents hommes risquent, depuis mercredi, un quadrillage de 16 kilomètres carrés, comprenant notamment les tours du Val-Fourré (caves, cages d'escalier, parkings en sous-sol, etc.), le bois de la Butte verte, où jouent la plupart des enfants, la zone des carrières, très accidentée, le bassin d'avion et l'éclairage de la Sablière.

Toutes les catégories de sauveteurs sont représentées (pompiers, gendarmes, policiers, CRS, militaires, Croix-Rouge, etc.) et cette mobilisation ne peut pas être le fruit d'un hasard, mais plutôt une façon de dire à la population, « grande majorité immigrée », que lorsque vous vivez un drame, une opération à la fois matérielle et psychologique, illustrant les nouveaux rapports population-autorités, vus notamment par M. Paul Ricard, maire socialiste de Mantes-la-Jolie.

Reste l'inquiétude, grandissante au fil des heures, concernant deux enfants en bas âge. Reste l'inconscience de tous ces parents qui laissent des myriades d'enfants sans surveillance dans le bois de la Butte verte et des routes. Si l'on sait que les deux bambins ont traversé, mercredi vers 19 heures, la RN 13, c'est parce que l'automobiliste qui a témoigné a fait les croquer.

MICHEL CASTAING



SPORTS

Le championnat d'Europe des nations

GROUPE 2 : Pays-Bas-Ecosse 1-0

McCoist ou l'impuissance écossaise

Les Pays-Bas ont battu l'Ecosse 1 à 0, dans le groupe 2 du championnat d'Europe, vendredi 12 juin à Göteborg. L'unique but de la rencontre a été inscrit par Dennis Bergkamp.

GÖTEBORG

de notre envoyé spécial

Cinq fois, au moins, Allister McCoist a levé le bras au ciel. Il était là, seul à seul, à attendre la passe, le remise, le centre. Il importait qu'il puisse lui permettre de toucher un ballon et de l'exploiter au fond du but. Mais, à chaque fois, son diminutif, son petit corps, ses regards les plus noirs, ses coéquipiers s'écartaient de leur place. Ils s'écartaient à court sans lever la tête, à se cogner à la défense néerlandaise, ou à taper comme des mules dans le ballon. Ils le condamnaient à se transformer en autiste des surfaces de réparation.

Jusqu'à la version suprême : milieu de deuxième mi-temps, Andy Roxburgh, le sélectionneur écossais, sortit son atout. « J'avais besoin de jambes fraîches », expliqua-t-il sans prendre de pause. Les supporters écossais, qui pourtant attendaient rarement une occasion de se montrer chaleureux, ne furent pas plus contents. À peine saluèrent-ils leur joueur vedette. Et pour cause : il ne l'avaient pas vu jouer. C'est donc du jeu de touche qu'Ally McCoist, quelques instants plus tard, vit Dennis Bergkamp saisir la chance que ses coéquipiers ne lui avaient pas

offerte, inscrire le but qu'il n'avait pas pu marquer. L'attaquant écossais se prendre les cheveux dans les mains. Des buts comme celui-là, en a inscrit près de trois cents dans le championnat écossais. À l'issue de cette saison, où il a marqué trente-neuf fois pour les Glasgow Rangers, il sera intronisé nouveau Soulier d'or, meilleur buteur d'un championnat européen. Et si l'équipe d'Ecosse dispute au Suède son premier championnat d'Europe, c'est en grande partie à ses capacités de débrouilleur de défenses qu'elle le doit.

Finale solitaire

Mais voilà, Ally McCoist n'a d'écossais que le maillot, le nom, la bonne bouille spongieuse par le vent des Highlands et le goût du football. Son jeu semble venu d'une autre partie du monde, celle dont les Britanniques se méfient le plus : le Continent. Quand ses camarades jouent le ballon pour mieux courir après sans se poser de questions, lui se défonce de passes courtes, de une-deux bien litées. À côté de ses coéquipiers qui bouclent et passent en fin de McCoist se régale de frôler l'aventure en dribbles ouvragés. Autant dire que c'est le champion anglais, ou il s'en est une année, puis dans la contre-attaque, son plaisir fut de marquer.

Il lui a surtout valu une médaille de la part de ses entraîneurs. Avant de d'imposer, à vingt-neuf ans, comme la vedette de

club et de la sélection, il a dû faire et refaire ses preuves. Il a dû s'imposer de se voir supplanter par des stars écossais au moins moins, mais plus orthodoxes. Et la confiance qu'il a fini par gagner lui est toujours mesurée chichement. Vendredi soir, en refusant de répondre à ses suppliques de une-deux, il se débrouilla avec ses rares ballons, les joueurs écossais ont inconsciemment lui faire une nouvelle fois sa confiance. Ils ne se rendaient pas compte qu'ils se condamnaient eux-mêmes à l'impuissance. Car en assistant leur dernière passe, en s'appliquant un peu devant le but adverse, ils auraient pu faire mieux qu'inscrire les stars des Pays-Bas, visiblement en rodage.

Il aurait surtout évité ainsi de confirmer leur réputation. Les Écossais passent pour une équipe qui arrive très bien à réussir le plus dur, pour mieux glacer le plus facile. Ils jouent les ténors pendant les éliminatoires des grandes compétitions, puis se transforment en agneaux voués au sacrifice pendant les phases finales. Et ils passent eux-mêmes, avec une belle constance, la tête au tunnel. Depuis 1978, ils n'ont pas raté une seule Coupe du monde, mais ils n'ont pas réussi à en franchir le moindre premier tour. Dans le stade de Göteborg, ils ont parvenus à briser cette malédiction. Ils ont seulement fourni à l'Euro un point dont on finissait par se passer : la victoire d'un favori.

JÉRÔME FENOGLIO

GROUPE 2 : Allemagne-CEI, 1-1

La CEI s'enhardit

La CEI et l'Allemagne ont fait match nul (1-1), vendredi 12 juin à Norrköping. Les joueurs de sélection allemande, Anatoli Byshovets, ont fait créer une grosse surprise, l'équipe allemande n'égalisant qu'à la dernière minute de jeu.

NORRKÖPING

de notre envoyé spécial

Il était déjà là avec leurs minibus et leurs camping-cars en tout début d'après-midi. Les supporters allemands, qui se sont installés dans des tentes, s'étaient installés aux abords du petit stade d'Idrottsparken (19 000 places). À l'heure du coup d'envoi, ils remplissaient les gradins situés à chaque bout du terrain, une poignée de supporters de la CEI se tenant dans une tribune latérale. Aux nombreux étendards agités par les Allemands répondait un « ex-Soviétique » qui s'enhardit à sortir le drapeau de son pays, un drapeau rouge, frappé de la faucille et du marteau, si petit qu'il en est ridicule.

Au fil des minutes, le supporter de la CEI redoublait d'audace et brandit le drapeau de son pays, un drapeau rouge, frappé de la faucille et du marteau, si petit qu'il en est ridicule.

Face à cette surprenante équipe de

Pourtant, avant la campagne suédoise, l'entraîneur ukrainien n'avait cessé de relayer les idées négatives : trop de joueurs évoluent à l'étranger, le stage de préparation n'a pas été assez long, l'aspect patriotique de la motivation n'existe plus, etc. Akhkr Tsvetkov, défenseur central et capitaine du Dinamo de Kiev, disait pourtant de son côté à qui voulait l'entendre : « Les milles, nous sommes les plus forts ». C'est ce qui, vendredi soir, à Mikhaïlichenko, qui fait les beaux jeux des Glasgow Rangers, Igor Shalimov, qui a explosé à l'inter de Milan et Andrei Konevskis (Manchester United) ont été impressionnés.

Dominance

Ce que l'Allemagne de Géorgie avait oublié de dire, c'est que l'arrière-garde de la CEI était aussi d'un bon cru. Outre le capitaine du Dinamo de Kiev, il y avait d'abord un gardien, Dimitri Khartine, qui, en effectuant des sauts judicieux et autoritaires, est resté maître dans ses seize mètres face aux attaquants allemands. Ensuite, Oleg Kozmestov, défenseur central, et Andrei Tchernishov, arrière latéral droit, ont montré l'impact d'une rugosité toutes soviétiques. Sous compte, dans la ligne d'attaque, Igor Dobrovolski, celui qu'on appelle le « magicien du Service de Genève ».

Face à cette surprenante équipe de

la CEI, l'Allemagne peine. Guido Buchwald se distingue par ses interventions tribunes et sa volonté, malgré toutes les « offertes » de sa panoplie de vieux briscard, est pris de vitesse le plus souvent. Blessé au bras, il est remplacé par Andreas Möller à la mi-temps : l'équipe championne du monde présente alors un nouveau visage. Plus vive, plus alerte, elle fait le siège du but de Khartine. En vain. Jusqu'à ce qu'il soit souvent arrivé à ses adversaires l'allemande s'effondre, mais à la suite d'une faute de Reuter sur Dobrovolski dans la surface de réparation. Celui-ci transforme la pénalty indiscutable. Cette fois, ce sont une dizaine de drapeaux — des vrais — de l'ex-URSS qui surgissent dans les gradins.

Après vingt-cinq minutes d'une nouvelle domination stérile des Allemands, l'affaire semble enterrée. Le temps réglementaire est terminé. On joue les arrêts de jeu. Les Allemands ont eu le dernier mot. Les joueurs soviétiques flottent plus que jamais. Une faute de Khartine, une faute de Tchernishov, une faute de Shalimov, mais aucune à la limite de la surface de réparation permet alors à Hoesler de loger la balle dans la lucarne gauche de Khartine. Les choses reprennent leur cours normal : les drapeaux allemands tapissent la moitié du stade, ensevelissant ceux de la défunte équipe soviétique.

MARCEL SCOTTO

CARNET DU Monde

Naissances

— Sandra, David et Baptiste MARCHAL.

ont la joie d'annoncer la naissance de

Thomas,

le 9 juin 1992, à Paris.

8, rue Soléil,

11300 Paris.

Décès

— Son épouse et ses enfants d'annoncer le décès de

René GUILLY,

conservateur en chef honoraire des Musées de France,

officier de l'Ordre national du Mérite,

survécu le 11 juin 1992, dans sa

soixante et onzième année.

L'inhumation aura lieu le lundi 15 juin, à 15 heures, à Tracy-sur-Yonne (Yonne).

Anniversaires

— Il y a un an, le 14 juin 1991,

disparaissait mon fils

Marc TRAN,

ancien élève de l'ENA,

Souvenons-nous.

Françoise Tran Minh,

23, avenue Franklin-Roosevelt,

94300 Vincennes.

— Château de Beauséjour,

73800 Crêt.

— 15 juin 1987.

Thierry TRICAUD,

ancien élève de l'ENA,

nous quitte à l'âge de trente ans.

A son souvenir est associé celui de son père, décédé le 10 octobre 1978.

Martial TRICAUD,

médicin général de l'année de Paris.

Une pensée est adressée à ceux qui les ont estimés et aimés.

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

[illegible]

(35-85-78-14) : **Paré** Lambert
 (36-20-12-06) : **Guernon** Conventon,
 (40-56-12-08) :
ROBIN DES BOIS FRANCE DES VOIES
 (A.v.o.) : **Grand**
 (45-54-48-95) : **Saint-Lambert**,
 (45-32-91-88).
LE ROI ÉRAH! (Esp.-Fr.-Por. v.o.) :
Mon Opéra, (42-47-60-33) ;
 (42-47) : **Guernon** Lambert,
 (43-59-19-08) : **Parnassa**,
 (43-36-30-40) : **Guernon**, **Alféin**,
 (36-85-75-14).
SAILOR ET LULA (J.ital. v.o.) : **Ché** **Bo**
bourg, (3-42-71-52-96) ; **Studio** **Colosse**
 (42-47-60-33) ; **Grand** **Pavé**
 (45-54-48-95).
Mons CHAOU POUR MEURTRE
SANG-FROID (A.v.o.) : **Paré** **Mon**
Concorde, (43-59-92-92) ; v.f. : **Fr**
Francis, (9-47-70-33-98).
UN CRI (Fr.) : **Spée** **de** **Logis**
 (31-47-57-47) ; **Radio** **Moscou**

[illegible]

LA STATION (St. v.o.): *Europe* (France)
Radio-Paris (Paris); *Radio 1* (Paris)
 du des *Ultramarins*, 6 (14-07-26-10-08).

SUVARNAREKHA (Ind. v.o.): *Radio*
Sanskrit (Bombé), 4 (14-07-20-38).

TALONS AQUILLES (Ind. v.o.): *For*
Orient Express, 1 (42-23-42-28).

TRIUMPH, 3 (46-74-59-50); *Stevens*
Radio (London), 1 (46-74-59-50).

UGC Opéra, 3 (45-74-59-50); *For*
Convention, 19 (45-74-63-40); *La G*
Radio, 20 (45-36-10-98).

TERMINATOR 2 (*) (A. v.o.): *Ciné* *St*
bourg, 3 (42-27-62-38); *Grand Pavée*,
 (45-84-46-05).

THE PLAYER (A. v.o.): *Forum* *Horizon*
Radio (Paris), 1 (42-23-42-28);
 (42-28-10-30); *UGC* *Radio*, 1
 (45-74-59-50); *UGC* *Champs-Élysées*,
 (45-22-20-40); 14 *Berlitz*,
 (45-67-50-91); 1 *UGC* *Champs-Élysées*,
 (45-67-50-91); *Monclé*, 1 (45-63-58-10);
 1 *UGC* *Champs-Élysées*, 1 (45-63-58-10).

UCC NATION (17-460-08-16) : v.f. : St.
 1-25-42-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-10

Goumont-Parresse, 14 (43-35-30-6)
 Goumont-Parresse, 14 (43-30-12-06)
 TRULY, MADLY, DEEPLY (sh): Uno
 45 (32-58-54-58)
 TRUST ME (A...): 14 Juliette Parresse
 45 (32-58-58-00)
 TWIN PEAKS, 7 (A... v.d.): Goumont
 Heiles, 1- (40-26-12-12): Goumont Op
 2- (47-48-23-33): Patché Heuresdualle
 (46-33-73-58) UGC Gédéon,
 14 Juliette Parresse
 45 (43-59-04-58): Patché Marianne
 Concorde, 3- (48-54-92-52): Max
 Lin Parresse, 3- (48-54-98-58), 14 Juliette
 Parresse, 14 (47-58-54-01) Cicariel,
 14 Juliette Parresse
 (47-57-28-04): Goumont Parresse
 (43-30-30-00): Goumont Parresse
 (36-55-75-14): 14 Juliette Desgrosellière,
 14 Juliette Parresse
 (47-42-58-58): 1-1: Parment Op
 (47-42-58-58) 14 Juliette Parresse
 (43-43-04-57): UGC Lyon Bassille,
 (43-43-01-58): Gobeeline
 (45-61-94-85): Miramar,
 14 Juliette Parresse
 (48-28-42-71): Goumont Convention,
 14 Juliette Parresse

URGA (F-Sov. v.o.): Cind Beasbaurg
(42-71-52-38) : Lucerneburg,
(45-44-57-34) : Grand Pavola,
(45-54-46-38).
VAN GOGH (F.): Studio des Uralmunt,
(45-26-19-49).
LA VIELLE QUI MARCHAIT DANS
NIER (F.): Cind Beasbaurg,
(42-71-52-38) : Grand Pavola,
(45-54-46-38).
YOUNG SOUL REBELS (Rm. v.o.): E
de Bala, v. (43-57-57-47).

2

1

100

A large, dark, handwritten signature or scribble is visible on the left side of the document, overlapping the 'RECEIVED' stamp. The signature appears to be written in ink and is somewhat illegible due to its style and the quality of the scan.

CULTURE

Symphonies maritimes

BOULOGNE-SUR-MER

Opéras repêchés

Les six jours de la jeune chorégraphie

La mort de Serge Daney

JACQUES SICLIER

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
L'ÉCONOMIE

ECONOMIE

Se recentrant sur les activités bancaires

Paribas envisage de développer son portefeuille de participations aux Etats-Unis

A l'occasion d'un voyage aux Etats-Unis, M. André Lévy-Lang, président du directoire de Paribas, a exposé la nouvelle stratégie de son groupe : recentrer les activités sur les métiers bancaires (en développant le placement en Europe d'émissions américaines, notamment) et prendre du champ dans le secteur industriel.

NEW-YORK

de notre correspondant

A l'occasion d'un voyage à New-York puis à Boston les 11 et 12 juin, M. André Lévy-Lang, président du directoire de Paribas, a exposé devant une communauté d'investisseurs la nouvelle stratégie du groupe qui consiste à mettre l'accent sur l'activité bancaire, laquelle doit générer à terme plus de la moitié des résultats.

En prenant un peu de champ vis-à-vis du secteur industriel, ainsi qu'en témoigne la cession à Italcementi, fin avril (*Le Monde* du 2 mai), de 55 % du capital des Ciments Français dont Paribas détenait encore 30 % à l'occasion d'une prochaine augmentation de capital de la société. « Nous avons dû expliquer ce qu'était le métier industriel d'une banque d'affaires », a-t-il souligné, rappelant que cette notion était encore peu claire aux Etats-Unis où le Glass-Steagall Act des années 30 continue à diviser la profession bancaire entre banques commerciales et investment banks, seules habilitées à prendre des participations et à opérer sur les valeurs mobilières pour leur propre compte.

Le financement du logement social

Le livret A au cœur du congrès des HLM

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Comme prévu, les problèmes posés par le livret A ont dominé les travaux du cinquante-troisième congrès des HLM (habitations à loyer modéré) qui se déroule à Strasbourg jusqu'au lundi 15 juin. M. Roger Quilliot, président de l'Union nationale des fédérations d'organismes HLM, est resté ferme après le refus du ministre de l'Économie, M. Michel Sapin, d'instaurer une prime de fidélité afin de juguler l'hémorragie dont souffrent les livrets A (*Le Monde* du 12 juin) : « Nous continuerons à poser le problème jusqu'à ce que le gouvernement nous réponde », a-t-il notamment déclaré, vendredi 12 juin, lors d'un point de presse.

L'ancien ministre du logement a « pris acte du fait que, pour la première fois, alors que nous soulevons la question depuis quatre ans, on nous répond publiquement ».

Marasme du secteur privé

Selon lui, en soulignant que le financement du logement social ne posera pas de problème en 1992 et 1993, le ministre de l'Économie reconnaît implicitement qu'il y a un risque pour les années suivantes. Faute de retrouver l'idée de la prime de fidélité, M. Quilliot a suggéré que l'État cesse de prélever

A cette occasion, Paribas qui dispose d'une équipe de 480 personnes aux Etats-Unis, dont une centaine réparties dans cinq succursales en dehors de New-York (Houston, Dallas, San-Francisco, Los Angeles et Chicago) a déclaré ses différentes activités sur le sol américain (banque de gros, financement de matières premières, swaps, options, négociation de la dette du tiers-monde, marchés de capitaux...) en précisant que le groupe n'était pas intéressé par un rôle de primary dealer (l'équivalent de spécialiste en valeurs du Trésor en France) mais qu'en revanche, il comptait conforter sa première place dans d'autres domaines tels que le placement en Europe des tranches internationales liées à des emprunts lancés par des émetteurs américains.

Intérêt mitigé des Américains

Apparemment, le nettoyage de bilan qui a conduit le groupe à afficher pour l'exercice 1991 la première perte de son histoire avec un déficit de 200 millions de francs, n'a pas intrigué outre mesure la communauté financière new-yorkaise habituée, il est vrai, à des « opérations-ventrises » d'une toute autre ampleur sur quantité de groupes américains au cours des deux dernières années.

Le 11 juin, l'agence de notation Moody's avait abondé dans le même sens en attribuant à Paribas un double A (AA) qui devrait satisfaire analystes et investisseurs. Mais le faible nombre d'actions Paribas réparties dans le public américain (1 % environ sur les 35 % qui constituent le capital noc-

tant, le reste étant contrôlé) témoigne encore d'un relatif manque d'intérêt à l'égard du groupe. Il est vrai qu'en dehors de ses activités bancaires, celui-ci n'a guère consacré plus de 1 % de ses investissements aux Etats-Unis.

La partie essentielle de ce petit portefeuille américain réside dans les 10,1 % détenus dans les magasins RALPS installés à Los Angeles et qui n'ont pas souffert des récentes épreuves de South Central. Pour le reste, le groupe procèdera « modérément » à quelques acquisitions « sur de petites sociétés qui détiennent de bonnes parts de marché », a expliqué pour sa part M. Philippe Blavier, président de Paribas North America.

SERGE MARTI

La mise à jour de la convention collective

La CGT appelle à des arrêts de travail dans les transports urbains le 16 juin

La Fédération nationale des syndicats de transports CGT appelle à une journée d'action dans les transports urbains, mardi 16 juin. Des arrêts de travail de vingt-quatre heures sont annoncés notamment à Angers, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Nîmes, Strasbourg et Toulouse. La CGT entend rappeler ses revendications salariales ainsi que son hostilité au projet de modernisation de la convention collective nationale.

La convention collective des transports publics a vieilli. Signée en 1948, elle ne répond plus, de l'avis des professionnels, aux modes de gestion des entreprises. Le 12 mai, l'Union des transports publics (UTP) a proposé aux organisations syndicales une convention collective « alternative » qui devrait faire l'objet de négociations jusqu'à la fin de l'année. Le texte vise à substituer à une évolution de carrière fondée sur une logique de grades, une promotion en fonction des compétences.

Dans le cadre actuel, les évolutions de carrière résultent principalement de la seule distribution des points d'ancienneté sur une durée de vingt-cinq ans. Moins de 2 % des conducteurs font l'objet d'une promotion professionnelle en fonction de leurs compétences. Le projet de convention propose un nouveau classement des emplois qui permette un décloisonnement de la profession et ouvre les perspectives

Les propositions de l'émirat d'Abou-Dhabi

La Haute Cour de Londres approuve le plan d'indemnisation des déposants de la BCCI

LONDRES

correspondance

La Haute Cour de Londres a approuvé, vendredi 12 juin, le plan d'indemnisation des déposants de la Bank of Commerce and Credit International (BCCI) proposé par l'actionnaire majoritaire, l'émirat d'Abou-Dhabi.

En vertu du plan de compensation des déposants de cette banque, fermée le 3 juillet 1991 pour « fraude à grande échelle » (*Le Monde* des 30, 31 juillet, 1^{er} et 3 août 1991), Abou-Dhabi, actionnaire à 77,4 %, versera quelque 500 millions de livres (9 milliards de francs) aux déposants. La majorité des actionnaires de la BCCI avait refusé d'augmenter cette indemnisation, s'estimant eux-mêmes victimes de l'escroquerie ayant entraîné la fermeture, puis la liquidation de la BCCI. En vertu

de l'accord entre Abou-Dhabi et l'administrateur judiciaire, Touche Ross, l'émirat verserait l'indemnité aux déposants (30 % du montant des créances) en échange de l'immunité judiciaire et de l'abandon de certaines obligations financières.

Les déposants ont jusqu'à mercredi 17 juin pour faire appel. Mais le juge londonien les a prévenus qu'une telle démarche pourrait prendre... une dizaine d'années, « en raison de la complexité du dossier ». « Ce n'est pas très généreux, mais c'est mieux que rien », a conclu le tribunal de Londres, censure économique des activités de la BCCI.

La décision britannique devrait peser sur l'arrêt de la justice du Luxembourg, siège judiciaire de la BCCI, prévu pour le 25 juin.

MARC ROCHE

Pour embaucher et former des jeunes

Les professions du BTP signent un accord sur les préretraites à mi-temps

Toutes les organisations patronales du bâtiment et des travaux publics, à l'exception de la CAPEB (confédération des artisans) qui doit consulter ses instances, et toutes les organisations syndicales, sauf la CGT, ont signé, vendredi 12 juin, un accord paritaire instaurant un dispositif de préretraite progressive pour les salariés de plus de cinquante-cinq ans.

Selon ce protocole, qui sera complété par une convention avec l'Etat, les professions s'engagent à accorder, sur la base du volontariat, le bénéfice d'une préretraite à mi-temps pour 1 500 à 2 500 personnes, en 1993. Ces travailleurs seront rémunérés à 80 % de leur ancien salaire, 30 % étant pris en charge par les pouvoirs publics.

Après avoir suivi une formation, ces salariés âgés tiendront le rôle de tuteurs auprès de jeunes qui, parallèlement - au nombre de 750 à 1 250 - seront embauchés avec des contrats à durée indéterminée. Comme dans le seul accord du même type, signé récemment chez Renault, la formule permet de transmettre le savoir-faire des travailleurs âgés et de recruter des salariés plus jeunes.

À l'offensive lancée récemment par la compagnie américaine Delta. Ces réductions porteront aussi bien sur les vols Concorde, que sur les tarifs première classe, classe affaires et classe économique. - (AFP)

MARTINE LARONCHE

□ Air France va baisser ses tarifs sur l'Atlantique Nord. - Air France a annoncé vendredi 12 juin à New-York une réduction de 25 % à 35 % des prix de ses billets sur ses vols transatlantiques au départ des Etats-Unis cet été, répondant ainsi

Pour savoir comment profiter de l'été, Tours vous livre quelques clés.



Fêtes musicales en Touraine du 12 au 28 juin 1992. Renseignements au (06) 47 21 65 15 ou (06) 47 21 65 08

ETE MUSICAL TOURS A Tours la matière grise prend des couleurs.

GERARD VALLES

L'agitation paysanne

Les organisations agricoles de Haute-Garonne demandent aux députés de jouer les médiateurs

TOULOUSE

de notre correspondant

La Haute-Garonne n'est pas encore isolée du reste du territoire national mais, depuis quelques jours, les agriculteurs, qui multiplient les barrières sur les routes nationales et départementales, perturbent sérieusement la circulation. La Cers, le Tarn, le Tarn-et-Garonne et même le Lot, font aussi les frais de la colère paysanne conduite par la Coordination rurale à laquelle s'est joint, ici ou là, le Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA). La nouvelle politique agricole commune (PAC) attire l'incendie dans les campagnes de Midi-Pyrénées promises au plus sombre avenir, si l'on en croit les études prospectives faites par les organismes spécialisés.

Ces, dans ce contexte qu'une délégation du monde rural a rencontré à

la préfecture, vendredi 12 juin, des élus de la Haute-Garonne. Ces derniers - le département compte huit députés, sept socialistes et un CDS, M. Dominique Baudis - étaient tous présents. De leur côté, les organisations agricoles avaient délégué une vingtaine de leurs.

Les uns et les autres n'étaient pas venus pour faire de la figuration. Les entretiens furent techniques et précis, même si parfois les élus eurent du mal à saisir les subtilités des différentes situations évoquées par leurs interlocuteurs. Ceux-ci avaient préparé un protocole d'accord dont les trois principaux points concernent la suppression de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, l'obtention de la prime ble dur en Haute-Garonne et les indemnités pour le gel d'avril 1991. Des dispositions, comme le reconnaissent un responsable du CDJA, qui ne serviront qu'à

« limiter la casse ». Quant à la faillite entre le syndicalisme traditionnel prêt à accepter des mesures d'accompagnement de la PAC et les représentants de la Coordination, beaucoup plus radicaux et décidés à entretenir l'agitation, elle est patente.

M. Jacques Roger-Machart, député PS, qui s'est engagé à défendre le dossier devant le ministre de l'Agriculture, n'a pas caché les difficultés du dialogue avec certains. M. Dominique Baudis, député et maire de Toulouse, se sentait dans une position plus confortable, exhortant les socialistes à plus de compréhension envers le monde rural et les agriculteurs à ne pas « prendre en otage » les habitants de Toulouse. Les plus modérés des agriculteurs ont promis. Les élus ont signé.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 8 AU 12 JUIN 1992

PARIS

Le temps du plomb

-2,7%

By Jove! A l'heure où la France n'avait d'yeux que pour le Reine Elizabeth et ses chapeaux, les investisseurs anglosaxons en profitant pour s'écarter en bon ordre de la Bourse. « Ils quittent l'Europe », entend-on alors dans les salles de marché où étaient constatées la faiblesse des transactions et un flux important de ventes. Conséquence, la baisse des cours amorcée depuis quinze jours s'est accélérée (-2,7 % en quatre séances), et les gestionnaires se mettent à broyer du noir.

Le marché est « plombé », affirment-ils dans leur jargon imagé. Et de citer comme cause les incertitudes politiques liées au référendum sur Maastricht, les tensions sur les taux d'intérêt et la reprise économique qui se fait toujours attendre. Bref, à l'opinion des premiers mois de l'année, on ne retient que les bonnes nouvelles, ont succédé la déception et le doute. Retour de balancier oblige, seules prises en compte désormais les données sombres.

Après le long week-end de la Pentecôte, ces journées consécutives de baisse (-0,88 % mardi, -0,43 % mercredi, -1,27 % jeudi, -0,03 % vendredi) ont ramené l'indice CAC 40 à son niveau du 1^{er} avril (1 828,29 points). Depuis le début de l'année, la progression moyenne des 40 valeurs principales n'est plus que de 9,21 % contre 15 % en un mois. En effet, le 11 mai, l'indice de la place culmine à 2 077,49 points et s'approche de son plus haut historique (2 129,32 points, le 20 avril 1992). Un niveau qu'il n'a

donc pas pu franchir, contrairement aux espoirs, et qu'il ne pourrait peut-être pas retrouver d'ici à septembre. Si beaucoup envisagent durant l'été une consolidation aux niveaux actuels, les pessimistes voient une descente à 1 800 points, ce qui annulerait quasiment toute l'avance enregistrée depuis le début de l'année.

Révélateur de ce climat incertain, le comportement particulièrement nerveux des investisseurs. Ainsi le titre Schneider a perdu plus de 12 % sur la semaine à la suite d'une réunion réservée exclusivement aux analystes financiers durant laquelle M. Didier Peneu-Vallée, président du groupe de construction électrique, a dressé un constat peu encourageant. Les perspectives de bénéfices ne sont guère meilleures. L'estimation moyenne de 850 millions de francs de bénéfice pour 1992 est désormais considérée comme une hypothèse haute, a-t-il affirmé. Le groupe table sur un résultat net de l'ordre de 400 millions de francs.

Dès mardi ces propos entraînent une chute du titre du groupe Schneider, dont Spie-Batignolles, Merlin-Gérin et SPEP. La Commission des opérations de Bourse (COB), réagissant. Le gendarme des marchés décidait d'ouvrir une double enquête sur les conditions de diffusion des prévisions du groupe et sur les mouvements de baisse des cours. Médiocrisme de la part de Schneider peut-être, mais cette erreur de communication n'est pas une première en Bourse. En octobre 1990, Michelin avait commis le même impair et suscité ce rappel de la Commission : « Il incombe à une société cotée de rendre publique toute information susceptible

d'avoir une incidence sur les cours dont elle n'est plus en mesure d'assurer la confidentialité. » Ces paroles ne seraient-elles donc que des vœux pieux ?

Concentration dans la distribution

La semaine aura aussi été marquée par une dizaine de suspensions de cotations, dont six ont concerné des titres des groupes Casino et Rallye. Les deux distributeurs ont décidé de se rapprocher, Rallye amenant ses hypermarchés, supermarchés et cafés au groupe stéphanois et prenant en contrepartie 30 % du capital. Cette annonce a entraîné une vive baisse des actions Casino, à la reprise des échanges mercredi (-1,8 %) puis jeudi (-4,7 %). Le mouvement s'est poursuivi le lendemain (-2,3 %). Les boursiers n'aiment décidément pas les acquisitions.

Toujours dans la distribution, le groupe textile Dorel, associé à la BNP et à la Société générale, a revendu les quelques 20 % qu'il détenait dans les Nouvelles Galeries aux Galeries Lafayette, actionnaire majoritaire détenant déjà plus de 72 % du capital. Les « Galeries » lanceront une offre publique d'achat simplifiée au prix de 650 francs par action, un niveau supérieur de 15 % au dernier cours coté (563 F).

Au chapitre des suspensions momentanées, celle du coefficient Pédicure mardi avant l'annonce en fin de journée de son désengagement du secteur nucléaire. Le titre a peu évolué à la reprise des échanges. De son côté le holding Exor s'est complétement retiré de Suez en cédant le reliquat de sa participation (1,07 %) à Nestlé. La

transaction se serait réalisée au prix de 332 F l'action.

La semaine aura également été marquée par l'annonce d'augmentations de capital et par l'arrivée sur le marché au comptant, mercredi 10 juin, de la Compagnie générale de bâtiment et de construction (CBC). Deux signes souvent interprétés comme un retour à la confiance des investisseurs pour la Bourse. Mais la modestie des appels au marché (300 millions pour Degremont, 1 milliard pour le Club Méditerranéen) et le peu d'arrivée de nouvelles valeurs - CBC n'est que la deuxième depuis le début de l'année - doivent relativiser cette impression. D'autant plus que CBC a rencontré moins de succès que Lapeyre, arrivée voici un mois. La demande a été deux fois supérieure à l'offre. Mise en vente à 395 F, la valeur ne valait plus que 359,90 F vendredi.

Enfin pour revenir au domaine franco-britannique, l'action European Air Transport a été très chahutée. Les Anglais, qui n'aiment décidément pas que leur fle soit rattaché au continent, ont décidé de supprimer dès le 22 juin cette valeur de la composition de leur indice de référence, le Footsie 100, au motif de taille insuffisante. Une décision qui a entraîné une baisse des cours et une protestation de la firme chargée de réaliser la liaison transmanche. Cette dernière reproche aux Britanniques d'avoir divisé de moitié la capitalisation du groupe en raison de son caractère binationnel. Et tout cela, pendant que la Reine affichait ses convictions européennes au peuple français. My God! A qui se fier désormais ?

DOMINIQUE GALLOIS

NEW-YORK

Sans direction

-1,3%

Déprimée par les incertitudes sur la solidité de la reprise économique américaine, Wall Street s'est dépréciée en dépit d'une reprise étonnante à l'approche du week-end.

Encouragée par une baisse des taux d'intérêt à long terme aux Etats-Unis, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 1,3 % sur la semaine et 1,72 % par rapport à son dernier sommet (3 413,21 points) atteint le 1^{er} juin. Après un début de semaine plutôt calme dans l'attente de la publication de nouvelles statistiques économiques, notamment sur l'inflation aux Etats-Unis, Wall Street a subi une correction technique à la baisse avant de reprendre quelques points grâce des programmes d'achat informatiques et une détente des taux d'intérêt à long terme américains. Inquiétés par l'annonce d'une hausse surprise du taux de chômage en mai aux Etats-Unis, la semaine précédente, les investisseurs optaient pour la prudence. Car, si l'économie américaine est sortie de la récession, le redressement est lent comme le montrent la hausse plus faible que prévu des ventes de détail et le léger gonflement des stocks des entreprises américaines en mai. Les prix restent toutefois largement sous contrôle. Après avoir ravivé

jeudi les craintes d'une accélération de l'inflation en publiant une nette hausse des prix de gros, le département du Commerce a fait état vendredi d'une quasi-stagnation des prix de détail en mai (+0,1%), ce qui a calmé les investisseurs et profité à Wall Street. La Bourse terminait la journée de vendredi sur un gain modeste de 0,09 %. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, revenait à 7,85 % vendredi contre 7,87 % la veille.

Indice Dow Jones du 12 juin : 3 354,39 (c. 3 398,69).

	Cours 5 juin	Cours 12 juin
Alcoa	79	76 1/2
AT&T	42 1/8	43 3/8
Bell	44 7/8	43 7/8
Chase Man. Bank	27 5/8	27 5/8
De Pont de Numon	51 3/8	51 3/4
Eastman Kodak	49 1/4	49 7/8
Exxon	62 3/4	62
Ford	46	47 1/8
General Electric	77 5/8	76 1/4
General Motors	44	43 1/2
Goodyear	50 1/2	50 5/8
IBM	90 1/4	93
ITT	63 5/8	64
Mobil Oil	66 1/8	66 1/4
Pfizer	72 1/2	68 1/2
Schlumberger	67 5/8	66 1/2
Tesoro	64	64 7/8
UAL Corp. (ex-Alleg)	116 3/4	117 1/4
Union Carbide	29 1/2	27 3/8
United Tech.	52 1/4	51
Westinghouse	37 3/8	38 1/4
Xerox Corp.	74	71 1/8

TOKYO

Poursuite du recul

-2,3%

Les valeurs ont poursuivi leur glissement tout au long de la semaine à Tokyo. L'indice Nikkei a chuté de 2,3 % jeudi et 1,84 % vendredi. Le fort recul de vendredi a été attribué à la publication par la Banque du Japon des résultats d'une enquête économique, plus mauvais que prévu.

La plupart des investisseurs s'attendaient à un rebond du Nikkei au-dessus de 2 000 points après la liquidation des contrats à terme de juin. Selon les experts, le marché ne devrait pas se ressaisir avant les élections de la Chambre Haute en juillet.

Indices du 12 juin : Nikkei, 17 383,68 (c. 17 790,04); Topix, 1 328,36 (c. 1 345,96).

tifs tels que Meiji Milk Products Co. Ltd. Toutes les autres séances ont été perdantes. L'indice a chuté de 0,76 % lundi, 0,6 % mercredi, 0,2 % jeudi et 1,84 % vendredi. Le fort recul de vendredi a été attribué à la publication par la Banque du Japon des résultats d'une enquête économique, plus mauvais que prévu.

La plupart des investisseurs s'attendaient à un rebond du Nikkei au-dessus de 2 000 points après la liquidation des contrats à terme de juin. Selon les experts, le marché ne devrait pas se ressaisir avant les élections de la Chambre Haute en juillet.

Indices du 12 juin : Nikkei, 17 383,68 (c. 17 790,04); Topix, 1 328,36 (c. 1 345,96).

	Cours 5 juin	Cours 12 juin
Alel	1 290	1 290
Bridgepoint	1 180	1 180
Canon	1 410	1 360
Fuji Bank	1 440	1 380
Honda Motor	1 450	1 420
Mitsubishi Electric	1 340	1 320
Mitsubishi Heavy	570	570
Sony Corp.	4 320	4 110
Toyota Motors	1 520	1 490

Pétroles

	12-6-92	Diff.
BP-France	111	+ 1
ELF-Aquitaine	382,50	- 7,50
Euro (1)	895	- 7
Primagaz (2)	707	inch.
Sogehap	416	- 14
Total	256,69	- 5,20
Exxon (3)	334,30	- 2,10
Parafina	119	- 1
Royal Dutch	475	- 1,90

(1) Coupon à 25 F.
(2) Coupon à 13 F.
(3) Coupon à 3,30 F.

Métallurgie

	12-6-92	Diff.
Alpi	313	- 9
Deusselt Aviation	398	+ 3
De Dietrich	1 810	- 10
Dives-Lille	402	inch.
Peugeot	745	- 17
SACEM	2 120	- 80
Stralfer, Facon	840	- 21
Valco	756	- 16
Vallourec	231	- 10,10

Alimentation

	12-6-92	Diff.
Bouygues	3 225	- 60
BSN	1 096	- 3
Carrefour	2 600	- 39
Casino, G. P. (1)	1 156	- 12,10
Euro Diso-Soy	625	- 14
Guyenne-Gac	1 701	- 44
LVMH	3 929	- 118
Oléop	1 633	- 85
Pernod-Ricard	3 920	- 9
Promodis (2)	1 258	- 23
Saint-Louis	1 258	- 23
Source Perrier	1 208	inch.
Nestlé	36 240	+ 10

(1) Coupon 5 F.
(2) Coupon 29 F.

Valeurs diverses

	12-6-92	Diff.
Accor	747	+ 83
Air liquide	763	- 14
Bic	809	- 21
CCIP coupon 30 F.	316,60	- 25,50
Club M&A	469	- 46
Elf Sanofi	1 057	+ 1
Estimote	454	- 8
Euro Disney	114	- 4,70
Europe 1	1 038	- 20
Enrotrans	34,90	- 1,05
Group C&C	550	- 14
Hachette	127,50	- 13,20
Havas	529	- 9
Marine Wende	313	- 12
Navigation maritime	1 050	- 64
Nord-Est	132,60	+ 5,10
L'Oréal	860	- 19
Saint-Gobain	570	- 17
Sandras Châillon	248	+ 3
Sis Rougier	670	- 8

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

Mines, caoutchouc

	12-6-92	Diff.
Océphysique	777	+ 63
Indal	335	- 17,60
Métallurg	93	- 4
Nichelin	206,50	- 3,90
RTZ	59,50	- 1,70
CTC	4,25	+ 0,65

Filatures, textiles, magasins

	12-6-92	Diff.
Agache (Fin.)	840	- 8
SHY	823	+ 41
Deauville	3 201	- 11
DMC	356,9	- 17,10
Gal. Lafayette	2 150	- 50
Primatex	792	- 12

Bâtiment, travaux publics

	12-6-92	Diff.
Bouygues	610	- 3
Ciments français	472	inch.
GTW	404,10	- 9
Imacob, Phéas	144	- 7,10
J. Lefebvre	888	- 32
Lafarge-Coppo	349,80	- 15,70
Polier	595	- 1
SGE	231,20	- 6,80

Mines d'or, diamants

	12-6-92	Diff.
Anglo-American	185,50	- 6,40
Amplad	305,50	+ 0,50
Bullfinch	36	+ 0,20
De Beers	133	- 5,00
De Beers Cons.	68,80	+ 1,30
Genor	15,50	- 0,30
Harmony	25,50	- 0,40
Randfontein	23,15	- 0,95
Sainco-Helena	30,10	- 0,90
Western Deep	150	- 1,20

Matériel électrique

	12-6-92	Diff.
Alcatel-Alsthon	631	- 15
CS&E	285,10	- 19,90
Odéon des câbles	2,20	- 8
Intertechnique	360	- 27
Labinal	780	- 6
Legrand	4 730	- 20
Lyon, des câbles	547	- 6
Mans	186	- 2
Merlin-Gérin	517	- 63
Modulux	164,50	- 7,50
Radiotechnique	591	- 13
SEB	2 248	- 27
Suez-Avivon	219	- 13
Thomson-CSF	153,10	- 3,90
IBM	490	- 13,60
ITT	340,20	- 2,80
Schneider	356	- 9,10
Siemens	2 282	- 18

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 12 juin 1992
Nombre de contrats : 125 737 cavions

COURS	ÉCHÉANCES			
	JUIN 92	SEPT. 92	DÉC. 92	MARS 93
Premier	107,28	107,58	107,78	-
+ base	107,46	107,76	107,96	-
+ bas	107,24	107,52	107,74	-
Dernier	107,32	107,62	107,84	-
Compensation	107,32	107,62	107,82	107,88

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	5-6-92	8-6-92	9-6-92	10-6-92	11-6-92
RM	2 177 220		2 107 201	2 707 046	2 893 823
Comptant	418 711		649 827	12 610 744	14 807 130
R. et obl.	148 745		208 356	433 311	200 649
Actions					
Total	2 744 676		2 965 384	15 753 301	17 901 602

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991)

	11-6-92	10-6-92	11-6-92	11-6-92
Françaises	115,1	114,2	113,5	112,3
Etrangères	105,4	105,8	104,8	103,9

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	8-6-92	9-6-92	10-6-92	11-6-92	12-6-92
Indice gén.	539,6	535,9	532,4	530,5	

(base 100, 31 décembre 1987)

	1-6-92	1-9-92	1-12-92	1-3-93
Indice CAC 40	1 962,23	1 953,73	1 928,84	1 928,29

Produits chimiques

	12-6-92	Diff.
Industrie Minière	6 700	- 40
Roussel-Uclaf	2 225	+ 15
Synthabo	1 134	- 10
BSF	820	- 6
Bayer	978	- 2
Hoechst	863	- 8
Imp. Chemical	125,10	- 4
Norsk Hydro	147,8	- 3,20

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Suez	21 559 950	686 618
Ciments Français	1 327 975	626 803
Alcatel Alsthon	847 040	540 797
LMVH	1 070 760	442 163
BNP	3 843 500	426 091
Schneider	568 925	394 945
Saint-Gobain	689 960	389 899
Gén. d. Eau	166 220	381 147
Pengou	436 900	331 716
Elf Aquitaine	841 200	326 019
BSN	1 697 270	292 981
Total	1 088 600	283 086
Michelin	1 325 250	279 638
Lafarge Corp.	426 922	153 169

(*) Du jeudi 18 mai 1992 au samedi 13 juin 1992 inclus.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hauss. %	Valeurs	Baiss. %
Galapagos	+ 15,1	SPEP	- 14,8
Nord-Est	+ 5,1	Schneider	- 13,6
Promodis	+ 1,5	Marin-Gérin	- 12,8
BNP-PP-404	+ 0,7	De Beers	- 12,7
Suez	+ 0,7	Saint-Gobain	- 10,5
Gal. Lafayette	+ 0,5	Métallurgie Indst.	- 10,0
BNP	+ 0,5	Club Méd	- 9,9
Silvaco	+ 0,4	Com. Glacé	- 8,4
Marine Wende	+ 0,3	CS&E	- 7,8
Marine Wende	+ 0,3	Casino G. ADP	- 7,6
Marine Wende	+ 0,3	CS&E	- 7,6
Gal. André	+ 0,3	Unilever	- 7,5
Fininvest	+ 0,3	Paribas	- 7,5
Fininvest	+ 0,3	Unilever	- 7,5

صكزار من الجليل

ERS

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Aucun emprunt en écus

Pour la première fois de l'année, une semaine entière s'est écoulée sans qu'aucun nouvel emprunt en écus n'ait vu le jour. Ce calme inhabituel reflète le désarroi qui s'est emparé du marché depuis le refus du Danemark de ratifier le traité de Maastricht. Maintenant que l'incertitude prévaut quant à la réalisation d'une union économique et monétaire dans la communauté des Douze, le compartiment de l'écu est vu avec suspicion. Cette situation risque de se prolonger plusieurs mois encore, au moins jusqu'à un référendum français.

La fermeture du marché de l'écu a des conséquences importantes pour de nombreux emprunteurs. En raison de son énorme endettement, l'Italie figure parmi ceux qui ont le plus à en souffrir, car si le Trésor public romain n'a plus accès à cette source de financement où il s'est habitué à puiser largement, il lui faudra lever davantage de fonds dans sa propre monnaie, à laquelle sont associés des taux de rendement beaucoup plus élevés que ceux de l'écu. Cette perspective n'a pas manqué d'aggraver encore les difficultés déjà grandes du marché des titres en lire.

Bien que la situation ne soit de loin pas comparable, le marché du franc a lui aussi été atteint de façon prononcée. Comme ces derniers mois les coûts des emprunts en écus et en franc s'étaient beaucoup rapprochés, les débiteurs français étaient de plus en plus nombreux à se procurer des ressources à long terme dans la devise nationale. Pour l'instant, ils n'ont plus guère le choix, et la crainte d'une brusque surcharge du marché du franc, due à l'arrivée soudaine d'opérations qui auraient dû être émises en écus, explique en partie pourquoi le niveau de l'intérêt a tant monté ces derniers jours. Parmi les transactions ainsi repatriées l'emprunt de 2 milliards de francs, lancé pour le compte de la Caisse nationale des

autoroutes est très intéressant. L'affaire était placée sous la conduite de la Société générale.

C'est une des grandes réussites de ces derniers jours. Le débiteur est prestigieux, et sa proposition a obtenu l'assentiment des investisseurs en France et à l'étranger. Ceux qui ont acquis les titres à leur prix d'émission étaient assurés au départ d'un rendement supérieur de 33 points de base (ou centimes de point de pourcentage) à celui des fonds d'Etat de même durée, et considérés sous cet aspect, l'affaire ne paraît pas très coûteuse. Il reste qu'elle revient à l'emprunteur à 9,23 % l'an, alors qu'à la fin du mois de mai il n'aurait même pas eu à déboursé 9 %.

Par ailleurs l'emprunt lancé par le Crédit national a été perçu par un montant total de 3,5 milliards de francs à également retenu l'attention, car Moody's, une des principales sociétés d'évaluation de crédit, venait d'abaissé d'un cran la note donnée à la dette de cette entreprise. Cela n'a pas empêché l'opération de se faire à des conditions relatives, de l'ordre de celles que le même débiteur avait obtenues au début de l'année. Le Crédit commercial de France, à qui l'opération était confiée, l'avait divisée en deux tranches, l'une d'une durée de près de sept ans, l'autre d'environ deux ans seulement. La plus longue est plutôt destinée aux investisseurs professionnels, la plus courte aux particuliers.

Le Danemark se distingue

Sur le marché de l'euro-marché, la situation est tout autre. Le regain de fermeté de la devise a facilité une baisse des taux d'intérêt, ce qui n'a pas manqué d'attirer des investisseurs étrangers. Un emprunteur s'est particulièrement distingué, le Danemark qui effectuait un grand retour : il n'avait plus levé de fonds sur le marché allemand depuis

1986. Son émission a montré que le crédit de ce pays ne se ressentait nullement de sa décision de refuser le traité de Maastricht. Son nouvel euro-emprunt, d'une durée de cinq ans et d'un montant de 500 millions de marks, lui revient à 8,4 % l'an. Lorsque l'opération a été lancée, au lendemain de l'interdiction de la Pénicilline, ce taux était très proche du rendement que procuraient les bons du Trésor émis par le gouvernement de Bonn. Il serait difficile d'obtenir de meilleures conditions. L'affaire était dirigée par la Westdeutsche Landesbank de Düsseldorf.

Plusieurs autres candidats étrangers de premier plan envisagent de solliciter à leur tour le marché allemand. L'Espagne est au nombre des candidats les plus sérieux, et on prévoit que son prochain euro-emprunt se monte à 2 milliards de marks. Ce sera vraisemblablement une opération à taux variable dont l'intérêt devra être très proche du LIBOR, la référence internationale du marché monétaire.

La faveur dont jouit actuellement le mark est grande, et cela permet de surmonter en partie un obstacle important : celui des incertitudes relatives à la façon dont seront imposés les revenus des placements de capitaux en Allemagne. La position du gouvernement et celle de l'opposition sont très éloignées l'une de l'autre à ce sujet. Un compromis finira certainement par s'imposer, mais il n'est pas encore possible de prévoir quelle forme il prendra, et surtout dans quelle mesure le secret bancaire sera mis en cause.

Pour ce qui est des compartiments du dollar américain, les spéculateurs s'attendent à une vive animation tant sur l'euro-marché qu'à New-York, où les candidats à l'emprunt se bousculent. Les compartiments canadiens et australiens font également preuve d'une très bonne disposition.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Rechute du dollar

La devise américaine n'en finit pas de ne pas remonter, au grand dépit des prévisionnistes de tout poil, et s'est même payé le luxe de fléchir assez brutalement cette semaine, retombant, un moment, au-dessous de 5,30 francs, au plus bas depuis quatre mois. Ce fléchissement a été accentué par la fermeté d'un mark fortement dopé par les spéculations sur l'avenir du traité de Maastricht. Par ailleurs, les monnaies « faibles » du Système monétaire européen, lire et peseta, atteintes par les ondes de choc du « non » danois au référendum, ont été attaquées.

Une série de « mauvaises nouvelles » s'est abattue sur le dollar à la veille du week-end : faiblesse des ventes au détail américaines en mai, augmentation des prix de gros plus forte que prévu (+ 0,6 %) aux Etats-Unis, mal contrebalancée par une hausse des prix de détail inférieure

aux prévisions (+ 0,1 % en mai et + 3 % en rythme annuel, pendant les cinq derniers mois). En outre, les dirigeants de la Banque fédérale d'Allemagne réaffirmaient, avec un bel ensemble, qu'il n'était pas question d'abaisser les taux directeurs de la BUBA.

Tout cela conduit à rendre pessimistes certains opérateurs qui voient le cours du « billet vert » glisser à 1,35 deutschemark, après avoir « cassé » cette semaine le cours de 1,58 deutschemark.

Dans la tourmente provoquée par le coup de Maastricht (la bataille des référendums), le franc français est celui qui s'est comporté le plus honorablement par rapport au mark, dont le cours, à Paris, n'a finalement pas varié d'une semaine sur l'autre, à 3,3680 francs (sauf une pointe à 3,720 francs) après sa baisse brutale de la semaine dernière. La lire, en revanche, et surtout la peseta, ont

été très éprouvées. La Banque d'Espagne a dû intervenir pour défendre sa monnaie vis-à-vis du mark, notamment après l'annonce d'une hausse des prix de détail de 0,3 % en mai dans la péninsule ibérique, et de 6,5 % en un an. Les taux d'intérêt à court terme se sont tendus à Madrid (12,80 % à six mois).

Notons que MM. Helmut Schlesinger et Hans Tietmeyer, président et vice-président de la Bundesbank, n'excluent pas un réajustement des parités dans le Système monétaire européen avant la phase finale de l'Union monétaire, ce qui vise, sans les nommer, la lire et la peseta, mais pas dans l'immédiat.

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 8 AU 12 JUIN 1992

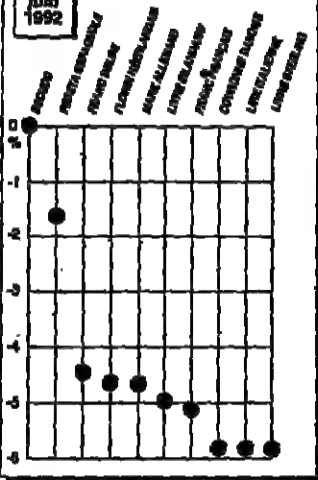
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	D.marc	Franc belge	Florin	Lire (italienne)
New-York	1.8330	-	16.8720	76.7730	63.6335	3.9921	36.9972	8.08041
Paris	1.8330	-	16.8720	76.7730	63.6335	3.9921	36.9972	8.08041
London	1.8330	-	16.8720	76.7730	63.6335	3.9921	36.9972	8.08041
Zurich	1.8330	-	16.8720	76.7730	63.6335	3.9921	36.9972	8.08041
Frankfurt	1.8330	-	16.8720	76.7730	63.6335	3.9921	36.9972	8.08041
Bruxelles	1.8330	-	16.8720	76.7730	63.6335	3.9921	36.9972	8.08041
Amsterdam	1.8330	-	16.8720	76.7730	63.6335	3.9921	36.9972	8.08041
Milan	1.8330	-	16.8720	76.7730	63.6335	3.9921	36.9972	8.08041
Tokyo	1.8330	-	16.8720	76.7730	63.6335	3.9921	36.9972	8.08041

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 12 mai, 4,185844 F contre 4,2198582 F le vendredi 5 juin 1992.

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN

Amplitude des variations de chaque monnaie par rapport à la plus forte



Taux calculés par rapport aux cours cotés de la Banque de France

MATIÈRES PREMIÈRES

Raffermisssement des métaux

La semaine a été marquée par le raffermisssement quasi général des métaux sur le marché de Londres, de l'étain et du cuivre en particulier. Il serait sans doute prématuré d'attribuer ce regain à l'amélioration de la conjoncture économique dans plusieurs pays industriels, tant celle-ci, comme aux Etats-Unis, paraît encore fragile et irrégulière. En outre, les métaux reflètent moins qu'autrefois les à-coups de la croissance, une augmentation de l'activité ne provoquant pas systématiquement un surcroît d'utilisation de métaux. Deux explications à cela : les économies sont de moins en moins industrielles, gagnant leur croissance dans les services ; les industries, autrefois choquées par les fluctuations des cours et aux progrès technologiques, utilisent des proportions moins importantes de métaux que par le passé.

Ces réserves faites, les cours de l'étain ont bel et bien grimé ces jours derniers, touchant leur meilleur niveau depuis deux ans, juste au-dessus de la barre dite « psychologique » des 5 500 livres la tonne. Un cours à rapprocher des 5 500 livres qu'affichaient les tableaux de cotation du London metal exchange (LME) au début d'année. Autour du « ring », les opérateurs se mouvaient à la seule spéculation. Aucun élément fondamental - c'est-à-dire concernant l'offre et la demande - ne pouvait justifier pareille fermeté. Au contraire, on

notait un accroissement des stocks de 60 tonnes (à 12 775 tonnes) dans les entrepôts du LME.

La tendance des prix s'est d'ailleurs partiellement inversée en fin de semaine à la suite de ventes chinoises. On apprendrait aussi qu'un tribunal fédéral américain a annulé l'ordonnance qui empêchait jusqu'ici le groupe minier Esber de commencer l'exploitation de l'étain dans la région amazonienne de Rondonia. Un porte-parole de la société indiquait qu'une petite unité de production serait mise en route sous dix jours. L'offre annuelle ne devrait pas excéder 8 000 à 10 000 tonnes. Enfin, la société d'Etat bolivienne Comot a conclu un accord de joint-venture avec une filiale du groupe brésilien Parapanama pour l'exploitation pendant vingt ans d'un gisement fermé en 1985 après la grande crise de l'étain. D'après les experts, il resterait à traiter 60 millions de tonnes de minerai avec une teneur en métal de 0,3 %. La production devrait atteindre rapidement 2 900 tonnes par an, soit 2 % de l'offre mondiale.

Le cuivre sur les hauteurs

Autre métal en vue cette semaine, le cuivre s'est traité sur les hauteurs, soumis à diverses pressions, en particulier l'entrée en phase de négociations salariales chez les deux géants canadiens, Asarco et Noranda. Ces périodes sont habituellement sujettes à des mouvements de grève qui provoquent *facto* des interruptions de livraison. D'après la firme anglo-saxonne Biliton-Enthoven, la demande mondiale de métal rouge pourrait dépasser de 20 000 tonnes la production. Un élément supplémentaire de renchérissement. Mais là encore, les opérateurs s'attendent à des ventes chinoises qui pourraient contraindre la remontée des prix.

Si l'aluminium s'est montré irrégulier, les opérateurs ont réagi plutôt négativement à la publication des statistiques de ventes de l'ex-URSS par l'association européenne de l'aluminium. En 1991, Moscou a écoulé à l'Ouest 1 million de tonnes d'aluminium, alors que les volumes n'avaient pas dépassé une fourchette comprise entre 250 000 et 300 000 tonnes pendant la décennie passée. Cette situation nouvelle a contraint l'industrie européenne à réduire sa production

de 3,5 %, à 3,5 millions de tonnes (elle recula en 1992 à 3,28 millions de tonnes). Un effort d'ajustement qui n'a pas empêché la production mondiale de progresser globalement de 3,5 % pour atteindre 14,8 millions de tonnes. D'autres industries ont en effet continué d'accroître leur activité, au Canada, en Amérique latine et en Asie. On s'attend en 1992 à voir les capacités de production nouvelles s'accroître de 640 000 tonnes environ. Les producteurs européens restent optimistes quant à la croissance de la consommation mondiale, qui devrait progresser de 3 % l'an dans les prochaines années. Les prix ne permettent pas en revanche à la plupart des industriels de couvrir leurs coûts de production. Les professionnels estiment en outre que la situation tendra à s'améliorer de celle - de ces années 80. A cette époque, l'industrie européenne n'utilisait que 80 % de ses capacités. Le taux est actuellement de 96 %.

Au moment où s'achève la conférence de Rio sur la terre, nombre de producteurs de métaux, au Nord comme au Sud, s'inquiètent des taxes sur l'énergie qui pourraient les frapper. L'aluminium est en particulier un métal très « gourmand » en énergie, et la viabilité de ces secteurs pourrait être compromise. Déjà se pose la contradiction entre produire propre et produire à des coûts acceptables tant par l'industrie que par le marché.

ERIC FOTTORINO

■ M. René Jaeggi quitterait Adidas le 30 juin prochain. - Le départ de M. René Jaeggi, président du directoire d'Adidas, le 30 juin prochain au lieu de la fin de l'année, lui a été demandé par M. Gilbert Beaux, représentant des intérêts de Bernard Tapie dans Adidas, selon le quotidien allemand *Die Welt* paru vendredi 12 juin. Dans un entretien au journal allemand, M. Jaeggi souligne que ce départ anticipé n'est absolument pas volontaire. « Je prendrai mon chemin à la sortie de la prochaine assemblée générale des actionnaires du 30 juin prochain », a rétorqué M. Jaeggi. Agé de quarante-quatre ans et de nationalité helvétique, M. René Jaeggi est un ancien judoka converti au marketing. Il préside le directoire d'Adidas depuis 1987.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Ondes de choc

Les marchés financiers ont subi le choc que le « coup de Maastricht » de la semaine précédente (annoncé au référendum danois et annoncé d'une consultation populaire en France) avait provoqué la semaine dernière.

A Paris, les non-résidents, surtout les Américains de Londres, Salomon, Shearson et autres Morgan Stanley ont lâché des titres longs du Trésor français (au-dessus de cinq ans) pour se reporter sur des titres courts, sans risque de baisse des cours. Ajoutons-y des arbitrages sur les emprunts d'Etat allemands (vente d'OAT et achats de bunds), comme le recommande, par ailleurs, Dresdner Bank, et on comprend que les cours du MATIF ne se soient pas redressés après leur viril recul de la semaine dernière (de 108,80 à 107,30), ne parvenant pas à remonter au-dessus de 107,60 sur l'échelle du septembre (107,30 sur celle de juin).

Le marché de l'écu, frappé de plein fouet le mercredi 3 et le jeudi 4 juin, avec deux suppressions de séance et une chute spectaculaire, de 108,30 à 105 sur le contrat OAT en écus, avec un rendement porté, brutalement, de 8,50 % à plus de 9 %, ne s'est pas relevé à la veille du week-end. Le contrat écu sur le MATIF avait encore glissé à 104,75 (9 1/8 %). C'est un terrible retour de bâton après, il est vrai, deux ans de spéculation sur une baisse des rendements des titres en écus, se rapportant aux niveaux les plus bas de la CEE (en Allemagne, notamment, et aussi en France).

Comme nous le relevions la semaine dernière, les marchés ont horreur de l'incertitude, et il est vraisemblable que, sans surprise trop tardive, le MATIF restera déprimé, car perturbé jusqu'à l'automne, c'est-à-dire jusqu'au référendum français. La déception a été si grande que la méfiance s'est installée, notamment de la part des Anglo-Saxons, vis-à-vis de l'Europe, l'Allemagne mise à part, bien entendu.

Sur le marché obligataire, passablement secoué par l'électrochoc précédemment évoqué et par la baisse des cours du MATIF, l'accueil réservé aux émetteurs a été plutôt mitigé. Ainsi, la SNCF, qui proposait un emprunt « mammoth » de 5 milliards de francs, a-elle dû se rabattre sur un montant de 3 milliards de francs, avec une option pour 20 % supplémentaires, en deux tranches égales. La première, réservée au marché domestique, et émise sous l'égide de la Caisse nationale de Crédit agricole, a été une belle « collette », son taux nominal de 8,60 %, 8,96 % réel et 9,10 % pour les investisseurs institutionnels étant considéré comme insuffisant. La seconde, réservée au marché international, s'est mieux placée, ledit

marché international ayant, au dire des titulaires du contrat, réservé 80 % de toute l'émission.

La Caisse centrale de coopération économique (CCCE), qui levait 1 milliard de francs sur le marché domestique à 8,60 % nominal, 8,99 % réel et 9,12 % pour les souscripteurs, a été moins pénalisée, plaçant assez aisément son papier. Il est vrai que le montant était beaucoup moins élevé et que la CCCE bénéficie encore de la garantie de l'Etat, conjointement avec les SDR (Sociétés de développement régional) et le CEPME (Crédit d'équipement par PME).

Pour la semaine prochaine, on attend un Financier (SDR) pour 2 à 2,5 milliards de francs et la Caisse d'épargne (2 milliards de francs pour le réseau), un GOBTP, Groupement pour le financement des ouvrages de bâtiment, travaux publics (1 à 1,5 milliard de francs) et, peut-être, le Crédit national (2 à 3 milliards de francs). Mais tout dépendra de l'état du marché.

Nouvelle progression des siccav monétaires

Les souscriptions nettes de siccav monétaires se sont élevées à 25,1 milliards de francs en mai, après les 8,1 milliards de francs d'avril, selon les statistiques d'Euro performance. Cette augmentation est un peu inférieure aux 27,8 milliards de francs de janvier 1992 (meilleur résultat depuis le début de l'année), mais elle excède très largement celle de mai 1991, à 8,1 milliards de francs. L'encours des siccav monétaires n'a, toutefois, progressé que de 22,4 milliards de francs (y compris les coupons encasés), un million de francs de moins que celui des rachats par l'émetteur. Quant aux siccav d'actions, l'hémorragie se poursuit : les rachats ont emporté de 1,7 milliard de francs sur les souscriptions, dont 1,1 milliard de francs pour les seules siccav actions françaises.

En ce qui concerne les siccav monétaires, il sera intéressant d'étudier l'effet de la réforme de la fiscalité qui s'applique à celles qui sont commercialisées sous le régime de la capitalisation : diminution de moitié du plafond de transactions sous lequel l'exonération des plus-values sur cession est acquise. Selon Euro performance, les siccav court terme, dont les siccav monétaires font l'essentiel, ressortent du régime de la capitalisation pour 82 % en nombre (269 sur 328) et 86 % en encours (1 030,85 milliards de francs sur 1 196,15 milliards de francs) à la fin d'avril 1992. Les siccav court terme

qui distribuent ne représentent que les 11 % de l'encours restant à appliquer dans vingt-trois siccav dont la forme varie au gré des décisions de leurs assemblées générales. On voit donc que la « Capi » couvre l'essentiel de ces siccav court terme.

Quant aux siccav obligataires, la capitalisation ne s'applique qu'à 30 % de l'encours (290,31 milliards de francs au total), contre 66 % pour la distribution (de coupons). On sait que les porteurs de siccav monétaires ont jusqu'au 31 décembre 1992 pour réagir, conserver ou vendre. Leur réaction est imprévisible. Il faut seulement remarquer que, même avec un prélèvement fiscal de 18,6 % sur les coupons de siccav court terme, régime de droit commun, ces porteurs bénéficient encore d'une rémunération comprise entre 7 % et 7,75 % sur le capital placé. Elle est encore bien supérieure aux 4,50 % des livrets A des Caisse d'épargne, dont le montant se réduit comme peu de chagrin. La « décollecte » sur ces livrets - c'est l'excédent des retraits sur les dépôts, - qui avait atteint 31 milliards de francs en 1991, en est déjà à 32 milliards de francs à fin mai, en route, peut-être vers les 70 milliards de francs, au grand désespoir de M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, qui ne peut plus compter sur le livret A pour financer le logement social, et doit vendre, à perte, sur le marché, ses créances sur les LHM en y ajoutant des remboursements sur prêts échus.

M. Christian Pignet, président de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts, a proposé l'instauration d'une prime de fidélité pour les livrets A, de 0,50 % à 0,75 %, comme cela a été le cas dans les années 70. Mais M. Michel Sapin, ministre des finances, a opposé une fin de non-recevoir, car l'instauration d'une telle prime réduirait le coût du financement du logement social. Un véritable cercle vicieux.

Relevons, au passage, que les guichetiers des Caisse d'épargne sont les premiers à proposer aux épargnants un investissement en siccav monétaire, pour ne pas perdre de clients au profit de la concurrence. Sur un plan plus large, le problème du bon sens des siccav monétaires se poserait beaucoup moins si les taux d'intérêt à court terme n'étaient pas maintenus à un niveau aussi élevé (9,50 % à 10 %) par la Banque de France, pour respecter l'équilibre avec les taux allemands. A 6 % sur un mois, taux qui serait normal en France à l'heure actuelle, les 4,50 % excédents d'impôt des livrets A réduiraient considérablement.

FRANÇOIS RENARD

Sévère répression des émeutes dans plusieurs grandes villes

Le pouvoir iranien reconnaît implicitement la gravité de la crise sociale

Téhéran vient de reconnaître implicitement l'existence d'une grave crise sociale en Iran. Après les violentes émeutes qui ont ensanguiné plusieurs grandes villes du pays depuis le 16 avril, notamment Chiraz, Arak et Machhad, et qui se sont soldées par des centaines d'arrestations, trois condamnations à mort dont huit exécutées, plusieurs dizaines de peines de prison et de flagellation, le président Ali Akbar Rafsanjani a admis publiquement, vendredi 12 juin, que « la population est confrontée à des difficultés et est en conséquence mécontente ».

Alors qu'au début de semaine, le « guide » de la république islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, et le président du Parlement, M. Ali Akbar Natcheg Nouri, parlaient seulement d'« incidents », de simples « faits divers sans aucune origine politique », ou « d'événement banal, comme il peut s'en produire dans n'importe quel pays », le président Rafsanjani a mis en garde les Iraniens contre « toute nouvelle agitation », en précisant : « Nous devons nous attendre à ce que ce genre d'actes se répètent, il va falloir que nous gardions toute notre vigilance ».

Ces manifestations sont à chaque fois nées d'incidents mineurs qui ont dégénéré. La première, le 16 avril, à Chiraz, est partie d'un rassemblement de mutilés de la guerre contre l'Irak. Selon une source iranienne, quatre à cinq cents anciens combattants s'étaient réunis devant les bureaux de l'administration de l'économie et des finances afin de protester contre la réduction des produits de première nécessité.

Quinze jours plus tard, à Arak, des fonctionnaires de la municipalité, accompagnés de policiers, venaient rappeler à des habitants qui bâtissaient des maisons en périphérie que les travaux étaient illégaux en l'absence de permis de construire. Le 30 mai à Machhad, d'autres fonctionnaires tentaient de faire appliquer la même réglementation en

matière d'urbanisme - une première depuis la révolution, tant il était admis que les « déshérences » pouvaient construire en toute liberté.

Une charge de police maladroite sur les manifestants handicapés à Chiraz, une dispute et un attroupement autour d'un camion de briques qui entraîna la mort d'un enfant à Arak, une famille qui refusa une expulsion à Machhad et s'est trouvée enserrée sous les décombres provoqués par les secousses d'un bâtiment : à chaque fois la population est sortie dans la rue, protestant par dizaines de milliers contre la vie chère, assaillant les banques, les locaux administratifs et les bureaux de l'Organisation de la propagande islamique. Plusieurs autobus et bâtiments publics ont été incendiés. Selon des témoins iraniens, ces manifestations, par leur ampleur, leur caractère spontané et répété, pouvaient évoquer l'ambiance des premiers jours de la révolution islamique. Une impression partagée mais tempérée, par un diplomate occidental, qui rappelle qu'à plusieurs reprises déjà, des mouvements de foules avaient assailli et dévasté des magasins.

« Demandes urgentes de la population... »

Toujours est-il que le pouvoir en place semble embarrassé par ce climat de fronde qui s'accroît dans le pays. Le nouveau rigorisme économique, qui se traduit entre autres par une inflation de 40 %, une politique de vérité des prix et la limitation des subsides accordés pour l'achat de produits de première nécessité, touchent de plein fouet les *mostafafin*, les déshérités, cette couche de la population, aux laquelle s'ajoute encore la référence sacrée des radicaux, aujourd'hui écartés du pouvoir après la victoire des partisans du président Rafsanjani aux dernières législatives.

Le pouvoir en place a décidé de réagir avec rapidité et fermeté. Les hésitations des forces de l'ordre pour réprimer les mouvements de foules, qui, selon certaines sources, n'auraient été dispersés à chaque fois que très tard le soir, ont été

sanctionnées. Le représentant du guide de la révolution à Chiraz, l'ayatollah Hâdi Shirazi, n'avait pas caché son mécontentement devant l'attentisme des forces de l'ordre. Dans un communiqué publié par le journal *la Voix du combattant* du 16 mai, il déclarait : « C'est vrai que l'on a appris aux forces de l'ordre à se comporter correctement avec la population : mais ces gens-là ne sont pas des gens du peuple, ce sont des contre-révolutionnaires ».

Deux commissaires de police ont été révoqués et emprisonnés pour leur mollesse. Des brigades spéciales anti-émeutes ont été créées au sein du corps des gardiens de la révolution, les pasdaran, et des tribunaux spéciaux

ont été constitués pour juger les manifestants arrêtés par centaines. Après avoir laissé entendre que ces mouvements de révolte pouvaient avoir été fomentés par des groupes d'opposants, notamment les Moudjahidines du peuple, les autorités iraniennes tentent d'expliquer aujourd'hui qu'il s'agit d'une délinquance urbaine classique. « Ceux qui se sont livrés à des pillages sont des malfaiteurs avec de lourds casiers judiciaires », a déclaré le président Rafsanjani. Mais il a ajouté qu'il fallait « donner suite aux demandes urgentes de la population afin d'éviter tout prétexte à ces malfaiteurs ».

D. L. G.

La grève suspendue par plusieurs syndicats

Négociations par société dans l'audiovisuel public

Pour son deuxième jour, la grève de l'audiovisuel public a été globalement moins suivie vendredi 12 juin que la veille. Elle a néanmoins empêché la confection de nombreux journaux régionaux à FR3, alors que la plupart des stations Radio-France diffusaient un programme musical, et que la mobilisation était forte à RFO et RFI. Les perturbations n'ont pas affecté les émetteurs, les syndicats ayant appelé à la reprise du travail dès vendredi matin dans tous les centres d'émission de TDF (tout en déposant un nouveau préavis pour le 17 juin), ce qui a incité la direction à arrêter des poursuites engagées contre certains grévistes (le Monde du 13 juin).

dans la journée, des stratégies divergentes se sont manifestées dans les différentes sociétés, et selon les syndicats. Plusieurs assemblées générales, comme à Radio-France, ont voté le principe de la continuation de la grève, devant le refus des employeurs de proposer plus de 2 % de hausse du point d'indice. La CGT a donc maintenu son mot d'ordre de grève pour samedi. Le SNJ (Syndicat national des journalistes) en a fait de même partout, sauf à Antenne 2. Dans la chaîne

publique, les syndicats SNJ et CFDT ont préféré adopter une autre stratégie : suspendre la grève, et déposer un nouveau préavis pour le 18 juin, pour éviter que les actions s'essouffent. C'est globalement la stratégie adoptée par la CFDT, qui a appelé à la reprise du travail à Radio-France, après l'envoi fait à TDF. Des négociations se sont ouvertes dès vendredi après-midi à TDF, et devaient se poursuivre lundi.

On semblait s'orienter ainsi vers des négociations par société, sous le contrôle du collège des employeurs. A la question salariale posée s'ajoute donc en filigrane celle de la convention collective, et de sa révision, différentes des diverses sociétés de l'audiovisuel public. L'autre question posée, par la limitation à 4 % de la masse salariale, est celle du partage entre augmentations collectives et individuelles, ou nouvelles embauches. Le communiqué CFDT-SNJ-CGT d'Antenne 2 dit par exemple : « Les personnels refusent de financer plus longtemps les salaires démesurés des trop nombreux privilégiés de la société ».

M. C. I.

Les travaux du Parlement

Les titulaires de comptes joints pourront désigner l'un d'eux responsable des incidents de paiement

Les députés ont adopté en seconde lecture, vendredi 12 juin, le projet de loi adaptant au marché unique existant par la législation applicable en matière d'assurances et de crédits, présenté par M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances.

Ce projet de loi prévoit notamment à l'Etat de réduire de 75 % à 50,1 % sa participation dans le capital des trois grands groupes publics d'assurance (AGF, GAN, UAP) et modifie le statut de la Caisse nationale de prévoyance. Au cours de l'examen des articles, les députés ont réintroduit dans le texte du gouvernement plusieurs dispositions supprimées par le Sénat.

Ils ont ainsi rétabli la mention de l'appartenance au secteur public des trois caisses centrales d'assurance et, dans un tout autre registre, reconduit l'extension de certaines garanties liées à la procédure d'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles. Comme en première lecture et contre l'avis du gouvernement, ils ont ainsi fixé des délais précis pour l'intervention des experts, afin d'engager correctement les processus d'indemnisation des sinistres.

Les députés ont également adopté deux amendements nouveaux présentés par le gouvernement. Le premier, qui s'inscrit dans la philosophie générale du projet, aménage le statut juridique de la Caisse centrale de réassurance afin de permettre à cet établissement anonyme, transformé en société anonyme, d'ouvrir son

capital pour contribuer au financement de son développement, la majorité de ce capital restant cependant dans le secteur public.

Le gouvernement a fait adopter un autre amendement qui comble une lacune de la loi sur la sécurité du chèque promulguée le 30 décembre 1991 et entrée en vigueur au 1^{er} juin de cette année. Il stipule que, pour les comptes joints, l'un des titulaires peut être désigné comme responsable des incidents de paiement qui pourraient survenir, « tant en ce qui concerne le compte incriminé qu'en ce qui concerne les autres comptes dont il pourrait être individuellement titulaire », alors que, pour les autres titulaires, les sanctions éventuelles ne sont applicables que pour le compte incriminé.

Dans le cas contraire, les pénalités sanctionnant, par exemple, les défauts de provision sont applicables de plein droit à tous les titulaires de comptes « tant en ce qui concerne ce compte qu'en ce qui concerne les autres comptes dont ils pourraient être individuellement titulaires ».

Le gouvernement s'est, en revanche, opposé à un amendement déposé par M. Jean-Paul Planchou (PS, Seine-et-Marne), et adopté par l'Assemblée, qui tend à faciliter et à accélérer les processus d'indemnisation, en prévoyant que les experts doivent intervenir dans un délai maximum d'un mois pour constater les dommages liés à des catastrophes naturelles.

G. P.

La loi sur le financement des partis et des campagnes électorales sera appliquée dans les TOM et à Mayotte

Le Sénat a adopté, vendredi 12 juin, le texte tendant à l'application de la loi du 15 janvier 1990 sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, ainsi que plusieurs mesures récentes relatives au déroulement des élections aux territoires d'outre-mer et à Mayotte. Ces dispositions s'appliqueront en application qu'au lendemain, des élections législatives de mars 1993.

M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, a rappelé que la loi du 15 janvier 1990 a un triple objectif : « moderniser les campagnes électorales, moderniser le droit électoral et améliorer la transparence, la sécurité juridique ». Les TOM (Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et Polynésie française) et Mayotte seront donc soumis aux mêmes règles que la métropole et les départements d'outre-mer en matière de financement des campagnes et des partis.

Plusieurs autres textes sont également étendus aux TOM et à Mayotte, notamment des dispositions concernant la diffusion de propagande ou de résultats partiels, les procractions, ou encore la délimitation des circonscriptions.

A l'occasion de la discussion de ce projet, le rapporteur de la commission des lois, M. Robert Savvy (PS, Haute-Vienne) a présenté le bilan des deux premières années d'application de la loi du 15 janvier 1990. Il a indiqué que les nouvelles règles avaient été appliquées à trente élections partielles - cinq législatives, quatre cantonales, vingt et une municipales. La commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques a reçu 199 comptes de cam-

pagne sur les 210 attendus et elle en a approuvé 190. Huit comptes ont été rejetés et la commission a saisi le juge de l'élection au sujet de vingt candidats : quatorze indigibilités et deux démissions d'office ont été prononcées.

M. Savvy a également déclaré que sur les 867 comptes d'élections régionales et 732 comptes d'élections cantonales, le juge de l'élection a été saisi de 1 300 cas. Selon M. Savvy, ces chiffres montrent que « les candidats ont intégré dans leur comportement les nouvelles obligations auxquelles l'immense majorité d'entre eux a pleinement satisfait » et que « les mécanismes de contrôle ont fonctionné, la commission n'ayant pas hésité à utiliser les pouvoirs à sa disposition ».

Le Sénat a adopté le projet de loi sur le sport

Le Sénat a adopté, à la quasi-unanimité, vendredi 12 juin, le projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives présenté par M. Frédéric Bredin, ministre de la jeunesse et des sports. Seul le groupe communiste s'est abstenu.

Au cours de la discussion des articles, les sénateurs ont apporté plusieurs modifications au texte issu des travaux de l'Assemblée nationale. A propos de la participation financière des collectivités locales aux activités sportives, ils ont adopté un amendement proposé par M. François Lézin (Rassemblement démocratique, Aisne), rapporteur au nom de la commission des affaires culturelles, qui interdit l'octroi de toutes garanties d'emprunt et de cautionnement des collectivités locales, au profit des clubs sportifs. Les sénateurs ont estimé que ces aides étaient souvent utilisées, en fait, comme des subventions de fonctionnement et qu'il était impossible, en dépit de la charge qu'elles peuvent représenter pour les mairies ou les conseils généraux, d'en contrôler l'emploi.

Les sénateurs ont enfin modifié sensiblement le dispositif nouveau d'homologation des crociets sportifs proposés par amendement à l'Assemblée nationale par le gouvernement après la catastrophe de Furiani. Ils ont jugé que ce dispositif reposait sur une présomption « inadmissible » de carence ou d'incompétence des maires et ont donc réduit à leur profit la part proportionnelle attribuée aux préfets dans le texte du gouvernement.

G. P.

SOMMAIRE

DATES

Il y a trente-cinq ans, Nikita Khrouchtchev face au « groupe andard »..... 2

ÉTRANGER

Les Serbes de Bosnie-Herzégovine annoncent un cessez-le-feu unilatéral..... 3
Un entretien avec le ministre des affaires étrangères de Moldavie... 4
Loin des capitales : « Liège, champion médiatique »..... 4
La campagne présidentielle aux États-Unis..... 5

POLITIQUE

Le débat sur la construction de l'Union européenne : M. Chirac demande au RPR d'adopter une « attitude de réserve » sur Maastricht : A. Caen, M. Veil et M. Fabius ont plaidé pour une Europe plus proche des citoyens 6
Livres politiques : « Bilan de santé », par André Laurens..... 6

ENQUÊTE

La France « école » (I) : Une « maison européenne » peu commune. 7

SOCIÉTÉ

Le Sommet de la Terre à Rio..... 8
Le palmarès du concours général 8
Les donateurs français vont lancer une pétition contre la commercialisation du sang..... 13
Le Championnat d'Europe des nations de football..... 13
La France et la Suède signent plusieurs accords de coopération en matière d'armement..... 18
L'Allemagne organise son premier Salon aéronautique à Berlin..... 18

HEURES LOCALES

• L'imperturbable sourire de Mickey • Amiens réconcilie ses policiers • La troisième Salon de l'implantation d'entreprises : Vichy soigne son visage ; Un entretien avec Eric Worth ; Débat : « Alder le pays de Tulle », par Laurent Oléron et Pascal Talien • Menton : le réveil de la « belle endormie » • L'avenir de la région Ile-de-France : des projets immobiliers hors les murs ; Tous vers... 9 à 12

CULTURE

Cinéma : la mort de Serge Daney..... 15
Musiques : symphonies marines..... 15
Danse : les six jours de la jeune chorégraphie..... 15

ÉCONOMIE

Paribas se recentre sur les activités bancaires..... 17
Les suites du scandale de la BCCI..... 17
Les manifestations des paysans en Haute-Garonne..... 17
Revue des valeurs, crédits, changes, grands marchés... 18-19

Services

Abonnements..... 2
Carnet..... 13
Météorologie..... 16
Météo croisée..... 7
Télévision..... 16
Spectacles..... 14
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Radio-télévision »
Le numéro du « Monde » daté 13 juin 1992 a été tiré à 493 610 exemplaires.

Le licenciement des salariés âgés

La France ne peut pas se payer la retraite à cinquante-cinq ans affirme M^{re} Aubry

« Je ne crois pas que la France puisse aujourd'hui payer à la fois son système de protection sociale et se payer une vraie retraite à cinquante-cinq ans », a déclaré le vendredi 12 juin, à Toulouse, M^{re} Martine Aubry, ministre du travail, pour justifier sa décision de rencherir le coût des préretraites prises en charge par l'UNEDIC.

« Gardons ces mesures pour des entreprises ou des bassins d'emploi qui en ont vraiment besoin, ou encore pour des salariés qui sont usés prématurément », a-t-elle ajouté, en se félicitant que l'amendement déposé par le gouvernement ait été voté à l'unanimité par l'Assemblée nationale. « Faire partir un vieux salarié pour le remplacer par un jeune coûte en moyenne 300 000 francs à la collectivité, soit le prix de la création de trois emplois », a encore fait observer M^{re} Aubry.

□ Travail de nuit : M^{re} Aubry invite les fédérations patronales. - Le ministre du travail, M^{re} Martine Aubry, invite les fédérations patronales intéressées par le travail de nuit des femmes à la rencontrer le 23 juin. Parallèlement, les organisations syndicales seront également reçues. Depuis la proposition d'un avant-projet de loi sur le sujet, M^{re} Aubry appelle les partenaires sociaux des branches professionnelles concernées à négocier des contreparties à l'instauration du travail de nuit pour les femmes. Ce n'est qu'au terme d'un bilan des accords éventuels que le projet de loi sera présenté au Parlement.

D'après une enquête de l'INSEE

Les investissements industriels devraient diminuer de 8 % en 1992

D'après une enquête réalisée par l'INSEE en avril auprès de 2 500 industriels, ces derniers devraient réduire de 8 % le volume de leurs investissements en 1992 (et de 5 % en valeur). La même enquête montrait qu'en 1991 ces investissements ont diminué de 7 % en volume et de 4 % en valeur. En deux ans, les investissements de l'industrie ont ainsi diminué de 15 %.

Ces chiffres viennent tempérer l'optimisme qu'avait suscité la parution des comptes de la nation fin mai, faisant apparaître une croissance de 1,1 % du produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre de 1992. Ni l'emploi ni l'investissement ne redémarreraient, et les conjoncturistes entrevoient un ralentissement de l'activité, avec une croissance trimestrielle qui ne dépasserait pas 0,5 %. L'industrie ne tourne actuellement qu'à 82,3 % de ses capacités, contre 88 % en 1990.

L'affaire Boucheron

M. Michel Gabaupe interpellé à Mérignac

M. Michel Gabaupe, l'un des personnages-clés de l'affaire Boucheron, a été interpellé, vendredi 12 juin à Mérignac (Gironde). Placé en garde à vue, il devrait être présenté au juge d'instruction qui instruit l'un des dossiers concernant l'ancien maire d'Angoulême.

M. Gabaupe, qui a déjà été inculpé de complicité d'ingérence par le juge Joly pour la partie des dossiers Boucheron instruite à Paris, a dirigé la Société de coordination, de commerce et d'assistance (SCCA) et la Société d'études, de pilotage et de

construction (SEPC) dont le siège était à Mérignac.

Ces deux bureaux d'études qui travaillaient aussi en liaison avec Euro-Estern situé à Grand-Champ (Gironde) ont été accusés d'avoir fabriqué une fausse facturation destinée à drainer des fonds pour le compte du PS et de certains de ses élus dont M. Boucheron. M. Gabaupe était, semble-t-il, chargé du démarchage des entreprises qui souhaitaient obtenir un marché public et étaient prêtes à payer une « taxe » pour cela. - (Correia)